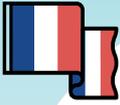


#6

AUTOMNE
2017
3.00 €



The Progressive Post

L'UE
PEUT-ELLE
SAUVER LE
PROCESSUS
DE PAIX
AU MOYEN-
ORIENT ?

Avec les
contributions de :

Jean-Marc Ayrault
Peter Balázs
Noma Bar
Lara Friedman
Fernando Gentilini
Gerald Knaus
Daniel Kurtzer
Giulia Lagana
Heiko Maas
Montserrat Mir Roca
Pierre Vimont
...

COUVERTURE SPÉCIALE

Débat sur la Catalogne
Élections allemandes

BREXIT

UE/RU : les droits
des citoyens

L'AVENIR DE LA GAUCHE

La solution portugaise

MONDE

La gestion des flux migratoires
entre l'UE et la Libye

SOCIAL

Améliorer l'équilibre travail-vie
sans nuire à l'économie

ECONOMIE

Le marché unique du numérique
et l'industrie culturelle de l'UE

DÉMOCRATIE

Que peut faire l'UE face
aux Fake News ?

ENVIRONNEMENT

Une transition équitable :
la fin du nucléaire civil

The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire et un avenir communs, mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Revue d'opinion européenne et progressiste publiée en deux langues : anglais et français.

The Progressive Post

Magazine qui réunit des experts reconnus dans le monde entier et offre à ses lecteurs une plateforme d'information complémentaire en ligne sur www.progressivepost.eu.

Abonnez-vous au magazine et à notre newsletter hebdomadaire sur progressivepost.eu et suivez-nous sur les réseaux sociaux pour les dernières actualités, informations et analyses.



FEPS



@FEPS_Europe



With the support of the European Parliament

N°6 - 2017

ISSN 2506-7664

Editeur: Dr. Ernst Stetter

FEPS: rue Montoyer, 40-1000 Bruxelles

Rédacteur en chef: Alain Bloëdt

Comité éditorial: Ania Skrzypek, David Rinaldi, Vassilis Ntousas, Maria Freitas,

Hedwig Giuisto, Elena Gil, Charlotte Billingham, Lisa Kastner, Rosanna Bennett

Coordination & Graphisme: www.triptyque.be

Editeurs: Karine Jehelmann, Julian Hale

Crédits photo: Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services

Illustration de couverture: Peter Willems, Vec-Star

Droits d'Auteurs: © FEPS - Fondation européenne d'études progressistes

#06 Table des matières

CONTRIBUTEURS

p.2

> L'équilibre travail-vie: productif pour les entreprises et les employés p.46

ÉDITORIAL

> Il est urgent de changer positivement la donne

p.3

L'AVENIR DE LA GAUCHE

> La réussite de la gauche au Portugal p.48

> La coalition de gauche du Portugal montre la voie à suivre aux progressistes p.50

> Le gouvernement du Portugal est en train d'apporter stabilité et croissance p.52

COUVERTURE SPÉCIALE

> C'est la culture, idiot !

p.4

> Le SPD après les élections fédérales en 2017

p.6

> Pas de vents favorables pour Bruxelles

p.8

> Les élections allemandes : pourquoi les progressistes ont obtenu un mauvais résultat alors que l'AfD a connu une réussite ?

p.10

> Discours de Joseph Borrell sur la crise démocratique que traverse la Catalogne

p.12

> Le labyrinthe catalan : existe-t-il une sortie ?

p.14

> Discours de Miquel Iceta au Parlement catalan

p.16

> Catalogne : l'heure est venue pour la politique, l'heure est venue pour le dialogue

p.20

> Les valeurs socialistes et l'UE

p.22

PORTFOLIO

> NOMA BAR p.54

FOCUS

AVANT-PROPOS

> L'insoutenable gravité de l'attente p.60

VISION

> L'Europe face aux nouvelles réalités du conflit israélo-palestinien p.62

OPINION

> Deux États, la seule solution réaliste pour la paix israélo-palestinienne p.64

VISION

> Repenser l'approche de l'UE vis-à-vis du dialogue transconflit israélo-palestinien p.66

ANALYSE

> Le long chemin vers la réunification palestinienne : que peut faire l'Europe ? p.68

PERSPECTIVE

> Comment l'UE doit-elle s'occuper de Gaza ? p.70

INTERVIEW

> Une question de justice p.72

> Ce type de guerre asymétrique ne se règle que par pression internationale p.74

AVEC L'EUROPE

> Comment l'Europe peut contribuer au processus de paix israélo-palestinien ? p.76

> La politique israélo-palestinienne de l'Europe pendant l'ère Trump p.78

POINT DE VUE

> Les colonies israéliennes : illégales, néfastes pour la paix, néfastes pour l'économie p.80

> Le fardeau économique des colonies de la Cisjordanie p.82

INSPIRATION

À VOIR p.85

À LIRE p.86

À RÉFLÉCHIR p.88

DÉBATS

BREXIT

> Brexit : quelles sont les questions en suspens concernant les futurs droits des citoyens du Royaume-Uni et de l'UE ? p.24

> Les européens ne sont pas désirés en Grande-Bretagne - Le côté horrible du Brexit p.26

ENVIRONNEMENT

> Le nucléaire civil français : un acharnement thérapeutique dangereux pour l'Europe p.28

DÉMOCRATIE

> Que peut-faire l'UE pour arrêter les « fake news » ? p.31

> Comment la nouvelle loi de l'Allemagne combat-elle les fake news et le crime haineux ? p.34

MONDE

> Comment une politique européenne en matière d'asile humaine est possible dans la Méditerranée p.36

> Limiter la migration à partir de la Libye : est-ce que l'UE et l'Italie prennent la bonne direction ? p.38

ÉCONOMIE

> Marché numérique européen et industries créatives : a-t-on choisi la bonne stratégie ? p.40

> Les retombées des déclarations européennes sur la cybersécurité et l'accès au marché numérique p.42

SOCIAL

> Comment l'UE peut-elle atteindre un meilleur équilibre travail- vie privée pour ses citoyens ? p.44

CONTRIBUTEURS



Ernst Stetter 4



Fedor Ruhose 6



Uwe Optenhögel 8



Christian Odendahl 10



Joseph Borrell 12



José Félix Tezanos 14



Miquel Iceta 16



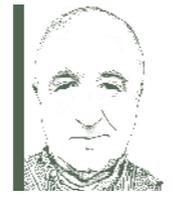
Esther Niubó 20



Péter Balázs 22



Jonathan Portes 24



Denis MacShane 26



Benjamin Dessus 28



Paolo Celot 31



Heiko Maas 34



Gerald Knaus 36



Giulia Laganà 38



Hervé Rony 40



Mark Skilton 42



Montserrat Mir Roca 44



Georgi Pirinski 46



Pedro Nuno Santos 48



Maria Freitas 50



Ana-Catarina Mendes 52



Vassilis Ntsousas 60



Pierre Vimont 62



Fernando Gentilini 64



Rosemary Hollis 66



Hugh Lovatt 68



Yasmien El Khoudary 70



Jean-Marc Ayrault 72



Elie Barnavi 74



Daniel Kurtzer 76



Lara Friedman 78



Zena Agha 80



Nadia Hijab 80



Roby Nathanson 82

IL EST URGENT DE CHANGER POSITIVEMENT LA DONNE

par Maria Joao Rodrigues, FEPS President

Après des décennies passées à s'efforcer de résoudre le conflit israélo-palestinien, et après avoir essuyé des échecs lamentables, le processus de paix au Moyen-Orient reste dans l'impasse.

La perspective de paix proposée par la solution à deux États, longtemps considérée comme la seule solution politique viable pour ce conflit, va en s'amenuisant. La fenêtre d'opportunités ouverte par les accords d'Oslo est également en train de se refermer rapidement.

Tout espoir de mesures fortes et positives prises dans une direction progressiste est tempéré non seulement par l'échec de précédentes initiatives mais également par le statu quo stagnant, enfoncé dans les circonstances politiques actuelles. Cette sombre perspective est exacerbée dans toute la région du Moyen-Orient et, bien entendu, par le nouvel occupant imprévisible de la Maison Blanche et l'attitude diplomatique de

laissez-faire de son administration vis-à-vis des faits.

L'année 2017 a été assombrie par plusieurs anniversaires symboliques et douloureux dans l'histoire du conflit. Pour cette raison, les avertissements d'un rétrécissement de la fenêtre d'opportunité ont été lancés. Et pourtant, jusqu'à présent, aucun changement perceptible des règles du jeu n'a été proposé pour sortir de cette impasse, malgré le fait que les mises en garde émises cette année aient été marquées par de forts symboles.

Dans un contexte de ressentiment accru et de différences de moins en moins conciliables entre les deux parties, l'Union européenne a la responsabilité de faire tout ce qui est en son pouvoir pour

essayer de sauver le processus de paix actuellement dans l'impasse.

De toute évidence, contribuer à un changement positif des règles visant à pousser les deux parties à un dégel productif des relations s'avèrera un exercice délicat, notamment en raison des divisions internes de l'UE sur cette question.

Toutefois, le sentiment d'unité, de cohérence, de poursuite d'un objectif et d'autonomie, qui transparaît dans le document sur la Stratégie globale de l'UE publié l'année dernière, donne une orientation sur la manière dont notre Union peut avancer conjointement dans cette direction.

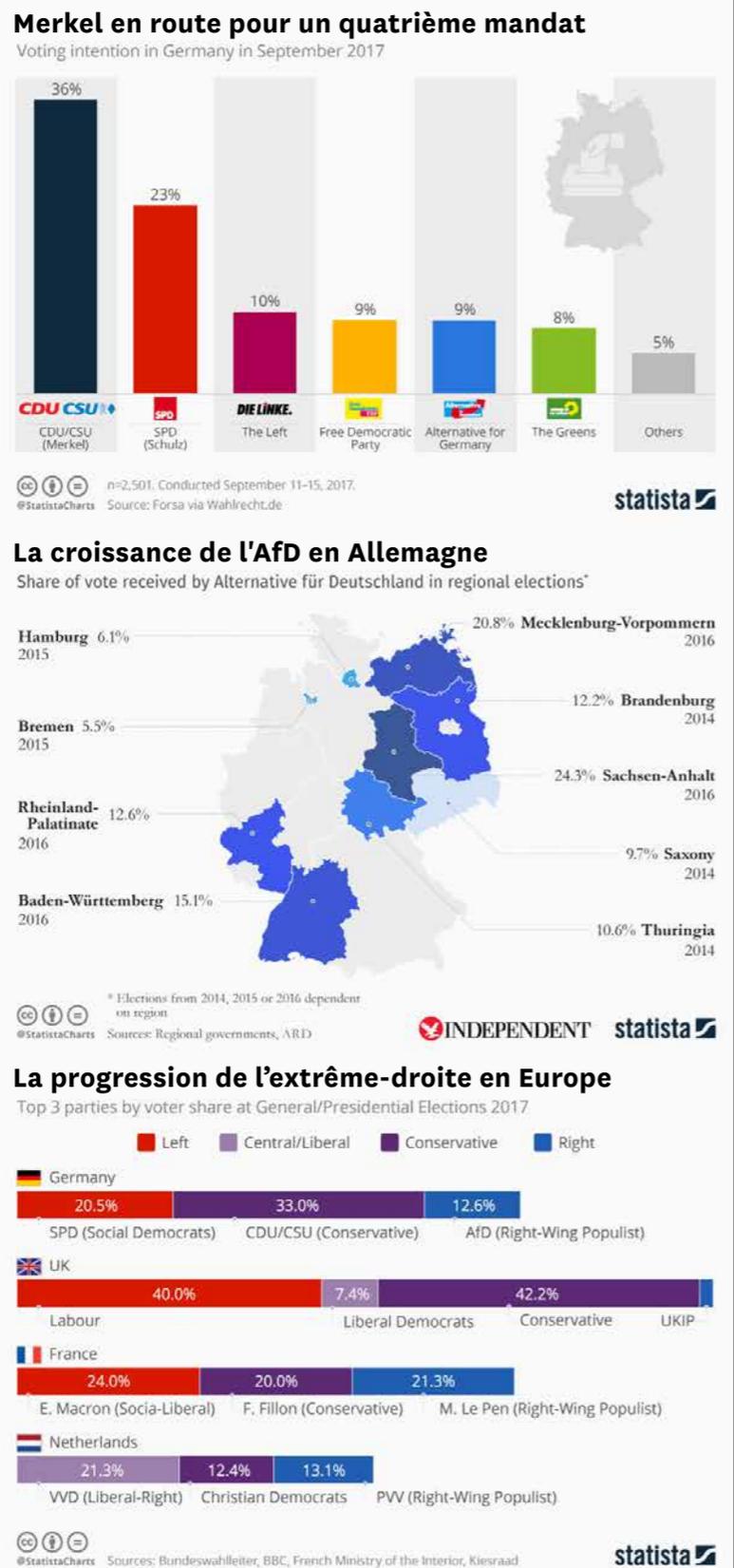
Qui plus est, la persistance, la patience et la volonté politique affichées pendant et après les

négociations de l'accord sur le nucléaire iranien illustrent, de la manière la plus vive, à quel point la voix de l'UE peut être forte lorsqu'elle est claire et unie.

L'heure est maintenant venue d'agir, car le temps est compté pour la solution à deux États.

L'Union européenne peut et doit être la force responsable de la paix et de la diplomatie dans cette recherche d'éléments déterminants pour changer la donne de manière positive, progressiste et tangible. Elle peut et doit soutenir et intensifier ses efforts pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient afin de rapprocher la perspective de paix de la région et de ses habitants.





C'EST LA CULTURE, IDIOT !

par Ernst Stetter

Depuis les élections fédérales, les Allemands continuent de chercher des explications au succès fulgurant du parti d'extrême droite, l'AfD (Alternative für Deutschland) et au déclin des deux principaux partis, le CDU et le SPD. Dans son discours remarquable prononcé à l'occasion des commémorations nationales de la réunification allemande le 3 octobre, le Président de la République fédérale, Frank-Walter Steinmeier, a fait part à ses concitoyens du problème des nouveaux murs psychologiques qui sont érigés dans nos sociétés.

“
LA FOI DES
CITOYENS
EN L'ÉTAT
TRADITIONNEL
EST TOMBÉE PLUS
BAS QUE JAMAIS
”

Son analyse fait partie des plus pertinentes sur l'état de nos sociétés en Europe et partout ailleurs. Par conséquent, le résultat des élections allemandes ne doit pas seulement être vu dans l'analyse pure selon laquelle les populistes remportent de plus en plus de soutien grâce à leurs slogans nationalistes. Ce n'est plus le slogan séduisant de Bill Clinton, dans les années 90, qui attire l'attention des électeurs. Les problèmes économiques sont toujours au centre des préoccupations des citoyens. Toutefois, plus de 75 % des citoyens allemands pensent que la situation économique et sociale qu'ils vivent est la meilleure qu'ils aient connue depuis la

réunification ! Par conséquent, le discours politique et le débat sociétal doivent comporter une nouvelle ligne politique tournée vers l'avenir, qui donne un regain de confiance, car la foi des citoyens en l'État traditionnel est tombée plus bas que jamais.

Le Président Frank-Walter Steinmeier a tout à fait raison lorsqu'il dit que tous ceux qui tournent le dos ne sont pas immédiatement des ennemis de la démocratie. Mais ils passent à côté de la démocratie.

Nos partis et les démocraties doivent donc réfléchir à une ligne politique qui englobe non seulement l'économie mais, par-dessus tout, les questions sociétales générales.

Par conséquent : c'est la culture.



> AUTEUR
Ernst Stetter est le Secrétaire générale de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)



■ MARTIN SCHULZ, leader des socialistes allemands: Le SPD n'a jamais réussi à lancer de grands débats dans cette campagne électorale.

LE SPD APRÈS LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES EN 2017

par Fedor Ruhose

Le SPD a perdu son combat contre Angela Merkel et la CDU pour la quatrième fois consécutive. Un élément nouveau a fait son apparition pour ce qui est le pire résultat depuis la fondation de la République fédérale d'Allemagne, pour les sociaux-démocrates endurcis par la crise. Le parti doit se pencher sur les causes de ce déclin implacable s'il veut avoir une chance de revenir dans la course.

La campagne a été rude. Malgré l'insatisfaction à l'égard de la chancelière, il n'y a pas eu de réel mouvement en faveur du changement : la réputation de Mme Merkel et la situation économique de l'Allemagne étaient trop bonnes et l'environnement international trop précaire. Des stratégies à long terme et un programme distinctif auraient été des

conditions préalables essentielles à un succès de la campagne du SPD dans une telle situation.

Par conséquent, c'est avec un grand handicap que Martin Schulz s'est lancé le 21 janvier 2017. C'est ce jour-là qu'il a été, de façon surprenante, nommé chef du SPD et candidat à la chancellerie. Une fois encore, le candidat à la chancellerie a été envoyé dans

la course sans temps de préparation, programme ou structure appropriée.

Les difficultés électorales du SPD

Schulz a unifié le parti comme personne avant lui et il représente toujours une force unificatrice. Le score de 100 % des voix qu'il a

remporté lors de son élection à la tête du parti n'y est pas pour rien. Martin Schulz a commencé la campagne en tant qu'écran de protection pour beaucoup - il incarnait le désir d'une alternative à Mme Merkel. Portées par cette euphorie, les premières erreurs ont fait leur apparition. La chute avant les élections de Rhénanie du Nord-Westphalie, la concentration sur des échéances mineures

alors que la chancelière brossait un tableau de la situation dans son ensemble. Tout cela a déjà été expliqué par les analystes. L'effet néfaste des sondages en baisse cette fois-ci s'est d'autant plus fait sentir que l'« effet Schulz » initial du SPD était très clair : avec un candidat convaincant et un programme cohérent, il semblait possible d'atteindre des chiffres supérieurs à 30 %, même contre Mme Merkel. Dans ce contexte, la défaite électorale dévastatrice du SPD en Rhénanie du Nord-Westphalie en particulier est devenue un tournant majeur pour les électeurs potentiels.

Il y a eu aussi des accidents tels que la présentation malheureuse du programme électoral ou la publicité de Google qui prétendait que Schulz l'emporterait lors du duel télévisé, avant même qu'il n'ait commencé.

Il n'était pas possible que le duel télévisé apporte le retournement espéré, car il ressemblait plus à une apparition de la Grande Coalition, compte tenu du peu de différenciation entre les partis. Les principales questions ont été retirées de la campagne électorale du SPD sur la scène publique. Il n'y a pas eu de campagne proclamant « Merkel doit partir ». Un niveau de pension à 48 ou 43 % n'est pas un problème décisif, en particulier lorsque la propre base du parti estime que 48 % est trop faible.

Des messages contradictoires

Il y a eu également des messages contradictoires. Au début, Schulz et le SPD étaient fermement opposés à la politique

du programme de Gerhard Schröder. Au cours du premier battage médiatique début 2017, beaucoup d'anciens membres du parti ont rejoint le SPD précisément pour cette raison. Toutefois, l'ancien chancelier Schröder s'est rendu au congrès du parti à Dortmund, en tant que conférencier invité.

Le SPD n'a pas non plus eu d'alternative gouvernementale cette fois-ci. C'est également parce que l'idée d'une coalition rouge-rouge-verte avait été abandonnée après les élections dans la Sarre au printemps. En fin de compte, il ne s'agissait plus du duel pour le bureau de chancelier. La question n'était pas d'élire le SPD pour que Mme Merkel quitte ses fonctions, la question portait sur qui arriverait en troisième position : l'Alternative Für Deutschland (AfD) populiste de droite ou le FDP libéral.

Le SPD n'est jamais arrivé à lancer de grands débats lors de cette campagne électorale. Ce n'était pas seulement dû à Mme Merkel, qui a effectivement réussi à dépolitiser la campagne. C'était aussi dû au fait qu'il est actuellement à peine possible de discerner le SPD du CDU au niveau national, et que le SPD reste affecté par l'effondrement de son identité de marque suite aux réformes du programme.

Le parti doit se renouveler

Martin Schulz s'est battu jusqu'à la fin. Maintenant, lui et le SPD doivent emprunter un chemin semé d'embûches avant de

redevenir un parti puissant. Il était logique qu'il s'exclue lui-même d'une Grande Coalition, laquelle s'est maintenant réduite à une taille miniature. Cette configuration a également perdu le soutien de la population. Par ailleurs, il est essentiel d'empêcher les populistes de droite issus de l'AfD de faire partie des chefs de l'opposition.

L'existence même du SPD est menacée. Les perspectives inquiétantes vis-à-vis de la scène européenne doivent constituer un encouragement. De passionnants débats politiques se déroulent dans un environnement différent aujourd'hui.

En Allemagne de l'Est, les résultats électoraux ont fait vaciller la stabilité politique de l'Allemagne. Le SPD doit gérer ce problème de manière intensive et récupérer les structures et les personnes de manière ciblée. Sinon, le SPD restera ce qu'il est à présent : un parti régional. Le SPD est aussi confronté à des problèmes majeurs dans le sud. Dans de grandes parties de l'Allemagne, le SPD est à peine capable de faire campagne.

La tension monte en ce qui concerne les questions démocratiques. Mais il y a une absence de ligne politique et de personnalités importantes. C'est pour cela que nous avons besoin maintenant d'un processus de renouvellement à long terme. Le SPD doit reconsidérer sa façon de penser, et cela prend du temps et n'est pas une tâche à laquelle on s'attelle dès le lendemain d'une élection perdue. Le parti doit passer par une autocritique, qui examine en

détail son problème de crédibilité actuel. Parmi ses électeurs, 79 % ont voté pour le SPD en raison de liens solides existant depuis longtemps. Ces électeurs semblent être le noyau de l'électorat social-démocrate. Cela fait des années que les sociaux-démocrates ont perdu le contact avec des circonscriptions cruciales. Ce résultat électoral est le dernier mauvais résultat, mais il laisse toutefois une chance au SPD de se renouveler. Il faudra pour cela une version contemporaine et orientée vers l'Europe d'une social-démocratie favorable à l'État-providence. Afin de retrouver son ancienne force, le parti doit tout mettre sur la table : le contenu et les personnes, l'organisation et les options gouvernementales.



> AUTEUR

Fedor Ruhose est le directeur général du groupe parlementaire SPD au Parlement fédéral de Rhénanie-Palatinat et expert politique au think tank « Das Progressive Zentrum ».



| UWE OPTENHÖGEL pense que la Commission européenne aurait préféré la poursuite de la Grande Coalition.

PAS DE VENTS FAVORABLES POUR BRUXELLES

par Uwe Optenhögel

Ce n'est pas ainsi que le Président de la Commission européenne, Jean Claude Juncker, avait imaginé l'issue des élections en Allemagne. Après avoir traversé les élections néerlandaises et françaises mieux que beaucoup l'avaient espéré, Bruxelles aurait préféré une continuité de la Grande Coalition après les élections allemandes.

Que ce soit avec Mme Merkel ou M. Schulz, la stabilité et l'impulsion nécessaires pour surmonter toute une série de problèmes accumulés au niveau européen avaient déjà été prises en compte. Par ailleurs, l'espoir portait sur le fait que les partenaires de la coalition qui se connaissaient bien, se rassembleraient rapidement dans

un nouveau gouvernement. Un automne doré et un printemps politique doux étaient déjà en train de briller dans le discours sur l'état de l'Union prononcé par M. Juncker mi septembre : les populistes de droite étaient écartés, la situation économique meilleure qu'espérée, une cohésion sur le Brexit, un moteur franco-allemand de nouveau en action et la Commission galvanisée et de retour aux manettes.

Une politique nationale allemande propice à l'instabilité

Rien de tout cela ne va se produire maintenant parce que la politique nationale allemande va devenir plus instable. Les négociations sur la coalition doivent pouvoir prendre leur temps, si tant est qu'elles réussissent. L'Europe devra encore une fois attendre

l'Allemagne. C'est problématique pour l'ambitieux programme de la Commission jusqu'à la fin de la législature, à l'été 2019.

Le Président français doit aussi être dépité, car il ne sera pas en mesure, sans une étroite coopération de l'Allemagne, de faire avancer les visions ambitieuses pour l'Europe qu'il a présentées à la Sorbonne deux jours avant les élections allemandes.

Dans l'UE, les gens commencent à suspecter que le grand perdant des élections est la Chancellerie. Sa capacité à faire avancer les choses au niveau du Conseil européen va être affaiblie. Pour ce faire, l'UE a besoin de gouvernements stables dans les grands pays, capables de faire des compromis et de faire passer différentes options de négociation européenne dans leur contexte national. C'est d'autant plus vrai pour l'Allemagne qui est le pays le plus grand et le plus fort économiquement au sein de l'UE. Il est peu probable que cela soit possible dans une coalition Jamaique.

Les difficultés d'élaboration de la coalition

Les positions du CDU, du CSU, du FDP et des Verts concernant l'Europe sont tellement éloignées qu'un consensus sur les questions de la réforme de la zone euro, de la migration et de la politique de sécurité ou du Brexit ne semblent imaginables que si un partenaire de la coalition atteint ou dépasse les limites de son identité. Mais cela serait la continuation du système de Mme Merkel, dans lequel jusqu'à présent tous les partenaires de la coalition ont été broyés et contre lequel l'électorat a massivement voté dans cette élection.

Le conflit entre le CDU et le CSU dans ce regroupement politique pourrait bien aussi être particulièrement intéressant en soi. Les Verts et, par dessus tout, le FPd, qui ont déjà été éloignés une fois

de leur place dans un gouvernement de coalition par le CDU de Mme Merkel, devraient être prévenus. Emmanuel Macron craint déjà que ses vastes projets de réforme pour la zone euro ne dépendent de l'accord d'un ministre des Finances du FDP, dont la vision de l'Europe est différente et qui (au vu du programme électoral) sera plus fidèle à sa petite clientèle plus lucrative en Allemagne qu'à la responsabilité de l'Allemagne pour l'Europe.

Du point de vue bruxellois, le succès de l'Alternative für Deutschland (AfD) avec 12,6 % des voix représente certes un peu plus que ce qui était prévu, mais est considéré comme gérable dans un contexte européen. Certains peuvent même l'envisager succinctement en disant « Bienvenue au Club ». Le souci de Bruxelles ne porte pas sur la taille de l'AfD, mais sur la façon dont il a été en mesure de façonner le discours et les problèmes de la campagne électorale, ce qui a finalement été la raison du résultat inattendu de l'élection. Cela montre clairement à quel point le populisme de droite reste corrosif pour les démocraties représentatives

Les conséquences pour le SPD

La défaite s'est avérée plus évidente que prévue mais elle n'était pas méritée d'un point de vue politique. Après que beaucoup de choses aient mal tourné pendant la campagne électorale et qu'il soit devenu clair qu'aucun électeur ne pouvait être acquis avec une politique réussie

axée sur les problèmes (le SPD avait les meilleurs ministres dans le cabinet sortant), tout s'est bien passé le soir de l'élection. Avec son annonce de rejoindre l'opposition, le parti a attaqué et délimité les contours des débats après les élections. Beaucoup de personnes dans le parti ont dû ressentir cela comme un soulagement tardif. Tout au long de sa décennie de patriotisme, le SPD a toujours mis le pays au-dessus du parti. Il restera fidèle à cette maxime s'il poursuit désormais la « polarisation démocratique » (Habermas) en tant que chef de l'opposition et ne laisse pas la confrontation avec le nouveau gouvernement aux populistes de droite. Au niveau européen, le résultat des élections a eu un effet contradictoire pour le groupe SPD dans le rassemblement des socialistes et des démocrates.

L'accès direct au pouvoir, c'est-à-dire aux ministres du plus puissant cabinet en Europe qui exerce de ce fait une influence sur l'orientation de la politique allemande, est bloqué. Par conséquent, à Bruxelles, les gens ne doivent plus tenir compte des accords de coalition précédemment conclus à Berlin. En ce qui concerne la réforme de la zone euro par exemple, le SPD est depuis longtemps plus proche de Macron ou des pays du sud de l'Europe que de Schäuble. Un débat ouvert et inclusif avec tout le large éventail du centre gauche sera nécessaire afin d'être de nouveau en mesure de rivaliser pour les majorités en Allemagne et en Europe. Le SPD doit par ailleurs examiner avec précision quels sont les soucis de ceux qui ont dérivé

vers les populistes de droite. Parce qu'il est clair que, avec la seule approche traditionnelle de la politique orientée vers la gauche (marché du travail, politique sociale, politique familiale, politique de l'éducation, règle de droit), le parti ne parviendra pas à revenir au pouvoir. L'élection a été perdue dans le domaine de la politique identitaire. Sans une nouvelle ligne politique qui réussisse à rapprocher les vrais perdants, ou ceux qui se perçoivent comme des perdants, de la mondialisation et des gagnants, à rapprocher la patrie (Heimat) du monde, il est difficile d'imaginer un retour vers un parti populaire de gauche capable de remporter des majorités. Cette nouvelle « Ligne politique en faveur de tous » devra contenir une composante nationale et européenne car la seule protection contre la mondialisation se fera en atteignant une prospérité économique avec et non contre l'Europe.



> AUTEUR

Uwe Optenhögel est le vice-président de la Fondation européenne d'études progressistes et ancien directeur du bureau européen de la Friedrich Ebert Stiftung.



Des étudiants protestent à l'Otto-von-Guericke University de Magdebourg contre un discours de l'organisation de jeunes du parti populiste AfD.

LES ÉLECTIONS ALLEMANDES : POURQUOI LES PROGRESSISTES ONT OBTENU UN MAUVAIS RÉSULTAT ALORS QUE L'AFD A CONNU LA RÉUSSITE ?

par Christian Odendahl

Le choc majeur des élections allemandes s'est produit lorsque le parti populiste de droite Alternative für Deutschland a remporté presque 13 % des voix alors que le parti de centre droit CDU/CSU et le parti de centre gauche SPD ont perdu beaucoup de terrain en comparaison avec les élections de 2013. Dans une interview accordée au Progressive Post, Christian Odendahl explique pourquoi les choses se sont mal déroulées pour les partis progressistes et pourquoi l'AfD a connu une telle réussite.

Est-ce que le développement de l'Alternative für Deutschland (AfD) est une conséquence

directe des idées progressistes en Allemagne, à savoir des Verts, des partis Die Linke et du SPD ?

En effet, c'est vrai. Après le vote

des Britanniques en faveur de Brexit et des voix américaines pour élire Donald Trump à la présidence des États-Unis, les gens ont rapidement désigné la mondialisation et les difficultés

économiques rencontrées par la population comme raisons de ces résultats. Les électeurs ont réalisé qu'il s'agissait aussi de ceux qui sont laissés pour compte au niveau culturel.

En Allemagne, cela a été plus clair. L'AfD s'est développé à l'arrière-fond de la crise de l'euro et de la crise des réfugiés. Le développement de l'AfD repose en partie sur un vote protestataire et le sentiment d'avoir été laissé de côté au niveau culturel. Par conséquent, la discussion en Allemagne se focalise moins sur les causes économiques de la croissance du parti, mais nous ne devrions pas les écarter entièrement. L'économie joue un rôle, surtout dans les régions de l'Est et les régions économiques plus faibles de l'Ouest. De plus, le sentiment que le pays est en train de se diviser a été un élément de motivation important du vote des électeurs pour l'AfD.

Le SPD a connu des difficultés à formuler une alternative économique progressiste lors du gouvernement de coalition. Die Linke a perdu à l'Est en raison du vote protestataire, mais en a gagné dans presque chaque district de l'Ouest. Ils ne sont en général pas très populaires à l'Ouest parce qu'ils sont considérés comme un parti de l'Est. Mais les 6,1 % de voix remportées dans la Bavière conservatrice par exemple montrent l'existence d'un souhait d'agenda davantage social-démocrate en Allemagne. Le SPD a échoué à remporter ces voix.

Les Verts ont un électorat socio-économique différent, ses électeurs ont vieilli au fil du temps donc ils ont mis en lice deux candidats assez centristes et ils ne sont pas actuellement la force progressiste majeure qu'ils ont été dans le passé.

“
CONTRER L'AFD : “LA SOLUTION SERA DE BALAYER LE RACISME DES DÉBATS SOULEVÉS PAR L'AFD. ADOPTER LA TERMINOLOGIE ET LE DISCOURS DE L'AFD SERAIT UNE GRAVE ERREUR.”
 ”

Comment vont-ils se battre contre ce parti ?

Les Verts feront probablement partie du gouvernement et leur lutte principale est de maintenir l'unité de leur propre parti. C'est pourquoi la tâche de contenir l'AfD reviendra à la CDU à droite et au SPD ainsi qu'à Die Linke à gauche. Le SPD essaiera de récupérer les voix des sociaux-démocrates en parlant de problèmes tels que l'inégalité et le manque de logements.

La solution sera de balayer le racisme des problèmes soulevés par l'AfD. Adopter la terminologie et le discours de l'AfD serait une grave erreur. Au cours de la campagne des élections allemandes, Die Linke, par exemple, a repris des problématiques de l'AfD en enlevant leur contenu xénophobe. Donc quand l'AfD a fait une référence à « la pénurie de logements à cause des réfugiés », Die Linke disait « parlons du logement ». J'estime que c'est une bonne approche, pour le SPD également.

Est-ce que les Européens devraient s'inquiéter de la croissance d'un parti nationaliste en Allemagne ?

Les Européens ne devraient pas particulièrement être inquiets. L'AfD a seulement convaincu 12,6 % de l'électorat allemand. L'AfD n'a pas provoqué de perturbation majeure sur la scène politique comme le Brexit et Trump l'ont fait, en dépit de la crise de l'euro, de la crise des réfugiés, etc.

Le succès de l'AfD rend la formation d'une coalition nettement plus compliquée. Le FDP représente des électeurs orthodoxes sur le plan économique. S'ils font partie du gouvernement, les Verts feront attention à ne pas donner leur accord à des politiques avec lesquelles le noyau de son électorat ne serait pas d'accord. La CSU/CDU ont des objectifs entièrement différents. Par conséquent, les trois partis tirent dans des directions différentes.



> AUTEUR
Christian Odendahl est économiste en chef du groupe de réflexion sur la politique européenne, appelé le Centre pour la réforme européenne. Ses domaines de recherche comprennent la politique allemande, la politique européenne monétaire et fiscale, l'économie politique de l'intégration économique et de la réforme structurelle, les marchés financiers et la régulation ainsi que le commerce international. Il commente régulièrement les questions économiques dans la presse écrite et les médias audiovisuels.



La crise a souligné des divisions majeures entre la Catalogne et le reste de l'Espagne.

DISCOURS DE JOSEPH BORRELL SUR LA CRISE DÉMOCRATIQUE QUE TRAVERSE LA CATALOGNE

par Joseph Borrell

Joseph Borrell, président du Conseil scientifique de la FEPS et ancien président du Parlement européen, a prononcé un discours à l'attention des Catalans, le 8 octobre 2017, sur la crise démocratique que traversent la Catalogne et l'Espagne.

Citoyens de Catalogne, nous sommes rassemblés ici pour défendre la coexistence, le pluralisme et la solidarité. Et c'est ce que nous devons faire. La coexistence a été brisée dans ce pays et nous devons donc la rétablir. Le pluralisme politique doit être défendu parce qu'il n'est actuellement pas reconnu. Lorsqu'un président de Parlement ose dire que ceux qui votent pour certains partis ne sont pas

catalans, toutes nos valeurs sont bafouées. Mme Forcadell, n'avez-vous pas pensé, avant de faire ce genre de déclaration, que vous auriez dû démissionner de votre fonction de présidente du Parlement ? Comment un président de Parlement européen, comment le président d'une institution qui représente tous les citoyens, peut-il dire que les personnes qui votent pour d'autres partis politiques ne sont pas catalanes ? Bien sûr qu'elles le sont !

Elles sont tout aussi catalanes que les autres. Comment est-ce possible que le conseiller dise que ceux qui ne sont pas d'accord avec le référendum sur l'indépendance ne le sont pas parce que ce ne sont pas des citoyens mais des sujets ? Vous n'êtes pas des sujets, et si vous êtes là aujourd'hui, c'est précisément pour dire au monde que ceux d'entre nous qui ne pensent pas comme les nationalistes sont tout autant des citoyens de la Catalogne que les autres.

Chaque voix catalane doit être entendue de la même manière

J'ai un ami qui vit sur la lune. Lorsqu'il nous regarde de tout là-bas avec son télescope, il dit : « Josep, je ne vois que des gens qui veulent l'indépendance en Catalogne ». Je lui réponds : « Bien sûr que non ! » Mais à cette distance, il ne voit que des gens qui veulent l'indépendance. Il me

demande où sont tous les autres, parce qu'il ne les voit pas. Et bien, vous êtes tous là ! Je sais que mon ami qui vit sur la lune peut nous voir maintenant. Mais il n'a pas été possible de nous voir ni de nous entendre jusqu'à maintenant. Nous devons nous assurer que la voix de chaque Catalan soit entendue de la même manière. Pour ce faire, vous devez contrôler démocratiquement les médias publics, qui font honte à la démocratie. Il semble que vous soyez d'accord avec moi... Les gens doivent s'exprimer avec le plus grand respect.

Je ne veux pas exagérer, mais nous sommes les témoins de moments dramatiques dans ce pays. Il faut donc du respect et du bon sens, pour nous-mêmes et pour les autres. Nous devons faire très attention car si une déclaration unilatérale d'indépendance est annoncée, ce pays tombera dans un précipice. Ne nous poussez pas dans le précipice, M. Puigdemont ! Non, non, non... Ne criez pas comme la populace au cirque romain. Les seules personnes qui vont en prison sont celles qui ont été condamnées par des juges. S'il vous plaît, je vous demande de vous respecter et de vous aimer les uns les autres. Nous devons reconstituer notre famille. Chaque fois que je discute avec mes amis qui veulent l'indépendance et que je leur explique ce qu'ils ont fait, que je leur expose les mensonges qu'on leur a racontés pour attiser leurs sentiments, lorsqu'ils ne savent plus quoi dire, ils me répondent : « Ils ne nous aiment pas. ». Mais si, nous les aimons ! Nous vous aimons vraiment !

Je veux vous demander de faire quelque chose pour moi. Lorsque vous rentrerez chez vous, achetez

une bouteille de Cava catalan. Allez acheter une bouteille de Cava, parce que les ventes ont chuté de 15 %. Cela signifie qu'il y a maintenant plus de chômage en Catalogne. Pas de boycott, ne soyez pas indignés ; nous devons travailler ensemble pour retrouver notre bon sens. Je veux m'adresser directement à la communauté des chefs d'entreprise en Catalogne, à tous ceux d'entre vous qui s'empressez de décider de fuir la Catalogne... Vous ne pouvez pas le dire avant ? Vous en avez discuté de manière confidentielle, pourquoi n'en avez-vous pas parlé publiquement ? Lorsque j'ai dit, il y a deux ans, que les sociétés et les banques quitteraient la Catalogne, M. Junqueras et M. Mas, deux formidables prophètes, ont dit que personne ne partirait. Tous ceux qui partent auraient dû le dire avant. Ils auraient dû dire que s'il arrivait ce qui est en train de se passer, ils feraient ce qu'ils sont en train de faire. S'ils l'avaient fait, nous aurions pu éviter ce qui se passe maintenant. Nous sommes tous un peu coupables d'avoir été trop silencieux.

Ceux d'entre nous qui se sentent Catalans doivent appeler au bon sens, au respect, à la pluralité, à la coexistence... Ce sont là les emblèmes des étoiles européennes. Nous devons travailler pour elles. Cela ne sera pas réglé par des décisions unilatérales. Il ne s'agit pas uniquement d'une question d'ordre public. Il ne s'agit pas d'un problème qui se règle en disant que nous sommes les meilleurs et que l'UE va nous accueillir à bras ouverts. M. Junqueras, arrêtez de tromper le peuple catalan. Vous croyez en vos propres mensonges. Si vous continuez sur cette voie, je dois vous mettre en

garde sur le fait que cela aura des conséquences très négatives dans l'UE. Vous êtes en train de faire tout le contraire de l'idéal européen. Vous pensez donc que l'UE va vous accueillir les bras ouverts avec ce genre de carte de visite professionnelle ? Non. Ils vous diront de repasser un autre jour. En attendant, nous souffrirons tous des conséquences. Il y a des gens qui souffrent, de bonnes personnes qui ont peur de ce qui va se passer, des conséquences sur leur retraite, qui se demandent si elles devront quitter ce pays... Elles demandent aux politiciens d'agir à ce sujet. Oui, nous devons agir, et vite, parce que nous ne sommes pas loin de ce qui pourrait devenir un affrontement civil, et en tant que politiciens, nous ne pouvons pas laisser cela arriver.

La Catalogne n'est pas une colonie ni un État occupé militairement

Pour finir, je veux dire deux choses. Lorsque le président Kennedy a envoyé la garde nationale pour supprimer les lois qui voulaient révoquer la ségrégation raciale, il a dit qu'aucun homme, quelle que soit sa puissance, aucune foule, quel que soit le bruit qu'elle fait, ne se situe au-dessus de la loi. Car le jour où ils seront au-dessus de la loi, les juges ne seront plus capables de faire leur travail, personne ne sera à l'abri de l'arbitraire du gouvernement et personne ne se sentira en sécurité vis-à-vis de ses voisins. Nous voulons être sûrs des limites de nos voisins. Des choses se sont produites ici qui n'auraient pas dû. Nous nous faisons du mal à nous-mêmes. Retrouvons notre bon sens. Nous avons le droit de vivre en paix,

nous devons aimer notre pays progressiste et démocratique : l'Espagne. Nous avons des problèmes, bien sûr. Quel pays n'a pas de problèmes ? Mais pensez-vous vraiment que la Catalogne ressemble à la Lituanie, au Kosovo, à l'Algérie ? Non. La Catalogne n'est pas une colonie ni un État occupé militairement. La Catalogne n'est pas un État comme le Kosovo où sévissait la violence et où les droits de l'homme étaient bafoués. C'est pour cette raison que la Catalogne doit travailler, en respectant la loi, et ne peut pas croire ceux qui disent que le droit international est de son côté, parce que ce n'est pas vrai, il n'est pas de son côté. C'est ce que le Secrétaire général des Nations Unies est venu dire. Les amis, plus de frontières. Le drapeau de l'UE représente la suppression des frontières. Les frontières sont les cicatrices que l'histoire a laissées à la surface de la terre, avec du sang et des destructions. N'en érigeons pas plus, parce que nous avons déjà enduré assez de souffrances pour ériger celles que nous avons.



> **AUTEUR**
Joseph Borrell est le président du Conseil scientifique de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) et a auparavant occupé le poste de président du Parlement européen.



I CARLES PUIGDEMONT, actuel président de la Generalitat de Catalogne.

LE LABYRINTHE CATALAN : EXISTE-T-IL UNE SORTIE ?

par José Félix Tezanos

La Catalogne est embourbée dans un labyrinthe de conflits séparatistes et de demandes qui sont difficiles à intégrer au sein de la structure politique espagnole et européenne. La situation en Catalogne est difficile à comprendre pour un observateur extérieur peu familiarisé avec ce contexte historique et économique. José Félix Tezanos présente ce contexte et son analyse de la situation actuelle.

La Catalogne est l'une des régions les plus prospères en Espagne, avec une histoire et une culture riches et vastes. Depuis la guerre de Succession d'Espagne, qui a vu le triomphe de la dynastie des Bourbons, la Catalogne a développé des sentiments séparatistes, latents depuis le 18^e siècle,

et a essayé d'exploiter les périodes démocratiques de l'histoire de l'Espagne pour atteindre son indépendance en tant que nation souveraine séparée de l'Espagne.

Elle a également des revendications historiques sur une partie du territoire de la France. Ceci est arrivé à la fois au cours de la

Première République (1873-1874) et de la Seconde République (1931-1939), et a agi comme un facteur déstabilisant dans l'ordre démocratique. Toutefois, depuis la Constitution espagnole de 1978 et le Statut d'indépendance, il semblait que la « question espagnole » ait été canalisée sous la forme d'un Gouvernement

autonome doté de larges pouvoirs, à bien des égards dépassant ceux des autres États fédéraux.

Une proposition d'« indépendance » approuvée lors d'une séance parlementaire houleuse

“
LA QUESTION QUI EST DÉBATTUE
EST DE SAVOIR S'IL EXISTE UN
ESPACE POUR UN DÉVELOPPEMENT
POLITIQUE INTERMÉDIAIRE ENTRE
UNE TOTALE INDÉPENDANCE
ET L'ÉTAT AUTONOME GARANTI
PAR LA CONSTITUTION
ESPAGNOLE ACTUELLE.
”

L'un des paradoxes de la situation actuelle est que c'est le gouvernement catalan lui-même, avec tous ses appareils administratifs, de communication et de police (17 000 « mossos » armés, la force de police catalane) qui est le leader d'un processus d'indépendance dont le résultat final est complètement inconnu au-delà des niveaux élevés d'autonomie gouvernementale déjà atteints.

En d'autres termes, la question qui est débattue est de savoir s'il existe un espace pour un développement politique intermédiaire entre la pleine indépendance et l'État autonome garanti par la Constitution espagnole actuelle.

Dans ce contexte, les partis favorables à l'indépendance de la Catalogne ont obtenu 47,74 % des votes aux dernières élections pour le Parlement catalan, ce qui leur a donné une majorité légèrement

accrue en raison des particularités du système électoral catalan.

Sur la base de cette situation d'autonomie gouvernementale et cette configuration des forces, le gouvernement catalan a présenté une proposition en faveur de « l'indépendance » approuvée lors d'une séance parlementaire houleuse, non contraignante et durant laquelle près de la moitié des membres ont quitté la Chambre.

Un référendum tenu dans un climat de chaos et de conflit

C'est lors du référendum du 1^{er} octobre, qui s'est tenu dans un climat de chaos, de conflit et d'absence de garanties procédurales minimales, qu'il a été tenté de soumettre à l'approbation cette proposition d'indépendance. En

d'autres mots, tout le monde a été en mesure de voter lors d'une sorte de « recensement électoral universel », n'importe où et de quelque façon que ce soit. Par conséquent, les réseaux sociaux ont vite été submergés de selfies de gens faisant la queue pour voter à différents endroits. Sur la base de ces faits, et des scènes de violence qui ont été observées au cours de cette journée du 1^{er} octobre, le gouvernement catalan a annoncé les résultats sous forme de pourcentages qui ne totalisaient pas 100, et avec un chiffre de participation au vote de 2 200 000 personnes, dont il a été dit qu'environ 2 000 000 avaient voté en faveur de l'indépendance, sur une population totale de 7 582 596 personnes, et un recensement électoral de 5 343 358 individus. Autrement dit, même si ces chiffres étaient vrais, en Catalogne, seulement 37 % de la population en âge de voter a soutenu l'indépendance.

Qu'est-ce qui peut être fait maintenant ?

Que peut-on créer à partir de cette situation ? En fait, pas grand chose. Par dessus tout, cependant, il est nécessaire de déterminer ce que les séparatistes veulent construire. Autrement dit, quels pouvoirs veulent-ils avoir de manière exclusive ? Le peu de progrès accomplis dans cette explication montre l'intention d'obtenir une pleine autonomie dans la gestion des ressources économiques, réduisant ainsi les contributions nettes versées par la Catalogne, qui fait partie des régions les plus riches d'Espagne, au budget national afin de couvrir les

dépenses de l'État. À cela doit être ajoutée une autre aspiration plus difficile à atteindre, à savoir l'intention de rejeter la responsabilité conjointe vis-à-vis de la dette nationale espagnole, qui est actuellement énorme. Selon le gouvernement catalan, ils n'ont rien à voir avec cette dette, en raison du faible investissement effectué par le gouvernement espagnol dans les travaux publics en Catalogne. Une question controversée en effet. Même s'il est évident qu'un conflit de cette nature doit faire l'objet de dialogue et de négociations pacifiques, certaines de ces demandes ne faciliteront pas la conclusion d'accords permettant de surmonter le conflit, tout en ouvrant en même temps la question préoccupante de savoir jusqu'où pourrait mener l'érosion de certaines frontières actuelles de l'Europe. Ce problème-là ne concerne pas que les Espagnols.



> AUTEUR

José Félix Tezanos est professeur de sociologie et secrétaire des études et des programmes du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE – Partido Socialista Obrero Español) ainsi que président de la Fondation Pablo Iglesias. Il est l'auteur ou le co-auteur de 82 ouvrages sur l'inégalité, les tendances politiques et la démocratie.



LE PALAIS DE LA GENERALITAT, siège du gouvernement de la Catalogne, à la Place de Sant Jaume.

DISCOURS DE MIQUEL ICETA AU PARLEMENT CATALAN

par Miquel Iceta

S'adressant au Président de la généralité de Catalogne et aux députés, Miquel Iceta a prononcé un discours au Parlement catalan à propos des conséquences politiques de la crise démocratique catalane le 9 octobre 2017.

L'objectif des débats est de discuter, de parler et d'écouter. J'ai essayé d'obtenir de l'aide pour obtenir une transcription de ce que vous (président de la Generalitat de Catalogne, Carles Puigdemont) avez dit pour vérifier si j'ai bien compris. Vous endossez un mandat, que je remets en cause et en même temps vous dites que vous proposez de suspendre une déclaration qui n'a pas été faite. C'est complexe, comme le sont parfois les situations politiques et nous devons tous admettre que, dans sa complexité, le dialogue peut devenir plus difficile si nous ne comprenons pas assez, mais il peut également nous donner de l'espace pour que nous puissions travailler tous ensemble. Une déclaration qui n'a pas été émise ne peut être suspendue. Et quand vous nous dites « je propose de suspendre », il semble que nous soyons vraiment en train d'atteindre la limite que les mots du président de la Généralité sont ceux qui valident — ou non — les lois, et cela nous met dans un domaine extrêmement complexe.

Je dois vous dire que ces jours-ci que je me suis retrouvé parmi des personnes en détresse qui, comme vous l'avez bien dit dans votre intervention, sont des personnes pensant de manière très différente. Cependant, ils sont peut-être d'accords sur deux points importants : ils aiment leur pays, mais ils souhaitent la prospérité de leur famille et de leurs enfants. Nous devons

servir leurs intérêts et obtenir de très bons résultats. J'ai pensé que vous diriez à un moment donné que vous communiquez des accords, des résultats, mais ce n'est pas votre rôle... Vu que la loi sur le référendum stipule très clairement que dans les deux jours suivants l'annonce des résultats par le syndicat électoral, une session ordinaire sera organisée pour faire une déclaration formelle de l'indépendance de la Catalogne pour tous les objectifs et se mettre d'accord pour commencer le processus constituant. Mais ce n'est pas une telle séance, ou je me trompe gravement ? Quelqu'un devrait nous le dire.

Avertissement des socialistes

Je souhaiterais réitérer l'avertissement que nous, socialistes, avons souvent émis dans cette chambre, et moi-même en particulier en tant que président de mon groupe. Le 9 novembre 2015 déjà, au début de cette législature, je vous demandais si vous aviez mûrement réfléchi aux coûts et aux conséquences de mettre les institutions catalanes hors la loi. J'ai eu l'occasion de le répéter au cours des deux débats ratés sur l'investiture d'Artur Mas, je l'ai répété au cours de votre propre débat d'investiture, au cours du débat sur la motion de confiance, dans de nombreuses autres occasions. De notre point de vue, les institutions catalanes ont été mises hors la loi les 6 et 7 septembre derniers. D'après nous, vous

avez enfreint la réglementation, vous avez bafoué les droits de l'opposition, vous avez invalidé le statut d'autonomie et vous avez violé la Constitution. Pour notre « tranquillité d'esprit », ce n'était pas uniquement votre opinion ; c'était l'opinion des conseils juridiques du Parlement, du Conseil de garanties statutaires, de la Cour constitutionnelle et même de certains membres de votre gouvernement qui ont déclaré que les choses ne se sont pas déroulées correctement.

De ce même point de vue et pour toutes ces raisons, je dois vous dire que le 1er octobre, le référendum effectif et exécutoire avec les garanties auxquelles vous vous êtes engagés vous-mêmes n'a pas eu lieu. En dépit de cela, l'État a commis l'erreur grave de commander ou de protéger des actions violentes de la part de la police contre les personnes qui ont eu l'intention de participer à ce vote, cependant illégal ou irrégulier comme certains peuvent le considérer. Nous avons condamné ces actions et nous avons demandé le retrait immédiat des forces de sécurité le matin même du 1er.

Cependant, je souhaiterais vous dire, monsieur le président : aucun mandat démocratique ne peut être réclamé à partir du vote organisé le 1er. Je sais que c'est une opinion politique et que, comme toute opinion politique, elle est discutable, mais le problème est que nous parlons ici dans des termes généraux ou solides si vous voulez à propos d'un mandat démocratique que

“

**NOUS CHERCHONS UN ACCORD
POUVANT RASSEMBLER 80 % DES
CATALANS. NOUS SOUHAITONS
L'AUGMENTATION DE NOTRE
AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE,
UN MEILLEUR FINANCEMENT
ET UNE RÉFORME DE L'ÉTAT.**

”

vous avez l'intention de prendre ou de transmettre aujourd'hui. De notre point de vue, c'est un vote qui n'avait pas de garanties. Même vos invités internationaux l'ont dit. Sans syndicat électoral — pour les raisons que nous connaissons tous, avec la démission de certains de vos membres, affectés par les décisions très dures de la Cour constitutionnelle —, qui pourrait avaliser le processus et proclamer officiellement les résultats. Par conséquent, de notre point de vue, nous ne nous trouvons en aucun cas aujourd'hui là où vous avez dit que nous sommes et non pas parce ce vous le suspendez

de la tribune, mais parce que les exigences fournies par la loi sur le référendum, la transition légale et la loi fondatrice de la république ne sont pas respectées. Vous ne pouvez suspendre un accord qui n'a pas pris effet. Vous avez prêté serment, et je cite, parce que vous avez introduit un nouvel élément qui n'a jamais été utilisé auparavant à ce moment très émouvant pour toute personne catalane prenant ses fonctions, et que vous souhaitez utiliser : « en toute fidélité au peuple catalan ».

Monsieur Puigdemont, les 38,47 % ne représentent pas le

peuple catalan. Avec ce soutien, vous ne pouvez pas faire ce que vous vouliez faire. Vous ne pouvez terminer votre mandat en permettant qu'une minorité, si respectable soit-elle, s'impose à une majorité. 38,47 % ne peuvent s'imposer à 61,53 %, du moins pas en notre nom. Et puisque le monde a ces jours-ci les yeux rivés sur nous, je le répète : « Una minoria no pot imposar-se sobre una majoria. A minority cannot impose itself upon a majority. Une minorité ne peut pas s'imposer à une majorité. Una minoria no puede imponerse sobre una mayoría. » Les souhaits de deux millions ne peuvent s'imposer aux souhaits de ceux de trois millions. C'est la raison pour laquelle je vous disais hier, avec tout le respect que je vous dois, veuillez ne pas déclarer l'indépendance par patriotisme. Par patriotisme, disons tous la vérité. Le processus d'indépendance a sans aucun doute une part de vertu : éveiller l'enthousiasme, mobiliser, faire vibrer les gens. Vous ne m'entendez jamais critiquer cet aspect, au contraire.

Instabilité institutionnelle et incertitude légale

Cependant, objectivement, vous avez divisé la société, vous l'avez polarisée. En ayant l'intention de rompre avec le reste

de l'Espagne, vous nous avez séparés de l'Union européenne. Et, même avant ce que cela ne se produise réellement, vous avez généré une instabilité institutionnelle et une incertitude légale qui ont reçu une réponse très claire de ce que l'on appelle les « marchés ». Vous nous avez dit que « le référendum rassemblera le peuple catalan » et ce n'est pas ce qui s'est passé. Vous nous avez dit que « le processus nous rapprochera de l'Europe » et c'est exactement le contraire qui s'est produit. Vous nous avez dit que « l'indépendance stimulera notre économie » et ce n'est pas vrai. J'espère que les mesures dont nous avons entendu parler de la part de quelques institutions financières importantes et d'entreprises de grande envergure du pays seront temporaires et simplement un geste pour s'assurer de la certitude légale que les activités commerciales rendent impérative et qu'elles exigent en ces temps. On ne peut jamais tirer des parallèles, mais de nombreuses personnes ayant quitté Montréal pour Toronto ne sont jamais revenues. Nous sommes extrêmement inquiets. Le transfert des centres de prises de décision, même dans des buts officiels : Banc Sabadell à Alicante, CaixaBank à Valence, Criteria à Palma, Gas Natural, Aigües de Barcelona, Gaesco and Cellnex à Madrid, MRW à Valence, Abertis à Madrid,

Adeslas à Madrid, Catalana Occident à Madrid... Je vous demande, Monsieur le Président, de songer au fait que de manière probablement involontaire, par le déni, une incertitude que nous ne pouvons nous permettre est en train d'être générée. Le report sine die de ce dont personne ne sait exactement de quoi il s'agit, ne fera qu'augmenter cette incertitude.

C'est une incertitude pour les entreprises, mais aussi pour les familles. Ces jours-ci nous avons tous pris connaissance de récits de familles, dans les zones limitrophes d'Aragon à Vinarós, des visites et des queues dans les banques, des problèmes avec les distributeurs de billets... Pourquoi ? Est-ce le résultat d'une conspiration internationale de pouvoirs cachés, ou est-ce la préoccupation de nombreuses personnes, du bon peuple qui ne sait pas où cela va nous mener ? C'est la détresse de nombreuses personnes, et ce peu importe le parti pour lequel elles ont voté. Je pense qu'un jour, et aujourd'hui pourrait être le bon jour, nous devons nous dire quel est le problème. Et le problème n'est pas l'Espagne, pas l'Europe, pas la légalité, le vrai problème est parmi nous. Le 6 et le 7 septembre, 52 députés n'ont pas participé au vote. La loi sur le référendum et la loi de transition ont été passées avec un nombre

très éloigné des deux tiers que nous avons nous-mêmes fixé comme limite minimale pour la réforme du statut ou pour l'adoption d'un système électoral. C'est parce que nous avons toujours visé à garantir qu'aucune décision pertinente pouvant modifier notre système institutionnel n'est prise sans s'assurer qu'elle dispose d'un large consensus à la chambre et par là dans la société. Une vieille devise catalane dit : « C'est en étant unis que nous gagnerons et c'est en étant divisés que nous connaissons la défaite ». Monsieur le Président, le chemin de la division est le chemin de la défaite. Nous l'avons dit à de nombreuses reprises, nous ne souhaitons pas résoudre un partage des voix. Nous cherchons un accord pouvant rassembler 80 % des Catalans.

Nous souhaitons l'augmentation de notre autonomie gouvernementale, un meilleur financement et une réforme de l'État. Et nous souhaitons avoir la chance de voter, dans un sens ou dans un autre, pour cet accord. Nous ne souhaitons pas retourner 300 ans en arrière, ni 38 ou 40. Je crois que la solution au problème que nous connaissons se trouve, je le crains, dans les élections au Parlement où chacun peut voter, dans l'égalité, avec des garanties et avec la possibilité de choisir différents projets

politiques pouvant avoir la profonde légitimité démocratique du futur. Il est absurde de nous tous nous plaindre des conséquences d'actes qui dépendent uniquement de nous. Et je dis cela avec le plus grand respect pour toutes les institutions et les noms que je citerai à présent. Je ne peux tenir Òmnium ou l'Assemblée nationale catalane pour responsable. Je peux uniquement exiger la responsabilité de votre part. En ces temps graves, Monsieur le Président, je vous tiens pour responsable d'avoir déclaré que ce Parlement n'a pas déclaré l'indépendance ; que le syndicat électoral n'a pas annoncé les résultats du référendum ; que nous n'activons pas les provisions de la loi sur le référendum et la loi de transition. Je terminerai avec trois citations. La première est de Raimon Obiols : « La politique peut être au service des émotions, mais il est inacceptable d'utiliser les émotions pour se tromper soi-même ou tromper les autres ». La seconde est de Josep Tarradellas : « Notre pays est trop petit pour mépriser n'importe lequel de ses enfants, et suffisamment grand pour que chacun trouve sa place ». C'est citation du président Tarradellas qui sera mon dernier mot. Aujourd'hui, nous ne souhaitons pas pointer quelqu'un du doigt ou lutter contre quelqu'un. Nous avons tous été d'une manière ou d'une autre des éléments

du problème et, si nous le souhaitons, nous devons tous faire partie de la situation. Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.



> AUTEUR

Miquel Iceta est le secrétaire général du Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC, parti socialiste de la Catalogne) et le président du groupe socialiste au Parlement catalan.



BARCELONE, ESPAGNE, 2014: Les manifestants réclament l'indépendance de la Catalogne.

CATALOGNE : L'HEURE EST VENUE POUR LA POLITIQUE, L'HEURE EST VENUE POUR LE DIALOGUE

par Esther Niubó

Analyse sur la crise démocratique catalane, écrite le 5 octobre 2017.

La Catalogne est en train de vivre un épisode de tensions politiques et sociales sans précédent. Le résultat de l'irresponsabilité de deux gouvernements qui ont renforcé leurs positions électorales pendant des années à partir d'une confrontation politique sans équivalent dans une démocratie. D'un côté un gouvernement catalan déterminé à atteindre l'indépendance, même sans

le soutien d'une majorité de la population et au risque de mettre les institutions catalanes en marge de la loi. Et d'un autre côté un gouvernement espagnol qui a été incapable de reconnaître l'existence d'un problème d'intégration entre la Catalogne et le reste de l'Espagne, ni d'avancer des propositions de dialogue, et qui a délégué au système judiciaire et à la police une solution qui ne peut provenir que de l'action

politique. Le gouvernement espagnol issu du Parti populaire (PP) n'est pas seulement responsable de sa stratégie immobiliste, de son incapacité (ou manque de volonté) à poursuivre le dialogue en vue de résoudre la situation par des voies politiques, il a également été à l'origine du problème. C'est en effet le PP qui a introduit un recours contre le Statut d'autonomie de la Catalogne approuvé par les

Cortes Generales (Parlement du Royaume d'Espagne) et la majorité des citoyens lors d'un référendum (et que d'autres communautés autonomes en Espagne ont été capables de maintenir), ce qui a abouti à une décision de la Cour constitutionnelle de restreindre le statut lui-même.

Un besoin urgent de dialogue politique

Au cours des années qui ont suivi cette décision et jusqu'à maintenant, le gouvernement autonome catalan a amplifié l'enjeu de ses demandes : en gouvernant avec le soutien du PP lui-même après la décision sur le Statut, ils ont fait une demande de pacte fiscal en 2012. Celle-ci a été rejetée, et à partir de là, ils ont changé de partenaires pour s'allier aux séparatistes avec l'objectif de proclamer l'indépendance dans des élections plébiscitées lors desquelles ils n'ont pas obtenu la majorité sociale nécessaire.

Seulement deux années plus tard, ils se sont aventurés à appeler à un référendum unilatéral sur l'indépendance sans aucune sorte de garantie démocratique, sur la base d'une loi manifestement anticonstitutionnelle qui enfreint le Statut et a été suspendue par la Cour constitutionnelle. Ils ont déplacé le conflit dans les rues, avec les conséquences pour la population que nous avons observées le 1er octobre, après une action totalement disproportionnée des forces de sécurité de l'État contre des citoyens qui se réunissaient pacifiquement.

À ce stade, seule l'ouverture de toute urgence d'un dialogue politique sans conditions et de négociations entre les deux gouvernements responsables d'avoir amené cette situation à un point extrême peut permettre d'éviter une Déclaration unilatérale d'indépendance annoncée par le gouvernement catalan. Laquelle se traduirait par une forte réaction de l'État et se finirait probablement par une suspension de l'autonomie de la Catalogne, sinon par une intervention de l'armée.

La proposition des socialistes sur le conflit politique

C'est pour cette raison que les socialistes catalans et espagnols ont tenu bon pour défendre les droits et les libertés garantis par la primauté de la loi et cherchent également à résoudre le conflit par le dialogue.

En fait, nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour encourager la négociation et établir des relations entre les parties, lesquelles permettront d'éviter de franchir une nouvelle étape vers l'indépendance unilatérale qui mettrait en péril l'autonomie gouvernementale catalane. La proposition socialiste sur le conflit politique actuel est bien connue. Nous proposons de renouveler l'accord constitutionnel, à savoir une réforme constitutionnelle fédérale qui renforce l'autonomie politique de la Catalogne, reconnaisse la nature plurinationale et multilingue de l'Espagne, améliore le financement de la Catalogne et puisse être soumise à un référendum et validée par tous les citoyens. Aucune solution n'est possible sans un vote. Mais ni l'indépendance, qui n'a pas une majorité populaire suffisante, ni le maintien du statu quo ne représentent une solution. De profondes réformes sont nécessaires en Espagne, et cela ne viendra pas du gouvernement issu du PP. Toutefois, pendant que nous travaillons pour atteindre une majorité socialiste en Espagne, il est nécessaire d'agir. Trop de lignes rouges ont été franchies ces derniers jours,

“
NOUS PROPOSONS DE
RENOUVELER L'ACCORD
CONSTITUTIONNEL, À
SAVOIR UNE RÉFORME
CONSTITUTIONNELLE
FÉDÉRALE QUI RENFORCE
L'AUTONOMIE POLITIQUE
DE LA CATALOGNE.

”

et seule la politique du dialogue peut amener une solution à l'état actuel des choses. Il est nécessaire, de toute urgence, de travailler à un nouvel accord constitutionnel, qui rassemble les majorités les plus larges possibles, et contribue ainsi à la restauration de la coexistence en Catalogne et à la réputation des institutions qui ont perdu leur légitimité et se mettent déjà en marge de la loi. Il est encore possible d'y parvenir avec de la volonté. L'heure est venue pour la politique, l'heure est venue pour le dialogue. Si ce n'est pas maintenant, alors quand ?



> AUTEUR
Esther Niubó est la directrice de la Fondation Rafael Campalans et membre du Parlement de Catalogne.



La Commission européenne a lancé un processus de réflexion avec son livre blanc sur l'avenir de l'Europe.

LES VALEURS SOCIALISTES ET L'UE

par Péter Balázs

Les plus grands défis de notre époque d'un point de vue européen sont spécifiés et répertoriés par l'Union européenne ou définis par ses pays membres dans le contexte de l'UE. Les partis socialistes et démocratiques doivent reconsidérer l'ensemble des principes représentés par l'UE et améliorer la solidarité mutuelle.

Les sociaux-démocrates ont été battus en France et en Allemagne en 2017 et ont perdu leurs postes au gouvernement. En Allemagne, le SPD devrait prendre position dans l'opposition. Dans le contexte des élections parlementaires, les dommages subis par un parti peuvent aussi être expliqués par les victoires des

autres partis. Toutefois, si une tendance générale est identifiée (comme dans le cas de la social-démocratie en Europe), l'offre politique de ce parti doit être analysée et mesurée en relation avec ses valeurs fondamentales. Comme la plupart des problèmes surviennent dans des dimensions internationales plus larges, les réponses doivent être

trouvées à des niveaux similaires. L'UE est l'une des structures les plus appropriées pour résoudre les problèmes au-delà de la portée politique et physique des États particuliers.

Les « documents de réflexion » de la Commission

En 2017, une multitude d'idées innovantes ont vu le jour sur les actions conjointes des États européens. La Commission européenne a lancé ce processus créatif en mars en publiant un Livre Blanc sur l'avenir de l'Europe, suivi par cinq « documents de réflexion » portant sur la défense, la zone euro, la dimension

“

SE POSER DES QUESTIONS SUR LES ASPECTS LIBERTAIRES DE L'INTÉGRATION ET PROMOUVOIR DES VOIES ALTERNATIVES D'AUGMENTER LA SOLIDARITÉ AU SEIN DE L'UE OUVRIRAIT DE NOUVELLES PERSPECTIVES POLITIQUES POUR LE SPD EN ALLEMAGNE ET EN EUROPE.

”

sociale, la mondialisation et le budget de l'UE. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, a résumé ses propositions attrayantes dans son discours sur l'État de l'Union, prononcé au Parlement européen le 13 septembre. Le Président de la France, Emmanuel Macron, a fait un discours à l'Université de la Sorbonne à Paris, le 26 septembre, et a développé un large éventail de réformes révolutionnaires visant à rendre l'UE plus forte, plus rapide et plus cohésive. Le point d'intérêt politique de toutes ces initiatives portait de toute évidence sur les élections législatives allemandes du 24 septembre, car la position du futur gouvernement fédéral allemand représentera la « masse critique » de l'acceptation et de la mise en œuvre de toute mesure dans l'UE.

Malgré l'esprit innovant et le contenu novateur de nombreuses suggestions, les améliorations sont limitées au modèle d'intégration actuel et

à son fondement légal et institutionnel, modifiant l'ordre de seulement quelques priorités existantes. Bien sûr, du côté formel et organisationnel, aucune autre stratégie ne serait réaliste, car n'importe quelle modification majeure nécessite des modifications du Traité décidées à l'unanimité, ce qui ne serait certes pas assuré. En prenant en compte la situation et les intérêts du mouvement social-démocrate, les changements de politique restent nécessaires et également possibles dans la marge de manœuvre actuelle de l'UE.

Sauver la solidarité

Les partis politiques démocratiques partagent les mêmes valeurs fondamentales codifiées par l'UE et qui rappellent le concept principal d'une société civile moderne basée sur « la liberté, l'égalité, la fraternité ». Les deux premiers objectifs sont généralement répétés tels quels, mais le troisième est

souvent remplacé aujourd'hui par le terme « solidarité ». Dans son discours prononcé devant le Parlement européen, le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a revendiqué la « liberté, l'égalité et la primauté du droit » comme les principes directeurs de l'UE, ce qui était une interprétation légèrement différente de ces idéaux. Les acteurs politiques en Europe croient fermement que notre continent maîtrise ces trois valeurs, montrant l'exemple au monde entier. Toutefois, les trois normes représentent ensemble l'un de ces « triangles impossibles » : au maximum deux d'entre elles sont faisables au prix du sacrifice de la troisième. Quelle est la solution de l'UE et quel aspect a été perdu pour atteindre les deux autres ?

Le principal résultat de l'intégration européenne est la « liberté » à de nombreux égards, tout d'abord les « quatre libertés » suivies par plusieurs autres comme la liberté de voyager, d'étudier, etc. L'« égalité » est une autre grande réalisation : l'égalité des chances et de traitement des États membres et des citoyens (même si les deux ne peuvent pas être garantis en même temps), des producteurs et des consommateurs sur l'ensemble du Marché unique, etc. À l'évidence, la « fraternité » a été perdue en Europe. Un vaste espace économique de libre circulation avec égalité des chances a été créé, mais les effets de la redistribution soutenant la proportionnalité et compensant les effets négatifs de la « liberté » illimitée sont marginaux.

Le modèle de l'UE est clairement

un modèle libéral dans toute la mesure du possible. Il a pendant longtemps été couronné de succès en ce qui concerne le développement économique de l'Europe. Néanmoins, dans des situations de crise, plus de solidarité est nécessaire vis-à-vis des perdants de la mondialisation à l'intérieur et à l'extérieur de notre communauté. Les menaces envers la sécurité, comme le terrorisme, les « guerres hybrides », les cyberattaques, entre autres, nécessitent encore plus de compréhension et d'aide mutuelles. Offrir et, en même temps, demander plus de solidarité font partie des traditions du mouvement socialiste. Se poser des questions sur les aspects libertaires de l'intégration et promouvoir des voies alternatives d'augmenter la solidarité au sein de l'UE ouvrirait de nouvelles perspectives politiques pour le SPD en Allemagne et en Europe.



> AUTEUR

Péter Balázs est Directeur du Centre d'études de l'élargissement de l'UE à l'Université d'Europe centrale de Budapest. Il a occupé divers postes diplomatiques et gouvernementaux. Il est devenu le premier membre hongrois de la Commission européenne en 2004 et a été ministre des Affaires étrangères de la Hongrie de 2009 à 2010.

BREXIT



La question reste ouverte de savoir dans quelle mesure les droits des citoyens britanniques dans les pays de l'UE et des citoyens de l'UE au Royaume-Uni seront protégés après le Brexit.

BREXIT : QUELLES SONT LES QUESTIONS EN SUSPENS CONCERNANT LES FUTURS DROITS DES CITOYENS DU ROYAUME-UNI ET DE L'UE ?

par Jonathan Portes

Le gouvernement britannique a présenté des propositions pour protéger les droits des citoyens britanniques dans les pays de l'UE et des citoyens de l'UE au Royaume-Uni après le Brexit. Toutefois, nombreux sur le continent ont critiqué les propositions pour leur manque de clarté et ont beaucoup d'inquiétudes, notamment concernant le fait qu'elles peuvent mener à la réduction des droits existants des citoyens. Le Professeur Portes expose son point de vue sur les questions en suspens à traiter.

Les propositions présentées par l'UE préserveraient largement, sur une base réciproque, tous les droits actuels et futurs des citoyens

de l'UE des 27 au Royaume-Uni et des Britanniques dans l'UE des 27 pays en vertu de la législation de l'UE. L'ironie veut que ce soit précisément ce que Boris Johnson et les autres partisans

du départ avaient promis avant le vote. Il y a néanmoins quelques points clés dans les propositions de l'UE qui seront difficiles à accepter pour le gouvernement du Royaume-Uni.

Tout d'abord, ils préserveraient indéfiniment la situation actuelle dans laquelle les citoyens de l'UE vivant au Royaume-Uni ont, à certains égards, plus de droits que les Britanniques. Du fait

de la détermination de Theresa May, alors ministre de l'Intérieur, à réduire l'immigration par tous les moyens. Si vous êtes britannique et que vous êtes tombé amoureux d'un ressortissant brésilien que vous avez épousé, il vous faudra franchir de nombreux obstacles si vous souhaitez vivre à Londres. Si vous êtes peu rémunéré ou occupez un emploi instable, n'y pensez plus. Mais si vous êtes Français ou Bulgare, et voulez vivre à Birmingham avec votre épouse Érythréenne, il n'y a aucun critère de revenus.

Il peut être difficile pour le gouvernement du Royaume-Uni de faire accepter une entente en vertu de laquelle, même après le Brexit, cette apparente anomalie persiste. Mais il n'est pas évident que l'UE cèdera du terrain sur ce sujet. Les citoyens de l'UE des 27 qui ont déménagé ici l'ont fait sur la base de la législation telle qu'elle se présente. Ils ont une attente raisonnable, renforcée

par la déclaration faite par le référendum sur la sortie, selon laquelle ces droits ne devraient pas être retirés. Du point de vue du reste de l'UE, ce n'est pas leur problème que le gouvernement du Royaume-Uni choisisse de traiter ses propres citoyens de cette manière. Le Royaume-Uni pourrait facilement régler cela en restaurant les droits que Theresa May a retirés aux Britanniques, mais ne vous faites pas trop d'illusions.

Toutefois, du point de vue du gouvernement du Royaume-Uni, la partie la plus sujette à controverse de la position de l'UE est l'insistance selon laquelle les droits des citoyens de l'UE vivant au Royaume-Uni après le Brexit (et en fait des Britanniques ailleurs en UE) sont au bout du compte soumis à la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne.

Extrait adapté des propositions du gouvernement du Royaume-Uni sur les droits des citoyens de l'UE

L'article confirme la création d'un nouveau "statut spécial de résident" pour les citoyens de l'UE qui arrivent avant une date butoir (qui doit encore être précisée). Les demandeurs qui peuvent se prévaloir de 5 ans de résidence ininterrompue au Royaume-Uni seront immédiatement admissibles au statut spécial de résident. Ceux qui sont arrivés avant la date spécifiée, mais qui ne satisfont pas encore au seuil des 5 ans avant le jour de sortie, seront autorisés à rester jusqu'à ce qu'ils atteignent ce stade et puissent aussi obtenir un statut spécial de résident. Ces citoyens de l'UE à qui est accordé le statut spécial de résident seront traités comme tout autre ressortissant britannique, avec de manière générale les mêmes droits et avantages. Une période de grâce allant jusqu'à 2 ans sera mise en place pour tous les citoyens de l'UE, notamment ceux qui arrivent après la date butoir, leur permettant de régulariser leur statut afin de rester dans le pays. Toutes les personnes demandant à rester au Royaume-Uni seront soumises à des vérifications judiciaires complètes.

Outre la question du mécanisme de règlement des différends entre l'UE et le Royaume-Uni, il y a aussi beaucoup d'autres questions en suspens, notamment :

Quelle sera la date butoir pour les résidents citoyens de l'UE qui souhaitent bénéficier du nouveau statut spécial de résident suite aux propositions du Royaume-Uni ? Qu'en sera-t-il des centaines de milliers de personnes dont les cas seront plus complexes parce qu'elles se trouvent en dehors du pays à la date butoir ou ont plusieurs périodes de résidence ? Concernant la période de grâce pouvant aller jusqu'à 2 ans pour tous les citoyens de l'UE (voir l'encadré), quels critères les ressortissants de l'UE devront-ils satisfaire et le Royaume-Uni a-t-il la capacité administrative de traiter toutes leurs demandes ? Le Royaume-Uni garantira-t-il la continuité (indéfinie ou au moins prolongée) de tous les droits ?

La position du Royaume-Uni à ce sujet est qu'il est inacceptable que la CJUE continue à jouer un rôle dans le droit national britannique. Mais le point de vue de l'UE est que la CJUE est nécessaire, car les dispositions techniques de l'accord, liées non seulement à la résidence, mais aussi à la sécurité sociale, aux retraites et à l'accès aux services, seront extrêmement complexes et les différends juridiques sont inévitables.

Pour qu'un accord soit conclu, les deux parties doivent faire des concessions. En particulier, le Royaume-Uni devra accepter d'avoir soit à modifier sa propre politique d'immigration (un développement que beaucoup souhaiteraient), soit à continuer un "traitement spécial" pour les citoyens de l'UE, au moins à certains égards, pendant quelque temps après le Brexit.

L'UE devra reconnaître que tandis qu'il est raisonnable d'exiger que les citoyens de l'UE aient recours à un tribunal indépendant pouvant annuler les

tribunaux britanniques, cela ne peut pas être la CJUE. Encore une fois, le Royaume-Uni devra faire le premier pas : la balle est dans le camp britannique. Les derniers articles sur la position du Royaume-Uni suggèrent effectivement qu'il pourrait être prêt à accepter un nouveau mécanisme indépendant de règlement des différends pour faire respecter tout accord. C'est un pas en avant, mais le diable se niche toujours dans les détails.



> AUTEUR

Jonathan Portes, est Professeur d'économie et de politique publique au Département d'économie politique du King's College de Londres.

BREXIT



La peur d'une immigration « excessive » a été un facteur important dans le vote du peuple britannique favorable au départ de l'UE, lors du référendum sur le « Brexit » en 2016.

LES EUROPÉENS NE SONT PAS DÉSIRÉS EN GRANDE-BRETAGNE - LE CÔTÉ HORRIBLE DU BREXIT

par Denis MacShane

Une grande partie des négociations sur le Brexit entre le Royaume-Uni et l'UE se concentre principalement sur la somme que le Royaume-Uni devra verser pour s'acquitter de toutes ses obligations dans le cadre du divorce. Toutefois, les droits des citoyens de l'Union européenne de vivre, travailler, se marier, établir des partenariats, élever leurs enfants et créer une vie de famille après le Brexit restent flous.

Le problème des étrangers arrivant en Grande-Bretagne a toujours fait partie des grandes questions politiques. La première loi de contrôle de l'immigration a été l'Aliens Acts de 1902. Son objectif était de stopper l'arrivée des Juifs fuyant l'oppression et la pauvreté dans la Russie tsariste antisémite.

Le Royaume-Uni a toujours accueilli les travailleurs étrangers

Des lois sur la nationalité et l'immigration se sont ensuite succédées au cours des 90 ans qui ont suivi. Parallèlement, il convient de rappeler que la Grande-Bretagne a toujours dépendu des étrangers originaires principalement d'Europe, tout au moins pour assurer une lignée saine à la famille royale avec des rois immigrés aux 17^e et 18^e siècles assurant qu'une monarchie protestante monte sur le trône.

Lorsque l'Irlande est devenue une nation indépendante et souveraine, après une guerre courte

et brutale menée contre l'Angleterre en 1920-1921, Londres s'est assurée qu'aucun obstacle n'empêcherait les ouvriers irlandais de venir en Grande-Bretagne pour continuer à occuper des emplois non qualifiés et faiblement rémunérés, comme la construction de routes et de maisons.

Après 1945, le gouvernement travailliste a invité 200 000 soldats polonais à rester au Royaume-Uni pour travailler dans les mines et accomplir d'autres travaux pénibles souffrant d'une pénurie de main-d'œuvre née au Royaume-Uni.

En 1948, la Grande-Bretagne a commencé à faire venir des travailleurs antillais pour des emplois de services publics dans les transports ou les soins de santé, et ensuite, avant la fin des années 1950, la porte a été ouverte aux Indiens, Pakistanais, Cachemiriens et autres nationalités originaires des avant-postes de l'empire britannique en Asie.

Lorsque Londres a profité de l'Acte unique européen (1985) et de la création du marché unique, des centaines de milliers d'euro-péens sont arrivés pour travailler

dans les secteurs financiers et bancaires. Londres est devenue la dixième plus grande ville pour les citoyens français.

Le capitalisme britannique a toujours rechigné à dépenser de l'argent sur la formation de travailleurs non cadres et par conséquent, il s'est félicité de voir arriver des travailleurs de l'ensemble de l'Europe postcommuniste, ainsi que ceux qui sont arrivés après le crash de 2007-2008, lorsque de jeunes italiens, espagnols et grecs ont déferlé en Angleterre pour trouver du travail généré par le modèle économique de plein emploi du gouvernement travailliste.

Les règles de l'UE sur la liberté de circulation ne s'appliquent pas à la fonction publique. Or, le plus gros employeur des citoyens de l'UE a été le Service national de la santé du Royaume-Uni. Le plus grand groupe de travailleurs européens sur le site de la construction des Jeux Olympiques de 2012 était composé de citoyens irlandais.

L'Espagne compte 1,1 million de travailleurs roumains et l'Allemagne, 1,5 million de travailleurs polonais. La proportion de polonais dans la population irlandaise est de 4 %, alors qu'elle est de 1,7 % dans la population britannique.

L'immigration : le point fort du référendum sur le Brexit

Pourtant, pour les Conservateurs anti-européens, le parti UKIP et même, malheureusement, certains députés travaillistes, le

nombre d'euro-péens travaillant en Grande-Bretagne était inacceptable et l'on a pu entendre le discours anti-immigration traditionnel : ils sont trop nombreux, ils prennent les emplois, ils prennent les logements, ils ne parlent pas anglais, ils envoient leurs enfants dans les écoles du quartier, ils remplissent dans les hôpitaux et les salles d'attente des médecins, ils font baisser les salaires. Les gros titres des journaux et les discours, dont certains émanaient de la gauche, ont étalé toutes sortes de clichés.

Par conséquent, lorsque le vote sur le Brexit a eu lieu le 23 juin 2016, cela a été un vote sur l'immigration, les étrangers et l'ouverture des frontières. Theresa May a déclaré lors de la conférence du Parti conservateur en octobre 2015 : « Le taux d'immigrants européens arrivant en Grande-Bretagne est insoutenable. »

Par conséquent, elle a désormais le sentiment qu'elle doit réduire le nombre de ceux qui sont en Grande-Bretagne et contrôler les arrivées futures. Cela signifie que tout l'appareil bureaucratique des contrôles de l'immigration (permis de travail et de séjour, peut-être des quotas et des employeurs obligés d'obtenir une permission administrative avant de proposer des emplois) sera limité dans le temps.

L'approche du gouvernement Conservateur est de rendre la vie difficile aux Européens et d'afficher un grand avertissement « VOUS N'ÊTES PAS LES BIENVENUS », sauf sous réserve de strictes conditions bureaucratiques.

Beaucoup de questions sans réponse

Pour le Parti travailliste, les citoyens de l'UE qui sont déjà présents doivent rester. En fait, la position de Theresa May n'est pas éloignée de cet avis. Néanmoins, même si elle a l'air adéquate, cette ligne ne répond pas à des questions telles que : « Combien de temps peuvent-ils rester ? », « S'ils perdent leur emploi, doivent-ils quitter le Royaume-Uni ? », « Peuvent-ils avoir accès à tous les droits sociaux des citoyens britanniques ? », « Les enfants des Européens peuvent-ils voyager librement entre le Royaume-Uni et le pays de leur(s) parent(s) ? », « Les Européens vivant au Royaume-Uni peuvent-ils se marier à l'étranger et faire venir leur conjoint en Grande-Bretagne pour y vivre ? », « Peuvent-ils faire venir leurs parents âgés qui ont besoin de vivre avec leurs enfants ? ».

Aucune de ces questions n'a reçu de réponse. Le ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni est en train de mener une étude sur les règles régissant l'immigration, mais le rapport sera rendu seulement à l'automne 2018, c'est-à-dire juste avant la fin des négociations sur l'Article 50 entre l'UE et le Royaume-Uni, avant l'accord et la ratification par le Parlement européen et celui du Royaume-Uni, et par les gouvernements et les Parlements de l'UE des 27.

De nombreux citoyens de l'Union européenne vivant au Royaume-Uni s'inquiètent et ont peur quant à leur statut à venir et celui de leurs enfants. Il n'existe aucun chiffre officiel,

car le Royaume-Uni ne délivre pas de carte d'identité et ne sait absolument pas quels citoyens du reste de l'Europe vivent au Royaume-Uni.

Les deux millions de citoyens britanniques estimés vivre en UE (sans chiffre officiel non plus) s'inquiètent aussi de savoir s'ils seront confrontés à des mesures réciproques.

Sur tous les aspects horribles du Brexit, l'inquiétude, les craintes, et un retour potentiel à des contrôles haineux vis-à-vis des Européens vivant et travaillant en Grande-Bretagne, font sans doute partie de ce qu'il y a de pire.



> AUTEUR

Denis MacShane est l'ancien ministre de l'Europe du Royaume-Uni. Il est député travailliste depuis 18 ans. Il a représenté le Parti travailliste au sein du Parti socialiste européen au Parlement européen et écrit pour des médias britanniques, européens et américains sur la politique et les actions politiques européennes. Il a inventé le mot Brexit et a rédigé trois ouvrages sur le Brexit. Le dernier s'intitule : *Britain Won't Leave Europe* (Brexit : pas de sortie. Pourquoi (en fin de compte) la Grande Bretagne ne quittera pas l'Europe).

ENVIRONNEMENT



| La centrale nucléaire de Fessenheim en France dans le Haut-Rhin, un département frontalier avec l'Allemagne.

LE NUCLÉAIRE CIVIL FRANÇAIS : UN ACHARNEMENT THÉRAPEUTIQUE DANGEREUX POUR L'EUROPE

par Benjamin Dessus

Dans une Europe dont le parc nucléaire décline depuis le début des années 2000 (de 31% du total de l'électricité produite en 2005 à 25% en 2015) la France en produit à elle seule 53% (en tenant compte du Brexit). Cruciale pour la France dont 75% de l'approvisionnement en électricité dépend de cette filière, la question nucléaire concerne donc aussi au premier titre l'Europe puisque le territoire national accueille à lui seul la moitié des réacteurs européens.

La poursuite de la politique de maintien du nucléaire à son niveau actuel qu'on y constate aujourd'hui dans la réalité est donc une source d'inquiétude majeure à la fois pour les Français et l'ensemble des Européens. D'autant que la situation géographique de la France, au vent des vents dominants d'Ouest qui parcourent l'Europe, rend ses voisins particulièrement fragiles vis-à-vis des conséquences d'un éventuel accident : 16 réacteurs sont situés à la frontière de la Belgique, de l'Allemagne, ou de la Suisse et 34 à moins de 500 km.

Cette politique, a priori infléchie par la loi de transition de 2015 qui se fixait l'objectif d'une diminution de 75% à 50% de la part du nucléaire dans la production d'électricité

nationale en 2025 n'est en effet aujourd'hui suivie d'aucun effet. Elle supposerait la mise à l'arrêt d'une vingtaine de réacteurs d'ici cette date. Il n'en est rien : aucune date précise n'est envisagée pour le démantèlement de la centrale de Fessenheim que le président François Hollande s'était engagé à fermer avant la fin 2017.

Sans mise en route à très bref délai d'un plan et d'un calendrier de fermeture de ces réacteurs sur les 7 ans qui viennent, la situation du parc nucléaire n'aura guère changé en 2025. Surtout quand on prend conscience de la force d'inertie considérable d'une administration française et d'un lobby industriel qui semblent totalement imperméables aux enseignements qu'ont apportés les expériences

étrangères de ces dernières années (en particulier l'accident de Fukushima) et les changements majeurs intervenus dans le domaine de la production énergétique.

Pourtant, dans le contexte actuel, il est clair que toute nouvelle hésitation n'aura pour conséquence que d'aggraver les crises que cumule notre pays dans le nucléaire :

- Crise technique majeure avec la découverte de l'ampleur des problèmes liés à la qualité des aciers déjà utilisés ou à mettre en œuvre dans le remplacement de pièces ou la construction de nouveaux réacteurs, avec la circonstance aggravante d'une falsification dont

l'ampleur n'est pas encore déterminée.

- Crise de sûreté, qui découle pour une bonne part de la précédente qui se double d'une grave crise de confiance entre l'Autorité de sûreté Nationale et l'exploitant, confiance qui reposait sur la sincérité des déclarations d'incident par ce dernier. Devant les omissions volontaires qui ont été découvertes le "gendarme du nucléaire" se voit contraint de mener des enquêtes et des inspections beaucoup plus fréquentes et approfondies pour mettre en évidence des défauts volontairement cachés.

- Crise économique, avec une entreprise, Areva,

“
LES CITOYENS EUROPÉENS
DEVRAIENT AVOIR
LEUR MOT À DIRE
DEVANT LA MONTÉE
DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX
ET ÉCONOMIQUES
”



| Carte de l'Europe montrant des signes de radiation, où sont situés les plus grandes centrales nucléaires.

dont la faillite n'a pu être évitée que par son rachat en partie par l'opérateur national, EDF, et EDF dont l'équilibre économique est fortement compromis. Le tout dans un contexte international marqué par un recul constant de la part du nucléaire dans le mix électrique mondial (11 % en 2015, contre 18 % en 1996), et la déconfiture d'entreprises comme Westinghouse ou Toshiba.

nucléaire quand ils seront brutalement confrontés à l'arrêt non préparé d'un nombre important de centrales dans les dix ans qui viennent.

Pourtant EDF, sans être contredit par l'Etat, affirme vouloir à la fois prolonger la vie du parc actuel de 10 à 20 ans et lui substituer ensuite un parc d'EPR à partir de 2030 pour un investissement minimal de 250 milliards d'euros...

l'Europe en même temps que le sien pour le siècle qui vient et freiner gravement la pénétration des énergies renouvelables des smart grid et de la maîtrise de l'énergie, avec comme conséquences un retard important par rapport aux engagements européens sur le climat.

La question du nucléaire français ne peut plus demeurer une question exclusivement franco française : elle engage l'Europe, sa politique climatique, son économie et la sécurité de ses citoyens.



> AUTEUR
Benjamin Dessus, est ingénieur et économiste. Il est également fondateur de l'association Global Chance, une association de scientifiques et d'experts qui propose une expertise indépendante dans le domaine énergie - environnement.

Les citoyens européens devraient avoir leur mot à dire devant la montée des risques environnementaux et économiques qu'entraîne cet acharnement français dans la poursuite d'une politique qui va, contre toute logique, engager de façon extrêmement rigide l'avenir énergétique de

- Crise environnementale avec l'augmentation des risques que font courir le vieillissement du parc et les difficultés financières de l'exploitant.
- Crise sociale qui va toucher de plein fouet les travailleurs de la filière

DÉMOCRATIE



| EAVI œuvre pour éduquer les gens sur la manière de détecter si on leur ment. L'éducation aux médias est définie comme la manière de lire et d'analyser l'information produite par les médias.

QUE PEUT-FAIRE L'UE POUR ARRÊTER LES « FAKE NEWS » ?

par Paolo Celot

Les « fake news » sont un sujet politique brûlant, surtout étant donné leur diffusion rapide par les médias sociaux. Paolo Celot, le secrétaire général de « the European Association for Viewers' Interests » (EAVI), donne son avis dans une interview accordée à The Progressive Post sur les tendances derrière les fake news, comment l'éducation aux médias peut aider le public à les identifier et ce que les gouvernements de l'UE devraient faire à ce sujet.



~ **Que considérez-vous comme étant des « fake news » ?**

Aidan White, le directeur de The Ethical Journalism Network l'explique très bien lorsqu'il les définit comme étant des « informations produites et publiées avec l'intention de tromper délibérément le lecteur ». Nous avons été témoin de l'influence des fake news sur différentes élections, y compris celle de Donald Trump comme président des États-Unis. Les fake news sont de plus en plus diffusées dans les plateformes des médias sociaux.

~ **Que considérez-vous comme étant les tendances derrière les « fake news » ?**

Ils les appellent ironiquement des « sociétés de l'information ». Nous vivons tout simplement dans une société des médias. Ce

que nous constatons, c'est une compétition croissante pour « crier le plus fort possible » afin d'attirer l'attention des gens. Le modèle commercial des médias sociaux, par exemple Facebook, vise à attirer l'attention des gens et ensuite de la vendre à des publicitaires pour en retirer de l'argent. Les gens détournent gratuitement leur attention pour faire de Facebook une entreprise multimilliardaire. L'attention des gens devrait être développée.

Une tendance croissante de canulars se répandant rapidement sur Internet a également été observée. Certains individus créent ce qui ressemble à de l'information, mais ce qui en fait est conçu pour tromper et obtenir davantage de clics ou pour diffuser de la propagande. Il y a des organisations qui vérifient les faits, mais nous devons à présent combattre le

nouveau phénomène nommé « vérificateurs de fausses données ».

~ **Que pensez-vous de la loi allemande conçue pour obliger les médias sociaux à effacer les fake news qui ont un contenu illégal ?**

La loi allemande agit sur la distribution du message. C'est une bonne chose parce qu'il faut entreprendre des actions à côté d'initiatives mettant l'accent sur celui qui reçoit les nouvelles (les citoyens/électeurs/consommateurs) et le fabricant de la nouvelle (par exemple le journaliste). Ce que nous essayons de faire à l'EAVI c'est d'éduquer davantage les citoyens aux médias et d'augmenter leurs capacités de détecter de fausses informations.

Je ne pense pas que la loi allemande sera très efficace. Cependant, une réglementation doit être introduite. L'objectif légitime des médias sociaux est de gagner de l'argent. Il est déraisonnable de leur demander simplement de s'autoréguler.

Un des éléments les plus puissants de la nouvelle loi est une pénalité financière pour les médias sociaux qui ne signalent pas du contenu illégal. Cependant, en comparaison avec le montant énorme des revenus de la publicité qu'ils génèrent, ils pourraient choisir de prendre le risque.

~ **Que devrait-on faire d'autre pour lutter contre les fake news ?**

L'éducation aux médias est une manière de le faire et nous y travaillons à l'EAVI. Il s'agit

d'éduquer les personnes sur la manière de détecter si on leur ment. Pour le moment, les médias peuvent dire aux personnes qu'on leur ment, mais cela conforte leurs opinions. Il faut leur donner les outils nécessaires pour qu'ils puissent identifier les fake news eux-mêmes. Pour l'exprimer simplement, on pourrait dire que la loi allemande ressemble à l'administration de médicaments après le dommage provoqué par les fake news alors que l'éducation aux médias ressemble à une inoculation empêchant la diffusion des fake news. Il y a trois acteurs principaux dans les fake news : celui qui fabrique le mensonge, le distributeur du mensonge et celui qui reçoit le mensonge/utilisateur final. La chose la plus stimulante et positive à faire ici est d'encourager l'utilisateur final

“
IL N'EST
PAS
ACCEPTABLE
QUE LES
MÉDIAS SOCIAUX
DÉCLARENT
QU'ILS
NE SONT
PAS
RESPONSABLE
DU CONTENU.”

”

pour arrêter ainsi la diffusion de mensonges.

Que pourrait-on faire d'autre à travers l'UE ?

Les décideurs politiques de l'UE doivent également trouver un moyen d'obliger les médias sociaux de prendre davantage de responsabilités par rapport au contenu de leurs plateformes. Il n'est pas acceptable que les médias sociaux déclarent qu'ils ne sont pas responsables du contenu. Étant donné que de nombreux médias sociaux agissent comme des agrégateurs de nouvelles, ils devraient être réglementés comme des agrégateurs de nouvelles.

Est-ce que l'UE peut résoudre ce problème à court terme ?

Non. Un problème important est le fait que nous vivons dans une société malade. C'est une société dans laquelle se trouve un marché saturé de sources d'informations et où ce sont ceux qui crient le plus fort qui reçoivent de l'attention. Les fake news sont un symptôme de cette société malade. L'éducation aux médias est une partie importante de la solution, mais il faut du temps pour éduquer les gens. Le problème des fake news risque d'empirer avant de connaître une amélioration. Cependant, les gouvernements de l'UE doivent agir maintenant.

Qu'est-ce que les gouvernements de l'UE doivent faire maintenant ?

Je pense que les gouvernements de l'UE doivent investir beaucoup d'argent dans des programmes gratuits d'éducation aux médias pour tous les groupes d'âge. Utiliser l'éducation aux médias pour combattre les fake news devrait être une priorité pour l'UE vu que les fake news constituent une menace existentielle à l'UE. Ils devraient également se pencher sur des mesures législatives pouvant retenir les médias sociaux qui répandent des fake news responsables de faire ceci.

Actuellement, les grandes entreprises de médias sociaux sont basées aux États-Unis et ont la possibilité d'utiliser des échappatoires à l'impôt pour payer des impôts aux États-Unis

pour leurs activités commerciales en Europe en renvoyant leurs profits à la société mère aux États-Unis. Cela signifie qu'ils finissent par payer des impôts négligeables aux États membres de l'UE. Donc si les entreprises de médias sociaux en Europe étaient obligées de payer le montant intégral de l'impôt dû dans l'UE aux États membres de l'UE, cet argent pourrait être utilisé pour financer des programmes d'éducation aux médias ou pour créer des outils techniques pour combattre les fake news.



> AUTEUR
Paolo Celot est le secrétaire général de the European Association for Viewers' Interests (EAVI), une organisation internationale sans but lucratif qui défend l'éducation aux médias et la pleine citoyenneté. L'EAVI soutient l'adoption d'initiatives permettant aux citoyens de lire, d'écrire et de participer à la vie publique à travers les médias.

DÉMOCRATIE



En vertu du droit allemand, lorsque des utilisateurs signaleront un contenu potentiellement illégal, il appartiendra aux médias sociaux de vérifier ce contenu et de le supprimer rapidement s'il est illégal.

COMMENT LA NOUVELLE LOI ALLEMANDE COMBAT-ELLE LES FAKE NEWS ET LE CRIME HAINEUX ?

par Heiko Maas

L'Allemagne a adopté une nouvelle loi afin de contrer le crime haineux et les « fake news » sur les médias sociaux. Lorsque les utilisateurs signaleront un contenu potentiellement illégal, il appartiendra aux médias sociaux de vérifier ce contenu et de le supprimer rapidement s'il est illégal. Sinon, il s'exposera à des amendes pouvant aller jusqu'à 50 M d'euros. Le ministre allemand de la Justice, Heiko Maas, qui est la force motrice de la loi, expose ses points de vue.

Cette loi ne règle pas tous les problèmes et pourtant, elle représente une étape importante dans la lutte contre le crime haineux et les fake news sur les médias

sociaux, qui sont légalement punissables. Ensemble, nous sommes parvenus à des éclaircissements significatifs. C'est un bon résultat. Les objectifs que nous cherchons à accomplir avec cette loi seront par

conséquent atteints. Les objectifs seront atteints parce que nous ne pouvons pas nous permettre de trouver cela satisfaisant que les médias sociaux ignorent notre législation. La situation juridique en vigueur

est claire : les opérateurs de plateformes ont l'obligation de supprimer tout contenu légalement punissable lorsqu'ils en ont connaissance. Nous devons aussi mettre en œuvre cette législation. C'est l'objectif de

Netzwerkdurchsetzungsgesetz – NetzDG

(loi visant à améliorer l'application de la loi sur les médias sociaux)
Cet été, l'Allemagne a adopté une nouvelle loi pour contrer plus efficacement le crime haineux et les fake news sur les médias sociaux. Ils auront l'obligation légale de fournir une procédure permettant aux utilisateurs de se plaindre, de vérifier et de supprimer ou bloquer rapidement un contenu illégal (dans les 24 heures pour un contenu de toute évidence illégal et dans les sept jours pour un contenu dont le caractère illégal n'est pas évident au premier abord. Par ailleurs, ils devront fournir un rapport trimestriel sur leur procédure en matière de plaintes relatives à des contenus illégaux, notamment des informations sur les volumes des plaintes et leur processus décisionnel. Le rapport devra être mis à la disposition du public sur internet. Tout non-respect pourrait entraîner une amende maximale de 5 M d'euros pour les membres du personnel responsables du traitement des plaintes et jusqu'à 50 M d'euros pour la société gérant les médias sociaux.

cette loi. Chacun d'entre nous doit obéir à ces lois tous les jours. Cela doit également être vrai pour les médias sociaux. Ils ne doivent plus permettre que leur infrastructure soit utilisée pour la perpétration d'actes criminels.

La démarche des opérateurs de plateforme pour supprimer les contenus n'est encore pas appropriée. Notre expérience a clairement montré que, malheureusement, sans pression politique, les médias sociaux n'interviennent pas. La liberté d'opinion protège aussi

“
CE DOIT ÊTRE CLAIR POUR TOUT LE MONDE QUE LES GENS NE PEUVENT PAS INSULTER, MENACER OU INCITER À DES ACTES CRIMINELS SUR INTERNET SANS ÊTRE PUNIS POUR CELA.
”

les déclarations abominables et odieuses. Même les mensonges peuvent être couverts par la notion de la liberté d'opinion. Mais celle-ci se termine lorsque le droit pénal commence. L'incitation au meurtre, les menaces et les insultes, l'incitation des masses ou les mensonges sur Auschwitz ne sont pas des expressions de la liberté d'opinion mais des attaques contre celle d'autrui. À travers ces actes, on vise à intimider ou à bâillonner les personnes qui pensent différemment. À travers ces actes, on vise à créer un climat d'intimidation et de peur. Ceux qui s'inquiètent de la protection de la liberté d'opinion

ne doivent pas observer passivement, car les échanges d'opinions ouverts sont soumis à des menaces et des intimidations punies par la loi.

Nous avons communiqué nos propositions de réglementation à la Commission européenne. Je les ai également présentées à mes collègues du Conseil de Justice et aux ministres de l'Intérieur. Le crime haineux sur les médias sociaux est un problème qui prend de l'ampleur dans de nombreux pays. La loi est attentivement appliquée au niveau international et l'Allemagne est ici à l'avant-garde. Nous voulons faire avancer le processus au

niveau européen. Les réglementations nationales concernant l'Allemagne peuvent n'être qu'un début. Au final, il nous faut aussi des solutions européennes pour les sociétés qui opèrent dans toute l'Europe.

Il est tout aussi important que notre état basé sur la règle du droit continue d'être sollicité. Quiconque diffusant du contenu légalement punissable sur internet doit être poursuivi sans relâche par la justice et rendre des comptes. Il s'agit d'une priorité absolue. Ce doit être clair pour tout le monde que les gens ne peuvent pas insulte, menacer ou inciter à des actes criminels sur internet sans être punis pour cela.

Pour finir, nous tous, l'ensemble de la société civile, nous ne devons pas nous taire si des personnes sont menacées ou vilipendées sur internet ou s'il y a une incitation à agir contre les minorités. Chacun d'entre nous peut alors faire entendre sa voix. Nous pouvons nous manifester ensemble et défendre la tolérance et la dignité humaine.



> AUTEUR
Heiko Maas est le ministre fédéral de la Justice et de la Protection des Consommateurs de l'Allemagne depuis décembre 2013.

Les crimes haineux

Parmi les crimes haineux qui sont des crimes de droit allemand, l'on trouve :

Volksverhetzung [incitation des masses]
Öffentliche Aufforderung zu Straftaten [incitation publique aux actes criminels]
Störung des öffentlichen Friedens durch Androhung von Straftaten [perturbation de la paix publique par des menaces d'actes criminels]

MONDE



| MIGRANTS SYRIENS: des réfugiés venant de Turquie arrivent sur l'île de Lesbos, en Grèce, sur un canot surchargé.

COMMENT UNE POLITIQUE EUROPÉENNE EN MATIÈRE D'ASILE HUMAINE EST POSSIBLE DANS LA MÉDITERRANÉE

par Gerald Knaus

L'UE a besoin d'une politique humaine en matière d'asile et de frontières pouvant obtenir le soutien de la majorité dans les élections et produire un effet immédiat dans la Méditerranée. Pour y parvenir, il est nécessaire de tirer les leçons de ce qui a été une réussite et de ce qui a été un échec et de mettre cela en application en Grèce et en Italie.

La situation de la politique de l'UE en matière d'asile, de frontières et de migration en ce moment est la suivante. Les États membres de l'UE n'ont jamais fait fonctionner dans la pratique le système de Dublin qui est en vigueur depuis des décennies. La plupart des États membres ont été incapables de définir et de maintenir des

procédures d'asile rapides et de qualité. Tous les États membres ne sont pas parvenus à renvoyer dans leurs pays d'origine la majorité de ceux qui n'ont pas le droit de rester dans l'UE. Cette dernière et ses États membres ne sont également pas parvenus à imposer des normes pour un accueil humain des demandeurs d'asile sur leurs propres territoires. Ils ont été incapables de

mettre en œuvre le programme de réinstallation annoncé en septembre 2015 qui est à présent arrivé à sa fin. La totalité de l'UE a réinstallé pour l'année 2016 moins de réfugiés que le Canada.

L'UE doit à présent prendre des étapes concrètes vers un meilleur système, en commençant par la crise actuelle dans la Méditerranée. Pour réussir, il

faut tirer les leçons de ce qui a fonctionné au cours des deux dernières années.

Leçons de l'Égée — un plan Tsipras pour l'UE

En mars 2016, la déclaration UE-Turquie a établi les bases pour la diffusion de la crise des réfugiés dans l'Égée. Le nombre

des traversées a diminué et est passé de 115 000 dans les premiers mois de l'année 2016 à 3 300 en juin et juillet 2016. Le nombre de personnes qui se sont noyées dans l'Égée a diminué et est passé de 366 personnes au cours des trois premiers mois de l'année à sept entre mai et juillet 2016. Cela a été fait sans pousser des réfugiés vers des routes plus dangereuses et sans aucune expulsion de masse à partir de la Grèce. En fait, davantage de personnes (967) ont été renvoyées de la Grèce à la Turquie dans les trois mois précédant l'accord que dans les douze premiers mois après avoir été conclu soit 918.

Aujourd'hui, il y a toutefois un risque croissant d'échec pour la déclaration UE-Turquie, en grande partie en raison de l'incapacité du système d'asile grec à prendre des décisions en matière de demande d'asile en quelques semaines. Les conditions d'accueil sur les îles ne sont pas conformes aux exigences européennes. La réinstallation des réfugiés du continent vers d'autres pays de l'UE a pris fin.

La clé pour assurer le succès continu de la déclaration UE-Turquie réside dans le traitement rapide des demandes d'asile. Ce qui est nécessaire est une initiative du gouvernement grec. Tout d'abord, les conditions d'accueils dans les îles grecques doivent immédiatement être améliorées. Une manière d'y parvenir est de définir des centres d'accueil et d'identification européens, financés entièrement par l'UE et ayant une gestion claire. De tels centres d'accueil et d'identification européens doivent respecter toutes les normes légales en matière de logement, de services

sociaux et de sécurité. En parallèle il faut prendre s'engager vis-à-vis des habitants des îles pour que personne ne reste dans ces centres plus de deux mois. Au cours de cette période, les décisions doivent être prises à propos de qui peut retourner en sécurité en Turquie et qui sera emmené vers le continent. Le gouvernement grec devrait établir des comités d'appel supplémentaires pour les îles où les membres travailleraient à plein temps. Il devrait avoir pour objectif que les décisions en matière d'asile ne prennent pas plus de temps qu'aux Pays-Bas.

Pour pouvoir renvoyer les demandeurs en Turquie, la Grèce et l'UE doivent également obtenir des garanties individuelles de la part de la Turquie. La Cour européenne des droits de l'homme dans une série de décisions sur les transferts de Dublin (de la Belgique vers la Grèce ou de la Suisse à l'Italie) a défini ce qui est requis en se basant sur la convention européenne des droits de l'homme. Il faut également un mécanisme de suivi crédible. L'UE devrait suspendre les retours de Dublin vers la Grèce (ils ont en tout cas été symboliques au cours des dernières années). Les États membres doivent continuer la réinstallation des demandeurs d'asile reconnus, peu importe leur nationalité, à partir de la Grèce continentale.

Un tel plan permettrait d'assurer que les îles de la mer Égée ne se transforment pas en une Nauru européenne, l'île du Pacifique où l'Australie amène les réfugiés pour y rester des années dans des conditions inhumaines. En présentant son plan, le Premier

ministre grec devrait aussi demander aux États membres d'accepter davantage de réfugiés directement de la Turquie et annoncer que la Grèce est préparée à réinstaller 2 000 personnes l'année prochaine. L'objectif n'est pas de faire de l'Europe une forteresse, mais d'arrêter les arrivées illégales et de sauver des vies.

Leçons de l'Égée pour l'Italie

Il y a aussi des leçons importantes à apprendre de l'Égée pour la Méditerranée centrale où la majorité des personnes qui arrivent sont originaires de l'Afrique occidentale. En 2016, plus de 100 000 migrants sont arrivés de six pays de l'Afrique de l'Ouest en Italie. Alors que la majorité des demandes d'asile de citoyens de ces pays ont été rejetées, le nombre total de retours volontaires et forcés de citoyens de ces États de l'Italie vers leurs pays d'origine en 2016 s'élevait à 255 !

Les pays africains doutent des accords de réadmission en vertu desquels ils devraient reprendre un nombre illimité de leurs citoyens qui sont arrivés dans le passé en Europe. S'assurer que le Nigeria, le Sénégal et d'autres pays reprennent leurs ressortissants qui ne sont pas qualifiés pour une protection après une date ayant fait l'objet d'un accord devrait être la priorité essentielle des débats entre l'UE et leurs pays africains d'origine — priorité similaire à l'engagement pris par la Turquie de ramener sans délai les personnes qui arrivent en Grèce après le 20 mars 2016. L'UE doit centrer ses efforts pour parvenir à des accords sur le retour entre

l'UE et les pays africains d'origine mettant l'accent sur ceux qui arrivent en Italie après un jour X, quand ces accords entrent en vigueur. En retour l'UE doit offrir à ces pays des bénéfices concrets, de bourses d'études à des facilités pour les visas et des programmes pour le travail régulier des migrants.

Un second obstacle au retour de ceux qui ont été rejetés vers les pays d'origine est l'extrême lenteur des procédures d'asile. D'après un rapport annulé publié par le SPRAR, un réseau officiel de centres d'accueil, en juin 2017, la durée moyenne de la procédure d'asile jusqu'au dernier ressort pour ces dernières années était de 1 718 jours. Pour finir (presque) chacun reste de toute façon en Italie, que la protection ait été accordée ou non. Œuvrer à ce changement devrait être une priorité européenne et pas seulement italienne.

Une politique différente, humaine et efficace est possible. La Méditerranée est le point de départ. L'heure de la faire est arrivée.



> AUTEUR
Gerald Knaus est le président fondateur de l'Initiative européenne pour la stabilité. Celle-ci a produit un plan d'action pour la Déclaration UE-Turquie.

MONDE



Le rapport de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés estime que plus de 2 250 migrants / réfugiés sont morts ou ont disparu en mer au premier semestre 2017.

LIMITER LA MIGRATION À PARTIR DE LA LIBYE : EST-CE QUE L'UE ET L'ITALIE PRENNENT LA BONNE DIRECTION ?

par Giulia Laganà

« L'Italie sauve l'honneur de l'Europe dans la méditerranée » a déclaré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker dans son discours annuel sur l'état de l'Union à la mi-septembre. En plus de ses efforts de longue date pour sauver les migrants en mer, le gouvernement italien a également réussi, avec le soutien de l'UE, à faire diminuer considérablement le nombre de traversées de migrants à partir de la Libye. Juncker a ajouté que cela signifie que moins de personnes ont péri en route vers l'Europe.

Les vérificateurs d'informations de la BBC ont rapidement signalé peu après le discours de Juncker que le risque de mourir dans la

Méditerranée a effectivement augmenté (un migrant sur 50 tentant la traversée a perdu la vie cette année, en comparaison avec un sur 70 pour 2016). Et on rapporte que davantage

d'hommes, de femmes et d'enfants ont péri dans le désert avant d'atteindre la Libye, suite aux pressions de l'UE sur le gouvernement nigérien pour fermer la route traditionnelle.

Mais les problèmes du message optimiste de Juncker sont beaucoup plus importants que la question de savoir si les données qu'il a utilisées sont correctes.

Les problèmes du message optimiste de Juncker

Limiter l'arrivée des migrants en Europe signifie simplement que davantage de personnes sont enfermées dans des centres de détention horribles en Libye et font face à des abus, de la violence sexuelle et de la torture. De moins en moins de personnes arrivent en Italie parce que l'Italie et l'UE ont décidé de sous-traiter le contrôle de l'immigration à différents acteurs en lutte pour le pouvoir dans une Libye ravagée par la guerre : le gouvernement fragile soutenu par l'ONU et les milices diverses, dont plusieurs ont été auparavant impliquées dans la contrebande.

Le ministre italien de l'Intérieur Marco Minniti — qui vient du parti démocrate de centre gauche — est en particulier intervenu durement et a déclaré que la sous-traitance des interceptions de migrants en Libye consiste uniquement d'après ses déclarations à « sauver des vies en mer » et est nécessaire pour éviter de menacer la « stabilité sociale et la démocratie » de l'Italie. Sa rhétorique fait écho à des arguments similaires mis en avant par les politiciens des partis traditionnels prenant le cap à droite à travers l'Europe pour tenter de contrer les populistes : nous devons limiter l'immigration, peu importe que nos économies et nos sociétés en aient besoin, ou nous serons balayés par l'extrême droite. Pourtant, une immigration et des politiques économiques durables représenteraient un meilleur choix.

“ S'ATTAQUER SIMPLEMENT À LA MIGRATION VERS LE PAYS N'ARRÊTERA PAS LA PROGRESSION DE L'EXTRÊME DROITE ”

Quatre raisons expliquant la crise des migrants en Italie

L'année dernière, les arrivées de migrants en Italie ont atteint le nombre de 180 000. Dans un pays du G7 comptant 60 000 000 habitants, cela n'aurait pas du devenir une « crise ». Cela l'est pourtant devenu à travers la combinaison de quatre éléments. Le premier est une stratégie de long terme pour amener les arrivants dans des abris « d'urgence » essentiellement dans des zones défavorisées. Le deuxième est la décision de fermer pratiquement tous les canaux légaux pour les travailleurs migrants et de mettre fin aux amnisties périodiques pour régulariser les migrants sans papiers. Le troisième est le besoin considérable de l'économie illégale italienne de centaines de milliers de travailleurs exploitables travaillant à bas prix formant l'épine dorsale des secteurs de l'agriculture et de la construction du pays. Le quatrième est lié aux fermetures des frontières en Autriche, en France et en Suisse qui ont mis fin de facto à la politique de laissez-passer où la plupart des migrants et des réfugiés arrivant dans le pays n'étaient pas identifiés et pouvaient se rendre en Europe du nord.

En l'absence de voies légales, tous les migrants en situation irrégulière arrivant en Italie sont transférés dans le système d'asile et ce, peu importe qu'ils soient vraiment des réfugiés ou non. La base défectueuse du système d'asile de l'UE en théorie commun, le règlement de Dublin stipule que les demandeurs d'asile doivent rester dans le premier pays européen dans lequel ils arrivent, surchargeant des pays comme l'Italie et la Grèce. Les essais de réforme ont été bloqués alors qu'un mécanisme temporaire de responsabilité partagée pour répartir 160 000 demandeurs d'asile à travers le bloc a surtout été un échec.

Tirer les leçons de l'expérience allemande

Faisant face à un vote au début de l'année 2018, les représentants du gouvernement italien soulignent le manque de soutien envers le parti de centre droit de la chancelière allemande Merkel la Christlich Demokratische Union (CDU) et les sociaux-démocrates du centre gauche ainsi que la forte présence du parti d'extrême droite l'Alternative für Deutschland (AfD) au cours des dernières élections comme étant la justification de leur décision d'empêcher l'accès aux migrants, peu importe le coût.

Cependant, ils ignorent les autres facteurs au-delà de l'immigration qui ont détourné les électeurs de Merkel. Sous les gouvernements Merkel successifs, le nombre de travailleurs pauvres a doublé, les investissements publics ont diminué considérablement et les inégalités sociales ont augmenté à

un tel point qu'elles sont pratiquement similaires à celles présentes aux États-Unis. Les problèmes de l'Italie sont plus graves et plus profonds : la croissance reste lente et le chômage chez les jeunes se situe toujours autour des 40 %, un pourcentage si élevé que davantage d'Italiens que jamais auparavant depuis les années 1960 (250 000 en 2016) deviennent eux-mêmes des migrants, cherchant ailleurs un avenir meilleur. S'attaquer simplement à la migration vers le pays n'arrêtera pas la progression de l'extrême droite et cela consolidera son influence sur le grand public.

Si les partis progressistes à travers le continent souhaitent mettre en œuvre les leçons tirées des élections allemandes, ils feraient mieux de ne pas céder en matière de droit à l'immigration et de ne pas reproduire les politiques économiques conservatrices entretenant la spirale infernale du mécontentement qui alimentent l'augmentation de la xénophobie.



> AUTEUR
Giulia Laganà est analyste principale à l'Open Society European Policy Institute. Ses recherches portent sur les politiques européennes en matière de migration et d'asile.

ÉCONOMIE



Le marché numérique européen concerne près de 500 millions de consommateurs et 20 millions d'entreprises.

MARCHÉ NUMÉRIQUE EUROPÉEN ET INDUSTRIES CRÉATIVES : A-T-ON CHOISI LA BONNE STRATÉGIE ?

par Hervé Rony

La Commission européenne a fait de la création d'un marché numérique l'une de ses plus fortes priorités. À voir le retard sans doute largement irrattrapable du Vieux Continent par rapport aux États-Unis, cette stratégie est justifiée. Pourtant est-ce la plus appropriée s'interroge Hervé Rony, directeur de la SCAM, la société civile des auteurs multimedia française ?

Par un seul grand acteur du net n'est européen. L'Europe qui ne manque pas d'atouts en termes de recherche et d'équipements dans le domaine

du numérique est incapable de faire émerger des acteurs susceptibles de rivaliser avec les entreprises d'outre-Atlantique. Il est commode de dénoncer la toute-puissance des Gafa et

leur contournement de la fiscalité et des réglementations européennes. Il n'empêche que si l'Europe avait réussi ce qu'elle a su faire en son temps avec Airbus on n'en serait pas là.

Quoi qu'il en soit, la Commission a décidé que les barrières réglementaires devaient tomber et qu'un marché unique numérique serait susceptible, selon le commissaire Ansip, de générer

C'EST LE SYSTÈME DES DROITS D'EXPLOITATION COMMERCIALE LIÉS À DES EXCLUSIVITÉS TERRITORIALES QUI LIMITE LA DIFFUSION SIMULTANÉE ET UNIFORME DES ŒUVRES DANS LES ÉTATS MEMBRES

415 MM € et des centaines de milliers d'emplois.

Dans le secteur des industries dites "créatives", ceci aboutit à discuter d'un "paquet" législatif portant à la fois sur une révision de la directive sur le droit d'auteur, la régulation des services de médias à la demande type Netflix ou encore la réglementation visant à supprimer le "géo-blocking", le blocage géographique de contenu.

Cette politique se heurte à une certaine résistance des milieux culturels et audiovisuels. Pourquoi ? Parce que le secteur repose essentiellement sur des réglementations protectrices et des systèmes de cession de droits exclusifs fondés sur des logiques nationales. C'est particulièrement vrai en France avec

l'existence de soutiens puissants pour le cinéma, le livre, des quotas de production et de diffusion d'œuvres etc... Et parce que notre conviction est qu'un marché européen unifié affaiblira nécessairement les réglementations nationales et fera le jeu des entreprises multinationales américaines.

On nous dit aussi que des centaines de milliers d'emplois seront créés. Tant mieux mais aujourd'hui sait-on que le secteur dit "créatif" est l'un des tous premiers secteurs d'emplois et de croissance de l'Union ? L'étude commandée par le Groupement européen des sociétés d'auteurs et compositeurs (Gesac) à EY (Ernst and Young) fin 2016 a publié des chiffres impressionnants : un CA de 535,9 MM€, 7,1 M d'emplois.

Et, fait très important, il s'agit là d'emplois non délocalisables. Plus encore que l'automobile ou les télécommunications.

Il n'est pas certain que le marché unique démultipliera les emplois et la création de richesses. Et pas certain non plus qu'une harmonisation à marche forcée ait beaucoup de sens dans une Europe "mosaïque" de 24 langues nationales sans compter les langues régionales. Autant de langues, autant de réalités culturelles et créatives...

Est-ce à dire que l'édification d'un marché unique numérique n'a pas de sens ? Certes non. Ne serait-ce que parce que les entre-prises européennes du secteur pourraient bénéficier d'une certaine dérégulation. Et parce que de vraies disparités existent selon les États membres. Notamment dans le domaine du droit d'auteur. La Commission est paradoxale. Elle a vite fait de considérer que le droit d'auteur est une barrière à la diffusion des œuvres, alors même qu'il n'y est pas pour grand-chose. C'est le système des droits d'exploitation commerciale liés à des exclusivités territoriales qui limite la diffusion simultanée et uniforme des œuvres dans les États membres.

D'où la tentation d'imposer des exceptions au droit d'auteur. Mais la Commission ne soutient pas une harmonisation pourtant nécessaire, celle visant à faire bénéficier les auteurs audiovisuels (réalisateur, scénaristes de fictions ou de documentaires) d'un droit à rémunération équitable et inaccessibles pour les exploitations des films en ligne sur les plateformes numériques.

En soi la création d'un marché numérique n'est pas illégitime mais la stratégie retenue montre qu'il s'agit plutôt de déréguler sans fixer de règles protectrices. Est-il acceptable que la Commission ait proposé un quota de seulement 20% d'œuvres européennes sur des plateformes type Netflix? (Certes le Conseil l'a porté à 30%, mais c'est bien loin des 50% de la directive télévisions sans frontières de 1989). Est-il acceptable que la Commission n'harmonise pas les mécanismes protecteurs du droit d'auteur ? Et même si, grâce à la volonté de la Commissaire Vestager, l'exécutif bruxellois semble décidé à traiter la question fiscale à sa juste hauteur, il est difficile de voir dans le plan de la Commission autre chose qu'une libéralisation acharnée dans un secteur qui a besoin d'une régulation forte.



> AUTEUR

Hervé Rony est depuis le 1er juillet 2010 directeur général de la Scam, société civile des auteurs multimedia. Il est également président du FAIR, fonds d'aide aux jeunes artistes de musiques actuelles. Il a démarré sa carrière en 1986 dans les services du Premier ministre puis à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) et au Conseil Supérieur de l'audiovisuel (CSA).

ÉCONOMIE



Le marché mondial des solutions de cybersécurité devrait atteindre 80 à 120 md \$ d'ici 2018.

LES RETOMBÉES DES DÉCLARATIONS EUROPÉENNES SUR LA CYBERSÉCURITÉ ET L'ACCÈS AU MARCHÉ NUMÉRIQUE

par Mark Skilton

La structure de gouvernance de l'Union européenne est habilitée à adopter des mesures dans le but d'établir ou d'assurer le fonctionnement du marché intérieur. Compte tenu d'une énorme fragmentation du marché des technologies de l'information et de la communication, des produits et des solutions de sécurité TIC, l'action de l'UE est nécessaire pour réaliser un marché unique dans ce domaine, ce qui est également une condition préalable au bon fonctionnement de l'économie numérique.

Plusieurs défis doivent être relevés si l'on veut atteindre l'objectif d'un marché unique numérique dans l'UE. Les 28 États membres actuels de l'UE n'ont pas fait preuve

de la même capacité à rivaliser à cause d'un fort effet de levier provenant de leur propre base de fournisseurs contre la concurrence souvent venue de l'extérieur du bloc de l'UE. L'espace informatique est par

nature sans frontières et de plus en plus complexe, avec des attaques allant du refus de service aux violations et vols de données, en passant par l'espionnage, la surveillance et le terrorisme. De manière

générale, ces attaques ne cessent d'augmenter dans tous les secteurs de l'industrie et entraînent un fort développement de contre-mesures et d'investissements provenant des fournisseurs de

technologie, de l'industrie et des gouvernements de tous les pays.

Etats des lieux de la cybersécurité dans l'UE

Outre les "cybermenaces" et la nécessité de les gérer, il est essentiel d'atteindre une confiance renforcée et sécurisée dans cet espace virtuel pour obtenir un marché harmonieux. Le secteur des solutions en cybersécurité est un marché à forte croissance qui devrait se développer jusqu'à atteindre 80 à 120 md \$ d'ici 2018. Le défi a consisté à investir et coordonner les propres solutions et fournisseurs de l'UE, qui ont eu beaucoup de mal à concurrencer les fournisseurs de TIC extérieurs à leur pays (et surtout à l'UE).

Le marché de l'UE a été dominé par un petit groupe de fournisseurs mondiaux rivalisant avec un grand nombre de fournisseurs européens plus petits. Les cinq principaux fournisseurs contrôlent 20,4 % du marché total (ils proviennent tous de l'extérieur de l'UE). Les fournisseurs de l'UE restent principalement des acteurs nationaux et régionaux. Leur part de marché cumulée a été estimée à environ 16,5 % du total des revenus du marché du Service d'information du réseau (NIS) de l'UE. La fragmentation de l'industrie de l'approvisionnement en cybersécurité en Europe est l'une des principales raisons des récentes initiatives de l'UE en matière de réglementation de la cybersécurité.

Comment prévenir les cyberattaques

Parmi les éléments importants qu'un cyber praticien doit retenir, il y a le fait que la cybersécurité couvre un large éventail d'attaques sur les équipements, les logiciels, les réseaux, et les centres de bases de données qui sont généralement répartis sur plusieurs fournisseurs et services de cloud computing. "Une seule personne ne peut pas tout faire." - il s'agit d'un secteur en constante évolution de personnes et des développements technologiques, et il est nécessaire d'en garder la maîtrise et d'avoir une "approche décloisonnée" entre les entreprises, les autorités publiques et les citoyens afin d'en favoriser l'adoption. "Attaques de plusieurs côtés" - un grand nombre d'attaques proviennent potentiellement des nombreuses "failles" révélées lors de cyber attaques. Les leçons tirées des précédentes cyber attaques : l'ampleur des violations de données (des millions d'enregistrements et le nombre de facteurs de menace). Par exemple, les attaques sur les banques russes en 2015 provenaient de logiciels malveillants introduits furtivement. Les attaques dites "Zéro day", (autrement dit une vulnérabilité n'ayant fait l'objet d'aucune publication connue implique qu'aucune protection n'existe) pourraient bien augmenter en nombre et leurs caractéristiques informatiques devenir plus sophistiquées.

La nécessité d'harmoniser le marché européen

La solution consiste à établir des partenariats permettant de gérer la connaissance et la sensibilisation dans l'UE, ainsi que dans les autres pays et l'industrie. Le taux de renouvellement dans la cyber technologie et les cyber attaques nécessite une approche réactive et évolutive pour garder une longueur d'avance et être en mesure de diriger le marché. L'utilisation de la législation de l'UE progressera pour chercher à établir les fondements d'une réponse conjointe et coordonnée.

L'Article 25 du Règlement du Parlement européen et du Conseil qui établit l'Horizon 2020 fournit le cadre légal de l'établissement d'un partenariat public-privé. L'accord contractuel doit préciser les objectifs du partenariat, les engagements respectifs des partenaires, les indicateurs clés de performance et les résultats. Il faut mettre en œuvre une approche de la cybersécurité à l'échelle de l'UE et renforcer la coopération actuellement limitée entre les États membres ; les secteurs clés de l'économie seraient soumis à des obligations de sécurité suite à une approche visant à harmoniser le marché interne. Il est donc très probable que la mise en œuvre des exigences commerciales en vertu de la Directive NIS (service d'information du réseau) entraînera une demande accrue des solutions de cybersécurité.

Ne rien faire maintiendrait le statu quo de l'UE relatif à des approches largement nationales et ne permettrait pas de créer un marché européen efficace pour les produits et services de la cybersécurité. L'UE ne serait donc pas en mesure de répondre à la demande croissante de services d'information du réseau par les fournisseurs de l'UE, et cela serait une occasion manquée pour l'Europe de devenir un leader mondial dans le domaine de la cybersécurité. Pour les États membres de l'UE, c'est la direction que doit prendre la stratégie afin de faire face à la nature sans frontières de la cybersécurité mondiale et soutenir les économies mondiales et locales modernes dans tous les secteurs. Les pays non membres de l'UE comme les pays de l'UE ont tous un intérêt particulier à ce que cela fonctionne.



> AUTEUR

Mark Skilton a 30 ans d'expérience en tant que consultant en affaires et en informatique. Il est actuellement professeur en Gestion et innovation des systèmes d'information à la Warwick Business School, au Royaume-Uni. Son dernier ouvrage : 4th Industrial Revolution and A.I. publié par Palgrave Macmillan

SOCIAL



| VĚRA JOUROVÁ, commissaire européenne, la Commission « donnerait plus de flexibilité et une meilleure protection aux mères, aux pères et aux proches aidants ».

COMMENT L'UE PEUT-ELLE ATTEINDRE UN MEILLEUR ÉQUILIBRE TRAVAIL-VIE PRIVÉE POUR SES CITOYENS ?

par Montserrat Mir Roca

En avril, la Commission européenne a fait des propositions visant à améliorer l'équilibre travail-vie privée des citoyens grâce à des normes minimales nouvelles ou plus élevées relatives au congé parental, de paternité et de proche aidant. Montserrat Mir, secrétaire de la Confédération des syndicats, donne son point de vue sur les propositions et la manière dont l'équilibre travail-vie privée doit être amélioré dans l'UE sans pour autant entraver l'économie.

Les projets de la Commission européenne visant à faciliter pour les travailleurs le fait de combiner leur emploi avec leurs

responsabilités familiales, sont attendus depuis longtemps. La Confédération européenne des syndicats (ETUC) soutient l'ensemble de l'équilibre travail-vie

privée, même si nous aurions aimé voir une approche encore plus ambitieuse avec une protection juridique plus forte pour les femmes en congé de maternité.

Le changement doit se faire pour de nombreuses raisons, tant sociales qu'économiques. Selon la Commission, afin de garantir la prospérité de l'Europe, 75 % des hommes et des femmes

doivent occuper un emploi d'ici 2020. Toutefois, le chemin à parcourir est encore long. En Grèce, Italie et Malte, par exemple, l'emploi des femmes oscille à environ 50 %, et reste à plus de 11 points de pourcentage inférieur à l'ensemble de l'UE. La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail estime que l'inactivité des femmes coûte à l'UE quelque 370 milliards d'euros par an, soit 2,8 % du PIB.

Le taux de natalité de l'Europe est en baisse, et sa proportion de personnes âgées augmente. Toutefois, de nombreux européens qui aimeraient avoir des enfants en sont empêchés par des facteurs économiques, comme le manque de services de garderies abordables, ou parce qu'ils doivent apporter un soutien à leurs parents vieillissants. L'immigration permet de renforcer la population active, mais il est vital pour une société durable de permettre aux gens de travailler et de s'occuper de leur famille en même temps.

Depuis la crise, les politiques économiques et d'austérité de l'UE ont miné le bien-être des travailleurs et de leur famille dans de nombreux pays, générant des désillusions et parfois des réactions dangereusement extrémistes. L'idée d'un Pilier européen des droits sociaux, incluant des mesures sur l'équilibre travail-vie privée, va dans la direction d'une Union qui favorise le progrès social et l'intérêt des citoyens. Cela pourrait être crucial pour l'avenir de l'UE.

Bien que l'orientation politique et le partage des meilleures

pratiques soient utiles, surtout dans les domaines où l'UE a une compétence limitée, il me semble qu'il est essentiel de légiférer pour obtenir des résultats concrets et améliorer les normes destinées aux travailleurs en Europe. L'ensemble inclut une seule proposition législative : une proposition de directive contenant des caractéristiques innovantes et positives. La première de ces caractéristiques est le congé de paternité payé de 10 jours au même taux que le congé de maladie. Un congé parental payé de quatre mois serait disponible jusqu'à 12 ans de l'enfant. Tous les travailleurs auraient d'autre part le droit de demander un congé de proche aidant payé de cinq jours par an et un assouplissement de leurs conditions de travail.

Deux éléments sont essentiels : le congé parental ne serait pas transférable entre les parents et, couplé au nouveau congé de paternité, la charge de l'éducation des enfants pesant sur les femmes serait déplacée, entraînant ainsi un partage des responsabilités. En second lieu, le paiement est vital : sans lui, le congé devient un luxe onéreux. Ensemble, ces mesures permettraient à plus de femmes de travailler, combattant la ségrégation sévissant sur le marché du travail, ainsi que l'écart salarial entre les hommes et les femmes, et réduiraient les inégalités entre les femmes et les hommes.

Il est décevant de voir que la Commission a abandonné ses projets de renforcement de la protection de la maternité – bloqués par le Conseil depuis près de 10 ans. Notre étude montre

un accroissement du nombre de femmes licenciées en raison d'une grossesse : un résultat direct de la précarité croissante sur le marché du travail, qui rend les femmes plus vulnérables. J'aimerais que la Commission examine ce problème dans un délai de deux ans. Selon moi, la Directive doit englober tout le monde, y compris les travailleurs autonomes et atypiques ainsi que les entreprises de toutes les tailles.

La réponse négative de BusinessEurope à ces propositions et son refus de négocier avec l'ETUC sont regrettables. Son allégation selon laquelle la directive encouragerait les gens à ne pas travailler n'est pas fondée. Au contraire, un meilleur équilibre travail-vie privée améliorerait l'accès des parents au marché du travail. De plus, la propre évaluation de la Commission sur l'impact contredit l'allégation de BusinessEurope relative aux « coûts marginaux pour les employeurs » et aux économies, en prévoyant une augmentation de 840 milliards d'euros pour le PIB de l'UE, et 1,6 million de personnes supplémentaires occupant un travail d'ici 2050. L'équilibre travail-vie privée représente un investissement à long terme dans l'avenir de l'Europe.

Les employeurs ne devraient émettre aucun veto sur le progrès social et, bien que je reconnaisse que certains états membres aient également des préoccupations spécifiques concernant les propositions soumises, j'exhorte la Commission à avancer à grands pas. Il est maintenant temps que

l'UE agisse. Ces mesures apporteraient des avantages réels et visibles dans la vie des citoyens. Certains États membres de l'UE possèdent déjà de bonnes dispositions parentales, mais pour les autres, l'introduction du congé de paternité de 10 jours, par exemple, amènerait une révolution, en changeant potentiellement les attitudes dans toute la société et en créant également une plus grande homogénéité pour les entreprises. L'adoption de ces mesures serait un signal clair et fort nécessaire que l'Europe sociale, offrant ainsi aux travailleurs l'espoir d'un meilleur avenir.



> AUTEUR

Montserrat Mir Roca est la secrétaire confédérale de l'ETUC depuis 2015. Depuis 1996, elle est secrétaire générale de la section postale CC.OO du syndicat espagnol à Gérone, en Catalogne. À partir de l'année 2000, au poste de secrétaire internationale de la section postale CC.OO, elle s'est montrée active dans le Comité de dialogue européen du secteur. Ces Comités de dialogue européens, qui ont été mis en place par la Commission européenne, réunissent des employeurs et des travailleurs.



L'ÉQUILIBRE TRAVAIL-VIE: PRODUCTIF POUR LES ENTREPRISES ET LES EMPLOYÉS

par Georgi Pirinski

S'attaquer à la sous-représentation des femmes sur le marché du travail et promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes font partie des objectifs de la directive de la Commission européenne sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée pour les parents et les proches aidants. Le député européen Georgi Pirinski affirme que les avantages de la nouvelle proposition juridique incluent la stimulation de la compétitivité des entreprises et l'augmentation des salaires ainsi qu'une meilleure progression de carrière des salariés.

L'objectif déclaré de la proposition de directive de la Commission européenne sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée pour les parents et les proches aidants en date du 26 avril 2017 est de répondre

à la sous-représentation des femmes sur le marché du travail et de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes à cet égard. Elle vise aussi à permettre aux parents ayant des enfants ou aux travailleurs ayant des proches dépendants

de mieux équilibrer les soins qu'ils leur apportent avec leurs responsabilités professionnelles. L'écart entre hommes et femmes en matière d'emploi en 2015 a été estimé à 18,10 % pour l'emploi équivalent temps plein, ce qui coûte à la société

370 milliards d'euros par an, soit l'équivalent de 2,8 % du PIB de l'UE !

La partie législative de la proposition introduit un congé de paternité avec des pères/deuxièmes parents en mesure

de prendre au moins 10 jours approximativement autour de la naissance de l'enfant, avec une rémunération au moins du même niveau qu'un congé maladie. Elle renforce aussi le congé parental, le rend le congé parental non cessible entre les parents, augmente l'indemnisation, donne plus de flexibilité quant à la période et étend le droit à des horaires de travail souples aux parents et aux proches aidants. Ces points sont complétés par un ensemble de mesures non législatives, qui apportent une réponse directe au 9e des 20 appels contenus dans la Recommandation de la Commission sur le Pilier européen des droits sociaux.

Une consultation des partenaires sociaux en deux étapes

En vue de préparer la proposition, entre novembre 2015 et septembre 2016, la Commission a organisé une consultation en deux étapes des partenaires sociaux de l'UE, qui, tout souscrivant à l'objectif d'amélioration de l'emploi des femmes, divergeaient largement sur la question de savoir si de nouvelles mesures législatives étaient nécessaires. Cela les empêchait d'entamer des négociations directes. Tandis que les syndicats soutenaient les mesures législatives pour l'amélioration de la transition vers le travail, la protection des employés contre les licenciements et de meilleurs droits pour les parents et les proches aidants, les organisations d'employeurs s'opposaient à une telle législation, en prétendant que des coûts supplémentaires nuiraient à la compétitivité, à l'emploi et aux PME, et affichaient leur

préférence pour des mesures non législatives comme les bonnes pratiques, la sensibilisation et les directives de politique générale.

La proposition de la Commission en date du 26 avril a été accueillie très favorablement tant par les socialistes européens que par les ONG qui avaient activement fait campagne pour une action vigoureuse d'équilibrage du travail au niveau de l'UE. Les socialistes ont souligné le fait que le paquet de mesures relatives à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée était le texte de législation sociale le plus ambitieux que la Commission ait proposé depuis des années et qu'il pourrait changer la donne, tandis que les ONG ont accueilli le paquet de mesures en tant que « première étape importante dans la bonne direction » et le début d'un processus permettant de concilier l'économie et la société.

Opposition de BusinessEurope

Toutefois, BusinessEurope s'est prononcée contre l'introduction de nouvelles formes de congé et droits de congé au niveau de l'UE, affirmant que les dispositions proposées, loin de résoudre le problème de la sous-représentation des femmes sur le marché du travail, auront en fait l'effet inverse de maintenir les femmes hors des lieux de travail tout en encourageant plus d'hommes à prendre le congé. Ils ont soutenu qu'il serait injuste de financer une politique aussi mal orientée au détriment de la compétitivité des entreprises.

Le paragraphe 45 de la Résolution du Parlement européen intitulé « Création de conditions du marché du travail favorables à un équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée », en date du 13 septembre 2016, « souligne que l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée doit être basé sur les droits des travailleurs et la sécurité sur le marché du travail, et sur le droit de prendre des congés sans être limité par des exigences accrues de mobilité et de flexibilité... »

Les avantages des propositions relatives à l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée

L'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée est devenu une question d'ordre vital en raison d'au moins trois principales transformations sociétales : la féminisation de la main d'œuvre, changeant les attitudes et les normes concernant la division du travail entre les sexes, la tendance envers une plus grande intensité du travail et l'incidence croissante des heures de travail atypiques engendrées par le changement technologique.

Pour finir, les évaluations de l'impact ont montré que le paquet de mesures feront bénéficier les parents et les proches aidants de salaires plus élevés accompagnés d'une progression de carrière, et les sociétés d'une main d'œuvre plus large et plus motivée, tandis que l'augmentation de l'emploi des femmes aidera à lutter contre le vieillissement démographique et contribuera également à la stabilité financière des États membres.

Par conséquent, on ne peut que penser, malheureusement, que les objections des entreprises au paquet de mesures passent totalement outre les multiples effets positifs, y compris la compétitivité au niveau de la société, qui résulteraient de la mise en œuvre intégrale et opportune de l'ambitieux paquet de mesures sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée proposées par la Commission.

Il est par conséquent d'autant plus impératif d'obtenir un appui total pour sa mise en œuvre, compte tenu qu'il représente en fait une première étape importante permettant de relever correctement les défis colossaux qui consistent à faire coexister l'efficacité purement économique avec les priorités très importantes des sociétés qui connaissent une transformation fondamentale.



> AUTEUR

Georgi Pirinski est député du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen. Il est membre de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen et a autrefois occupé le poste de ministre des Affaires étrangères (1995-1996) de la Bulgarie et de l'Assemblée nationale (2005-2009).

L'AVENIR DE LA GAUCHE



| Sous le gouvernement de coalition, l'économie du Portugal est florissante, avec des estimations de 2% à 3% de croissance économique.

LA RÉUSSITE DE LA GAUCHE AU PORTUGAL

par Pedro Nuno Santos

À la suite des élections législatives au Portugal, le 4 octobre 2015, le Parti socialiste (PS) a été obligé de prendre une décision : soit rejoindre les partis de droite (PSD et CDS) dans une *grande coalition*, soit trouver une solution alternative qui permettrait une majorité de gauche au Parlement du Portugal.

Étant donné le contexte post-austérité du pays, qui a fait subir une pression socio-économique à tant de Portugais, et étant donné le programme politique auquel s'est engagé le PS lors de la campagne pour les élections législatives en vue de mettre

définitivement fin à l'austérité, la première solution était tout simplement hors de question.

Mais trouver ce genre de solution de gauche était tout sauf facile. Jamais, au cours des 40 années de démocratie du Portugal, il n'y avait eu une coalition gouvernementale de

gauche. Au fil du temps, les désaccords et une mauvaise communication entre les partis de gauche sont devenus la règle, voire même une tradition. Pour le PS, il s'agissait donc d'un défi de communication d'ordre historique qu'il fallait dépasser afin d'ériger des ponts entre tous les partis de gauche et de

concrétiser une gauche unie au Portugal.

Les sceptiques de la coalition de gauche se sont trompés

Lorsque le Bloc de gauche (BG), le Parti communiste portugais

(PCP) et le Parti écologiste dénommé « Les Verts » ont décidé de soutenir le PS et de former un gouvernement de gauche, il n'y avait pas grand monde qui croyait en la viabilité de cette solution. En fait, trois principales critiques ont été formulées sur les accords inter-partis : la première était que la coalition de gauche ne serait pas stable et s'effondrerait dès le premier problème venu, au détriment de la stabilité politique du pays. La seconde critique était que l'économie du pays serait vouée à l'échec et, en particulier, que les investisseurs privés fuiraient le pays en raison de la nature sans précédent d'une pareille coalition. La troisième critique était que cette majorité ne permettrait pas au gouvernement de respecter ses engagements nationaux (ses promesses de campagne et donc les promesses faites aux citoyens portugais) et ses engagements externes (envers l'Union européenne), étant donné que le programme du gouvernement « promettait tout à tout le monde » et par conséquent, n'était pas réaliste.

Deux ans plus tard, nous pouvons dire que ce gouvernement de gauche a réussi tous les tests. Aujourd'hui, personne ne doute que cette solution sous-tend un système politique stable, une solution qui garantit une meilleure démocratie pluraliste, plus riche et plus mature pour le pays.

Un succès économique pour le Portugal

Autre note positive, un an après 2016, lorsque la performance économique du Portugal était relativement entravée par le ralentissement du commerce international et par les problèmes concernant le retard dans le transfert des fonds structurels européens 2020 au Portugal, l'année 2017 a finalement vu une accélération de l'économie, avec une croissance qui se situera cette année entre 2 et 3 %, selon plusieurs estimations, soit le taux de croissance le plus élevé depuis l'accession du Portugal à l'euro en 1999.

En conclusion, concernant les engagements nationaux du PS, le programme du gouvernement a été rigoureusement respecté et mis en œuvre de façon cohérente, et même dans certaines parties de la politique publique, les partis de gauche ont convenu d'aller au-delà de l'accord de coalition du gouvernement de gauche en garantissant certaines avancées significatives, comme une augmentation des régimes de retraite du pays. Quant aux engagements externes, en 2016, le Portugal a atteint le déficit public le plus bas (2 % du PIB) de son histoire en tant que démocratie, permettant ainsi au pays de sortir de la Procédure européenne de déficit excessif à laquelle il était soumis depuis 2009.

Ainsi, en partant d'une situation qui, selon le plus grand nombre, avait peu de chances d'être couronnée de succès, ce gouvernement et cette coalition de gauche ont gagné la bataille de la crédibilité et de la confiance, bénéficiant ainsi à la démocratie et à l'économie du Portugal.

Dans certains cas, la réussite progressiste du Portugal continue d'être vue avec scepticisme par les partenaires internationaux, et beaucoup se demandent encore comment cela est possible de travailler avec des forces politiques dont les idées sont différentes concernant, et vis-à-vis de l'Europe.

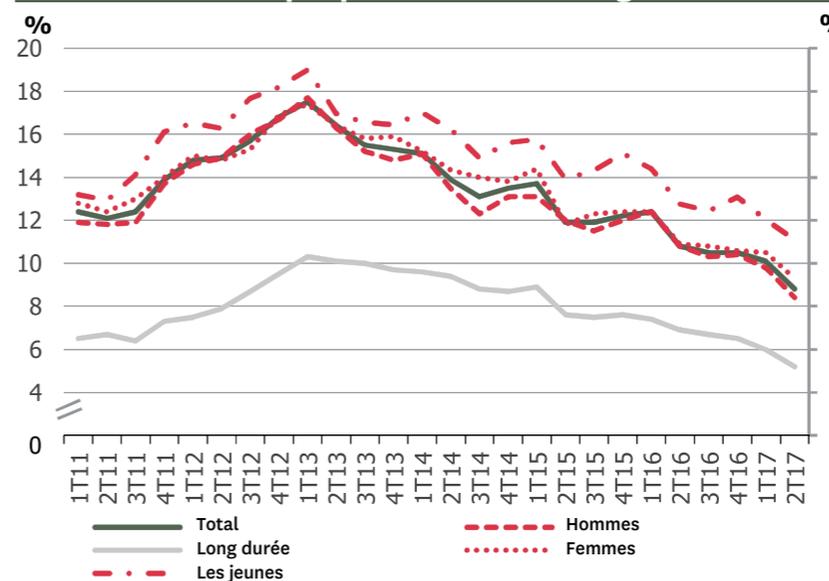
Notre vision va toutefois au-delà de ce scepticisme : travailler avec ces partis, dans une négociation et un dialogue permanent auxquels tous contribuent et ont leur mot à dire, est une manière de représenter l'électorat au niveau national, ce qui, en retour, soutient le gouvernement actuel dans ses efforts d'intégration européenne.



> **AUTEUR**
Pedro Nuno Santos est secrétaire d'État aux affaires parlementaires dans le gouvernement portugais. Il est également le président du Parti socialiste à Aveiro. Il a la charge de coordonner les actions du gouvernement avec les partis de gauche (PCP, Bloco de Esquerda [Bloc de gauche] et le Partido Ecologista - « Os Verdes » [Parti écologiste - « Les Verts »]) qui soutiennent au Parlement la solution gouvernementale portugaise.

Portugal's National Institute of Statistics

Graphique : Taux de Chômage



L'AVENIR DE LA GAUCHE



La gauche portugaise est devenue une success story pour la gouvernance progressiste en Europe.

LA COALITION DE GAUCHE DU PORTUGAL MONTRE LA VOIE À SUIVRE AUX PROGRESSISTES

par Maria Freitas

La solution gouvernementale progressiste du Portugal montre qu'une alternative politique à ce que l'on appelle communément la « grande coalition » est possible. L'union des partis de gauche dans un partenariat stratégique démontre également qu'il est possible dans les faits de rompre avec l'austérité et que les politiques progressistes sont propices à la croissance économique.

Il y a deux ans, peu de personnes auraient imaginé que l'alliance de gauche du leader socialiste António Costa aurait été une solution gouvernementale viable et durable permettant de remédier à la fuite des cerveaux, aux inégalités sociales et à la croissance économique léthargique au Portugal. La crise économique et financière et les interventions motivées par l'austérité de la Troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) avaient laissé des traces profondes ainsi qu'une situation socio-économique et politique difficile à gérer.

D'une étrange « expérimentation » à une success story

Après quatre années d'austérité rigide imposée par un mélange de Troïka et du précédent gouvernement conservateur de 2011 à 2015, le Portugal a connu un déclin de sa croissance économique (pendant trois années consécutives, après un PIB à 1,9 % en 2010, le Portugal a enregistré une croissance de - 1,8 % en 2011, - 4 % en 2012 et - 1,1% en 2013), une augmentation du chômage (passant de 11,9 % en 2010 à 16,5 % en 2013) et plus de 100 000 Portugais quittant le

pays tous les ans.

La déréglementation de la législation du travail, la privatisation des entreprises de transport, l'augmentation des taxes sur la consommation privée et les revenus, ainsi que les coupes dans les salaires des fonctionnaires, les prestations sociales et les retraites, ont donné lieu à un contexte socio-économique permettant une alliance avec l'extrême gauche dirigée par les socialistes. Autrement dit n rapprochement de la gauche, en vue de trouver des terrains d'entente pour inverser ce scénario et se révéler comme une solution politiquement stable pour le pays.

Ce qui était perçu comme une étrange « expérimentation » au mois de novembre 2015 a maintenant prouvé sa capacité à conserver une unité sur les principaux aspects de la politique économique. Elle a également montré de la cohérence et des résultats en termes de stratégie socio-économique. La gauche portugaise est devenue aujourd'hui la success story de la gouvernance progressiste en Europe, au milieu des récits récurrents selon lesquels la social-démocratie est sur le déclin dans le continent et qu'il n'y a pas d'autre alternative que l'austérité.

La bataille de la confiance et de la stabilité a été remportée

La « contraction » le surnom donné à cette alliance parlementaire historique et sans précédent entre tous les partis de gauche du Portugal, est une preuve vivante qu'une gauche forte et unie peut évincer les forces conservatrices favorables à l'austérité et remettre le pays sur la voie de la croissance, de l'emploi et de la lutte contre les inégalités.

Cet élan sans ambiguïté lancé par la coalition de gauche de Costa, afin de « tourner la page de l'austérité » en inversant les mesures de l'ancien gouvernement de droite, en relançant les droits sociaux et du travail, en réduisant les taxes et, surtout, en respectant et honorant la promesse de campagne d'atteindre plus de croissance, un meilleur niveau d'emploi et plus d'égalité pour le peuple portugais, est sans aucun doute en train de remporter le soutien des citoyens. Il est évident que cette plateforme progressiste porte ses fruits à deux niveaux : de meilleurs fondamentaux socio-économiques et un soutien plus fort des urnes, comme l'ont prouvé les récentes élections locales.

Les politiques progressistes soutenant l'éducation, l'inclusion sociale et les personnes à faibles revenus sont déjà en train de porter leurs fruits et de monter aux sceptiques que la « contraction » est une solution gouvernementale viable. Le gouvernement socialiste de Costa a engendré des résultats

tangibles en montrant une croissance économique soutenue à un taux annualisé de 2 % ; une baisse substantielle du taux de chômage passant d'un pic de 16,5 % en 2013 à 8,9 % au deuxième trimestre de 2017, et enfin et surtout, le plus faible déficit public (en-dessous de 2,1 % du Produit intérieur brut (PIB)) depuis la transition du Portugal vers la démocratie en 1974, tout cela accompli en respectant les engagements fiscaux pris envers l'UE.

Les résultats positifs des politiques progressistes du Portugal ne se limitent pas à la sphère économique. Les récents sondages d'opinion reflètent une opinion plus favorable du public envers les institutions publiques, et les taux d'abstention lors des dernières élections locales ont diminué. Il s'agit là de signes concrets indiquant que ces politiques ont également contribué à lutter contre les sentiments de désaffection envers les institutions démocratiques qui alimentent le populisme.

Étant donné ces résultats, la décision de Costa de ne pas rejoindre une grande coalition avec le centre-droit du pays et, au lieu de cela, d'aller de l'avant avec un agenda visiblement progressiste, devrait donner du courage et être source d'inspiration pour les progressistes partout en Europe.

Quelle suite pour la « contraction » du Portugal ?

Les résultats des dernières élections locales qui se sont tenues au mois d'octobre renforcent

l'argument selon lequel une coalition de gauche menant à bien un agenda progressiste peut effectivement être un moyen de soutenir les valeurs social-démocrates avec un appui électoral considérable. Le Parti socialiste du Portugal n'a pas seulement remporté une victoire écrasante, il a également réalisé son meilleur résultat de tous les temps. Les socialistes ont remporté 165 municipalités sur 308 et gouverneront la capitale, Lisbonne, ainsi que 10 des 17 villes les plus densément peuplées.

Cet élan sans ambiguïté du parti de Costa d'ériger des ponts et de favoriser un dialogue ouvert au sein des partis portugais de la gauche montre qu'en travaillant ensemble, il a été possible de démonter le mythe tenace de TINA, « There is no alternative » (Il n'y a pas d'alternative).

Toutefois, il reste du travail à accomplir au cours des deux prochaines années. La victoire du parti Socialiste aux élections locales du Portugal a renforcé la décision de Costa, mais elle est accompagnée d'une responsabilité considérable en terme d'équilibre des intérêts de ses partenaires de la coalition de gauche, qui n'ont pas réalisé des résultats aussi impressionnants. Les deux prochaines années verront les gens se concentrer sur la question de la durabilité de la « contraction » en tant que projet politique de la gauche avant les prochaines élections législatives dans deux ans. Même si les résultats des élections locales ont agité la sphère politique et modifié l'équilibre de l'alliance de gauche, les tensions sont toujours présentes et continueront d'exister dans n'importe

quelle forme de coalition. Qui plus est, le leadership de Costa et son pragmatisme, conjugués à son engagement constant en faveur de la coopération et du dialogue avec la gauche de l'échiquier politique, ont permis de contenir ses partenaires de la coalition d'extrême gauche. Au moins pour l'instant, le Portugal n'a pas constaté la montée des partis extrémistes, comme cela est arrivé dans les pays frappés par l'austérité comme l'Espagne, l'Italie ou la Grèce.

Pour résumer, l'unité de la gauche sous-tend la force de la solution gouvernementale du Portugal, qui inspire certainement (et continuera d'inspirer) les progressistes au niveau européen et constitue un exemple prometteur de la manière dont la social-démocratie peut se régénérer sur l'ensemble du continent et la manière dont, peut-être dans un avenir proche, la solution gouvernementale de la « contraction » sera une solution gouvernementale positive et crédible pour son peuple.



> AUTEUR

Maria Freitas travaille pour la Fondation européenne d'études progressistes depuis le mois d'avril 2015. Elle occupe le poste de conseillère politique sur des domaines de recherche relatifs à la démocratie, l'extrémisme et les nouveaux mouvements politiques.

L'AVENIR DE LA GAUCHE



© EC/EUROPA/EU

| Entretien entre Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne et le Premier ministre du Portugal, Antonio Costa.

LE GOUVERNEMENT DU PORTUGAL EST EN TRAIN D'APPORTER STABILITÉ ET CROISSANCE

par Ana Catarina Mendes

Le Portugal est dirigé actuellement par un gouvernement socialiste soutenu par un accord entre toutes les forces politiques de gauche de l'échiquier politique du pays. Cet accord a permis de réaliser une union politique de tous les partis de gauche qui, au sein du gouvernement, ont apporté stabilité et croissance. Cette alternative de gauche a rompu avec les politiques d'austérité tout en répondant aux obligations financières internationales du pays.

“
LA SOLUTION GOUVERNEMENTALE
DE GAUCHE EST UN EXEMPLE
POSITIF POUR LES FORCES
PROGRESSISTES CHERCHANT
À CONTRER LES DIVISIONS
NATIONALISTES ET LES DISCOURS
POPULISTES QUI SE RÉPANDENT
DANS TOUTE L'EUROPE

Ce contexte politique repose sur l'engagement et le partage de la responsabilité de l'action gouvernementale sur les questions énoncées dans les accords conclus avec les différents partis politiques et leur union politique en vue d'atteindre une stabilité gouvernementale et sociale.

La solution du gouvernement marque la fin de la politique d'austérité

Cette solution gouvernementale est plus qu'un simple accord entre les partis de gauche. Elle représente une alternative et une fin à la politique d'austérité et montre que cette alternative

de gauche n'est pas incompatible avec toutes les obligations internationales qu'il est possible de satisfaire, même avec les récits néolibéraux qui dominent actuellement l'Europe.

La solution gouvernementale de gauche peut aussi être considérée comme un exemple positif pour les forces progressistes cherchant à contrer les divisions nationalistes et les discours populistes qui se répandent dans toute l'Europe.

Ce qui est remarquable avec cet accord entre les partis politiques de gauche, c'est qu'il permet au Portugal d'avoir une forme de gouvernance engagée envers la défense permanente de l'État-providence, basé sur la dignité de tous, garantissant

des niveaux de bien-être et la protection des individus, tout en réorganisant l'économie. Cette solution gouvernementale garantit non seulement de donner la priorité à une juste distribution des revenus, promouvoir l'égalité, protéger les écoles publiques, mais aussi de défendre l'accès universel aux soins de santé, la création d'emplois et l'amélioration des conditions de travail et de la richesse.

Des résultats visibles pour les Portugais

Ce dialogue sans précédent entre les partis politiques de gauche s'est traduit par de nombreux résultats visibles pouvant être confirmés par les Portugais : des salaires plus élevés, une réduction du fardeau fiscal, une baisse du chômage, une augmentation du salaire minimum national, la stabilisation de la dette publique, la réduction du déficit, un solde primaire positif et un déficit commercial plus équilibré. En résumé, cela montre une amélioration évidente des conditions de vie. Par ailleurs, ces résultats ont été atteints tout en respectant intégralement les engagements politiques pris envers l'Union européenne et la zone euro.

Contrairement à ce que beaucoup avait anticipé, cet accord politique soutient actuellement un gouvernement compétent et politiquement stable, avec des

objectifs politiques bien définis, qui est apprécié par la plupart des Portugais. La solution gouvernementale portugaise est de plus en plus citée comme exemple de stabilité et de croissance par nos partenaires européens.

Il s'agit d'une victoire sans équivoque de l'alternative politique du Portugal sur les perspectives négatives dominantes dans l'Union européenne et sur la menace posée par les forces d'extrême droite en Europe.



> AUTEUR

Ana Catarina Mendes est membre du Parlement portugais depuis 1995. Elle occupe actuellement le poste de première vice-présidente du Groupe parlementaire du Parti socialiste. Elle est vice-secrétaire générale du Parti socialiste et a la charge de le coordonner. Le secrétaire général est le Premier ministre du Portugal. Ana Catarina Mendes est titulaire d'un diplôme en Droit obtenu à la Faculté de Droit de l'Université de Lisbonne. Elle est aussi avocate.

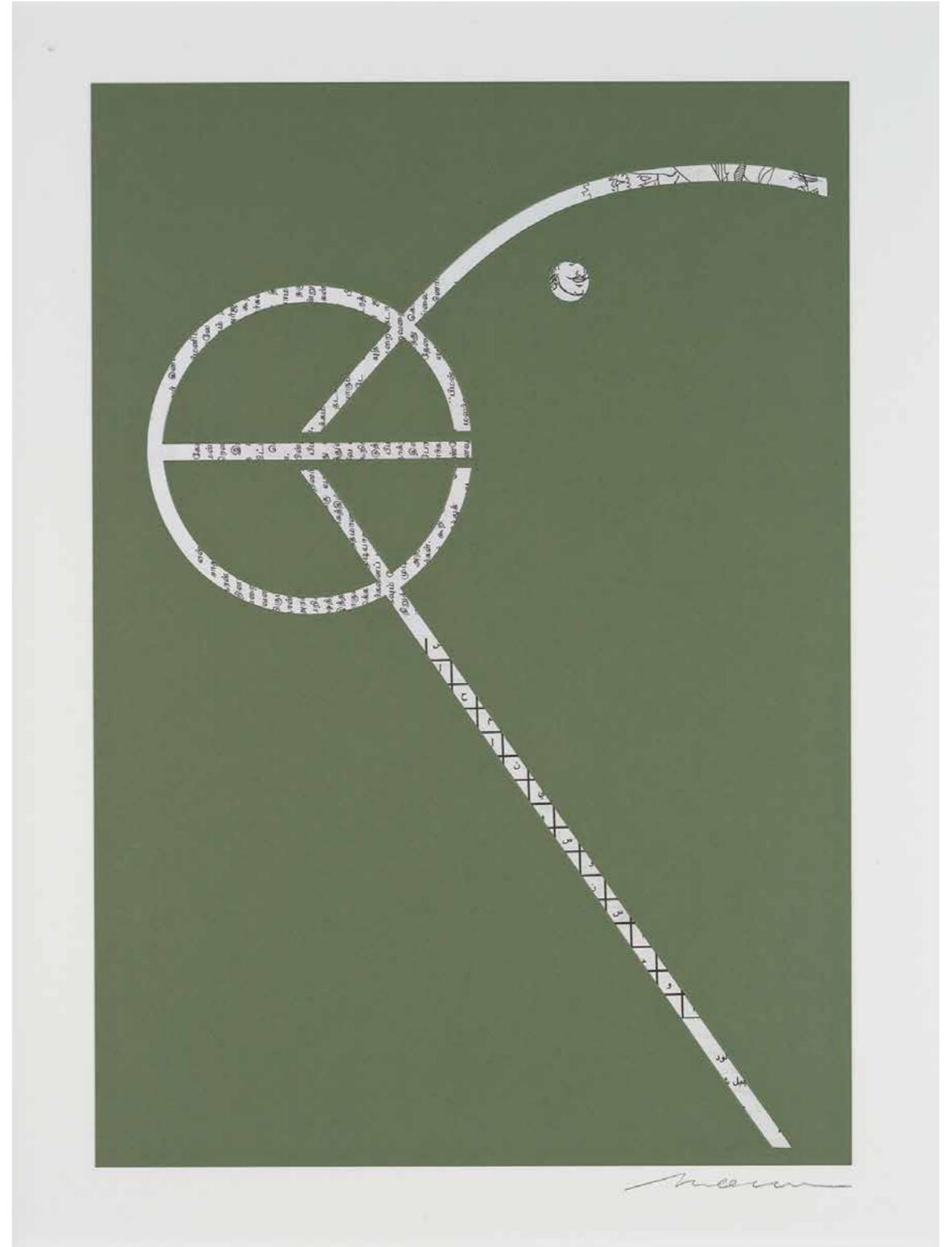


NOMA BAR

Né en Israël en 1973, Noma Bar est graphiste, illustrateur et artiste. Ses travaux ont été publiés dans de nombreuses publications parmi lesquels Time Out London, BBC, Random House, The Observer, The Economist ou encore Wallpaper. Il a illustré plus de cent couvertures de magazines et publié plus de 550 illustrations. Trois livres sont consacrés à son travail : Guess Who — The Many Faces of Noma Bar in 2008, Negative Space in 2009 et Bittersweet 2017, une monographie de 680 pages en cinq volumes produite en édition limitée à 1000 exemplaires, publiée par Thames & Hudson.

L'œuvre de Bar est devenue célèbre dans le monde entier et a remporté de nombreux prix, notamment avec la prestigieuse récompense Gold Clio pour son travail d'animation et de direction pour le New York Presbyterian Hospital. Cette campagne est réalisée pour sensibiliser aux nouvelles découvertes dans les traitements du cancer. L'artiste a également remporté la récompense Yellow Pencil aux D & AD Professional Awards et son exposition « Cut It Out » au London Design Festival a été sélectionnée comme étant l'un des moments phares du festival. Le projet a été nommé dans la catégorie graphisme pour le Design Museum, Designs Of the Year.







Des colombes sont perchés au sommet de la barrière de séparation israélienne dans la ville de Bethléem en Cisjordanie.

L'INSOUTENABLE GRAVITÉ DE L'ATTENTE

par Vassilis Ntousas

Le conflit israélo-palestinien dure depuis des décennies, mais des progrès ont-ils été réalisés vis-à-vis de la solution à deux États tant attendue ? Vassilis Ntousas donne son avis sur l'état des choses en 2017, une année comportant plusieurs anniversaires se rapportant au conflit.

VLADIMIR:

Bon, on y va ?

ESTRAGON:

Oui, allons-y.

(Ils ne bougent pas.)

Samuel Beckett,

En attendant Godot

2017 est une année riche en anniversaires importants dans l'histoire du conflit israélo-palestinien. 100 ans depuis la Déclaration Balfour, 70 ans depuis l'adoption de la Résolution 181 par l'Assemblée générale des Nations Unies, recommandant le partage de la

Palestine à la fin du mandat britannique, un demi-siècle depuis le début de la guerre des Six Jours, trois décennies depuis la première intifada palestinienne et une décennie de blocus israélien sur Gaza.

Dans ce bourbier politique qui nuit depuis si longtemps à la

diplomatie internationale, tous ces puissants rappels soulèvent une question simple : allons-nous vers la solution à deux États de ce conflit, recherchée depuis toutes ces années ?

La réponse à cette question donnée en 1987, 1993, 2000 ou 2010 aurait probablement

été plutôt différente, mais une réponse donnée en 2017 ne peut être qu'un non catégorique.

Enlèvement du processus de paix

Nous sommes maintenant à un point tel que la solution à deux États apparaît plus éloignée que jamais depuis des décennies. Le processus de paix est toujours enlisé, si ce n'est moribond. Les mises en garde répétées sur le fait que nous nous dirigeons vers une fin catastrophique et que le temps presse tombent, en général, dans l'oreille d'un sourd. D'autant qu'un profond sentiment d'intransigeance et de complaisance imprègne les prises de décision tant des Israéliens que des Palestiniens.

Cela s'explique par différentes raisons structurelles, politiques et de leadership pour chaque partie : la situation politique flagrante d'un côté et les divisions internes de l'autre ne brossent qu'une partie d'un tableau complexe.

Les sonnettes d'alarme sont tirées

Il n'en demeure pas moins que si le moment de tirer véritablement la sonnette d'alarme sur la nécessité de sauver la solution à deux États ait jamais existé, c'est bien maintenant.

Avec la perspective des accords d'Oslo qui s'est rapidement évanouie, la réalité sur le terrain concernant les questions sur le statut le plus permanent, y compris Jérusalem,

les colonies, les frontières, le statut d'État, les réfugiés et la sécurité, semble sur le point d'être irrévocablement altérée. C'est un statu quo vraiment trompeur : caractérisé non simplement par un manque complet de progrès mais par une limitation du peu de progrès qui a été réalisé au cours des dernières décennies.

Si la paralysie est problématique, la régression ouvre la voie à des possibilités encore plus inquiétantes. Les horreurs d'une violence constante et d'une occupation indéfinie ; le danger qu'éclate le pot de l'animosité religieuse que l'on est en train d'agiter, amenant effectivement les deux côtés à un conflit qui ne soit pas ethnique mais religieux, la crainte légitime que le problème sera mis de côté, en faisant une victime involontaire de la volatilité de la région, et le risque très réel que le délai pour une solution à deux États viendra effectivement à expirer si les deux parties préfèrent rester dans l'impasse.

Pour l'Europe, qui a constamment proclamé sa forte conviction en la solution à deux États comme seule solution viable au conflit, en termes stratégiques et d'ordre moral, la rhétorique de l'opposition à tout sauf à cette option doit être constante et accompagnée d'une action. Étant donné le style impétueux du nouveau chef de la Maison blanche, et la logique erratique de quid pro quo de son administration, attendant stoiquement des efforts renouvelés, la diplomatie américaine qui

se range derrière lui possède une validité stratégique et une intégrité morale minimales. Au lieu de cela, il est possible et souhaitable de reproduire l'engagement dans le type de leadership créatif, déterminé et soutenu dont Bruxelles a fait preuve pendant et après les négociations sur l'accord nucléaire iranien.

L'UE doit ressusciter le processus de paix

L'UE doit travailler sans relâche, non pas pour imposer un processus de paix mais pour le ressusciter. Dans son effort visant à interrompre positivement le statu quo, la haute représentante de l'Union européenne, Federica Mogherini, a eu raison d'annoncer une « révision de toutes les modalités d'engagement [de l'UE] sur le terrain » lors de la réunion Gymnich (réunion informelle des ministres des Affaires étrangères) de septembre. Cette révision doit inclure un recalibrage ou une réaffectation de l'engagement financier et de l'aide de l'UE, afin qu'il serve de manière plus efficace l'objectif déclaré de la solution à deux États. La résolution du problème en question doit être simplifiée et répondre à un engagement renouvelé, pas avec des avertissements creux sur le manque de temps, mais avec l'utilisation prudente de mesures incitatives/dissuasives ou de l'(in)action pour les deux côtés.

Bien sûr, peu de choses peuvent dissuader les forces de la complaisance de ne pas changer de cap. Mais il est difficile

d'imaginer une ironie plus profonde que celle causée par l'entêtement des faits sur le terrain : attendre de trouver une solution devient l'ennemi de la solution elle-même. Ne rien faire ou en faire très peu simplement pour préserver le statu quo se révélera vide de sens d'un point de vue fonctionnel, comme si on rangeait les chaises du Titanic avant son naufrage. La gravité de la situation ne peut pas être surestimée : nous approchons maintenant dangereusement d'un moment où toute « solution » ne sera pas le fruit d'un dessein mais d'un désastre.



> AUTEUR

Vassilis Ntousas est conseiller politique à la FEPS en charge des activités internationales. Il est détenteur d'un Master en Relations internationales obtenu à la London School of Economics (École d'économie et de sciences politiques de Londres), spécialisé principalement dans les analyses de politique étrangère et les questions de sécurité internationale.

VISION



Les lieux saints, un enjeu incontournable du processus de paix.

L'EUROPE FACE AUX NOUVELLES RÉALITÉS DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

par Pierre Vimont

Dans une situation caractérisée aujourd'hui au Proche-Orient par l'absence de progrès, les Européens peinent à se faire entendre. Ils ont pourtant l'influence et les moyens pour peser sur les événements. Il leur faut donc reprendre l'initiative.

Rarement a-t-on connu au Proche-Orient entre Israël et l'Autorité Palestinienne une telle impression de blocage et de découragement. Nous assistons en réalité à un recul significatif et préoccupant des efforts de paix. Le processus des accords d'Oslo s'est progressivement vidé de sa logique et de son élan. Il a été remplacé ces dernières années par une politique méthodique

de colonisation de la part des autorités israéliennes à laquelle s'ajoute une surveillance systématique au quotidien de tous les mouvements de la population palestinienne. Dans le même temps, la division dans les rangs palestiniens affecte la capacité de négociation de ses dirigeants. S'y ajoute l'impression que, pour beaucoup de pays de la région, la question israélo-palestinienne a été reléguée loin dans leur liste

de priorités par rapport à la question de l'influence iranienne dans la région.

Dans ce contexte, les acteurs traditionnellement engagés dans le processus de paix paraissent en panne d'imagination. L'Amérique du Président Trump peine à concrétiser ses annonces d'engagement pour une solution de paix. Le Quartet, chargé par les Nations Unies de

dynamiser le processus de paix, reste impuissant et sans prise sur les événements du terrain. Russie, Chine, France et d'autres encore tentent à titre bilatéral de rallumer la flamme mais doivent constater les limites de leur bonne volonté.

Au-delà du problème de fond qui demeure celui d'une totale absence de confiance entre deux peuples qui revendiquent

“
LES ACTEURS
TRADITIONNELLEMENT
ENGAGÉS DANS LE PROCESSUS
DE PAIX PARRAISSENT
EN PANNE D'IMAGINATION.”

la même terre, deux évolutions contradictoires ont conduit à l'impasse actuelle.

C'est d'abord la politique de fait accompli menée par le gouvernement Netanyahu depuis son arrivée au pouvoir et qui a amené un rétrécissement sans précédent de la liberté de mouvement et d'action des Palestiniens en Cisjordanie comme à Gaza. Servis par le manque d'unité entre Palestiniens et la fin de leur isolement diplomatique, les dirigeants israéliens peuvent aujourd'hui jeter le doute sur la solution des deux États qu'ils ont pourtant largement contribué à affaiblir.

Dans le même temps, cette politique n'a rien résolu et porte en germe des risques prévisibles de tension et de nouveaux affrontements. La population palestinienne a encore démontré, à l'occasion des récentes tensions autour des lieux

saints à Jérusalem, qu'elle était capable de se mobiliser et de résister. La cause palestinienne, par ailleurs, demeure un thème de ralliement puissant dans tout le monde arabe et au-delà, comme l'adoption de la résolution 2334 (elle exige l'arrêt de l'activité de peuplement dans le Territoire Palestinien déjà occupé) en décembre dernier aux Nations Unies l'a encore prouvé. Preuve supplémentaire : chacun suppose déjà, y compris parmi les dirigeants israéliens, sur la probabilité du prochain conflit à Gaza ou à la frontière avec le Liban.

Face à ce constat décourageant, la communauté internationale n'a pas su trouver jusqu'à présent les ressources d'imagination ou d'énergie pour sortir du dilemme posé par cette situation sans avenir. Et l'Europe, pas davantage que les autres acteurs, n'a donné l'impression de vouloir réellement prendre le problème

à bras-le-corps. Pourtant, les Européens continuent d'affirmer qu'ils veulent faire avancer une solution au conflit israélo-palestinien qu'ils veulent trouver une solution au conflit israélo-palestinien.

C'est d'une vision ambitieuse et novatrice dont les Européens ont besoin aujourd'hui, pour la déclaration de Venise en 1980. Cette stratégie devrait comporter des engagements clairs et précis :

- une action sur le terrain pour mettre en oeuvre tous les instruments de coopération de l'Union européenne déjà engagés avec Israël comme avec les Palestiniens, afin d'obtenir des résultats concrets qui changent la vie quotidienne des populations.
- une discussion approfondie avec Israël sur le principe d'autodétermination du peuple palestinien.
- un effort résolu auprès des Palestiniens pour mettre fin à la division entre le Fatah et le Hamas et consolider les capacités étatiques de l'Autorité palestinienne.
- une action diplomatique auprès des pays arabes signataires de l'initiative arabe de paix de 2002 pour donner à celle-ci le contenu opérationnel qui lui manque.
- une mobilisation enfin de la communauté internationale

derrière cette initiative si les efforts américains en cours devaient, comme on peut le craindre, montrer leurs limites.

Nul ne peut douter qu'une telle initiative rencontrera de nombreux obstacles, à commencer par les divergences de vue entre les Européens eux-mêmes. Mais c'est au prix d'un tel renouvellement de ses ambitions que l'Europe peut espérer retrouver un rôle dans le processus de paix et lui redonner ses chances de succès.



> AUTEUR

Pierre Vimont est un membre principal chez Carnegie Europe. Il a servi comme envoyé spécial pour l'initiative française pour une conférence de paix au Moyen-Orient de mars 2016 à janvier 2017. Avant de rejoindre Carnegie, Vimont était le premier secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure (2010-2015). Au cours de sa carrière diplomatique de trente-huit ans avec le service étranger français, il a été ambassadeur aux États-Unis (2007-2010), ambassadeur à l'Union européenne (1999-2002) et chef d'état-major à trois anciens ministres français des affaires étrangères.

OPINION



I FEDERICA MOGHERINI, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. La communauté internationale n'abandonne pas et ne peut pas renoncer à la paix au Moyen-Orient", at-elle déclaré lors d'un comité de liaison ad hoc pour la Palestine à l'ONU en septembre.

DEUX ÉTATS, LA SEULE SOLUTION RÉALISTE POUR LA PAIX ISRAËLO-PALESTINIENNE

par Fernando Gentilini

Presque 25 ans après les accords d'Oslo, la paix entre les Israéliens et les Palestiniens reste plus lointaine et insaisissable que jamais. Une solution à deux États est-elle toujours pertinente ? Fernando Gentilini, représentant spécial de l'UE, affirme qu'il n'existe aucune alternative réaliste et expose ce que l'UE peut entreprendre pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient.

Le terme « processus de paix » s'apparente à un sentiment de frustration tant d'un côté que de l'autre. Pour de nombreux Israéliens, cela équivaut

à une illusion de paix brisée par une intifada sanglante et trois guerres menées à Gaza. Pour la plupart des Palestiniens, « Oslo » est devenue une métaphore perpétuant 50 années d'occupation

au lieu d'y mettre fin. Beaucoup affirment qu'une solution à deux États n'a plus aucune pertinence. Pourquoi l'UE devrait-elle continuer à penser qu'une solution à deux États est la seule solution

réaliste et viable ? Penchons-nous tout d'abord sur le contexte.

Le conflit israélo-palestinien ne peut plus, depuis longtemps, avoir la prétention d'être « la

mère de tous les conflits » au Moyen-Orient. Que ce soit la Syrie, la Libye, le Yémen, le combat contre Daesh ou le conflit entre le Qatar et les autres pays du Golfe, les crises sont légions dans cette partie du monde. Mais tout cela a rendu la paix entre les Israéliens et les Palestiniens encore plus urgente. Elle est urgente non parce qu'elle pacifierait comme par magie le reste du Moyen-Orient, mais parce qu'elle supprimerait un facteur majeur de radicalisation et libérerait des opportunités sans précédent en faveur d'une coopération régionale, de la sécurité et de la prospérité pour tous, dans une région immédiatement voisine de l'Europe.

L'UE totalement en faveur d'une solution à deux États

C'est pour cette raison que l'Union européenne n'abandonnera pas l'idée de la paix entre les Israéliens et les Palestiniens. Personne ne peut imposer une solution aux parties. Mais nous pouvons les aider à rétablir la confiance et tracer une voie vers des discussions sérieuses. C'est l'UE qui s'est le plus investie et s'est avérée un partenaire fiable des Palestiniens dans leur quête d'État. L'Europe et Israël partagent une histoire, une culture et des valeurs. La sécurité d'Israël n'est pas négociable pour nous. Les années de soutien de l'UE à l'Autorité palestinienne, notamment notre mission de formation d'une police dénommée EUPOL COOPS, ont contribué à la sécurité et la stabilité pour les Palestiniens comme pour les Israéliens. La logique de

notre engagement a toujours été la perspective de deux États. L'heure est-elle venue de revoir ce paradigme ?

Il est compréhensible qu'après des années d'échec, les gens commencent à chercher des alternatives. Les idées ne manquent pas. Toutefois, aucune n'a jamais été capable de proposer des réponses convaincantes, au-delà des slogans, sur la manière dont elle pourrait fonctionner en pratique et être acceptable pour les deux parties. Pour l'UE, la solution à deux États n'est pas un article de foi. Il n'y a tout simplement pas d'autre but ultime réaliste. Un État binationnel ne serait guère compatible avec l'aspiration d'Israël à rester la patrie du peuple juif. Un État à deux niveaux avec des droits inégaux ou un « État inférieur » doté d'une autonomie limitée ne satisferait pas les aspirations palestiniennes envers un statut d'État et la souveraineté.

Atteindre une solution à deux États serait difficile, mais il n'est pas trop tard. Les échecs passés permettent de tirer de nombreux enseignements, mais ils ne discréditent pas l'objectif final. Si nous voulons avoir une chance d'aider à résoudre ce conflit, nous devons insister sur le fait que la seule solution réaliste passe par deux États. Les 28 États membres sont tous catégoriques sur ce point. Qu'est-ce que cela signifie pour l'UE aujourd'hui ?

Qu'est-ce que l'UE doit faire maintenant ?

Tout d'abord, nous devons nous assurer de faire de notre mieux

pour aider les parties à progresser vers deux États – contre tous les pronostics et tendances négatives sur le terrain. En septembre, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, ainsi que le commissaire de l'UE, Johannes Hahn, ont annoncé l'examen des modalités de l'engagement de l'UE sur le terrain. L'objectif n'est pas d'en faire moins ou de changer nos politiques, mais au contraire, d'assurer que toutes les actions et les instruments de l'UE qui soutiennent cette solution à deux États soient aussi efficaces que possible.

Ensuite, ce que nous avons de mieux à faire est d'agir à l'unisson avec nos partenaires internationaux et régionaux. C'est pourquoi tous les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont soutenu ensemble les efforts actuels des États-Unis. C'est la raison pour laquelle l'UE est fermement résolue à travailler au sein du Quartet, aux côtés de la Russie, des États-Unis et de l'ONU, et nous collaborons étroitement avec nos amis arabes dans le cadre de l'Initiative de paix arabe.

Enfin, même si un accord global est encore lointain, les deux parties peuvent prendre des mesures de transformation sur le terrain afin de progresser vers une réalité à deux États, sur le modèle du Rapport du Quartet de 2016. Dans une situation d'occupation, il n'y a pas de symétrie dans les obligations en vertu du droit international sur lequel l'UE continuera d'insister. Toutefois, la mise en place des conditions permettant de

mettre fin au conflit exigera du courage et des décisions audacieuses des deux côtés. L'UE leur apportera son soutien à chacune des étapes du chemin.



> **AUTEUR**
Fernando Gentilini occupe le poste de représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient depuis le mois d'avril 2015. Auparavant, il était directeur pour l'Europe de l'Ouest, les Balkans occidentaux et la Turquie au sein du Service européen pour l'action extérieure. Il a aussi occupé les fonctions de représentant spécial de l'UE au Kosovo et de haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan.

VISION



Un mirador à la prison militaire d'Israël Ofer est situé dans un territoire palestinien occupé en Cisjordanie (photographie prise en 2013).

REPENSER L'APPROCHE DE L'UE VIS-À-VIS DU DIALOGUE TRANSCONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

par Rosemary Hollis

L'approche actuelle de l'UE pour résoudre le conflit israélo-palestinien est conçue pour établir une compréhension mutuelle et la confiance au niveau local. Cette approche paraît louable, mais elle ne s'adresse pas directement au problème fondamental de l'occupation et seul un changement de perspective au niveau des dirigeants peut le permettre.

Résoudre le conflit israélo-palestinien ne figure plus au sommet de l'agenda politique de l'UE. Cependant, la situation n'est plus statique et la position officielle de l'UE face à ce problème devient de plus en plus intenable pour des raisons pratiques, juridiques et idéologiques. L'intention est

de suggérer quelques options, pouvant reconfigurer de façon productive un aspect de la contribution actuelle de l'UE pour faire face à ce conflit.

Les efforts pour atteindre une « solution à deux États » entravés.

Pour résumer la situation, la possibilité d'atteindre une « solution à deux États » — qui a été pendant longtemps l'objectif avoué de l'UE — a été entravée parce que le gouvernement israélien n'a pas la détermination pour l'atteindre et le gouvernement américain actuel ne l'encourage plus. Seule l'Autorité palestinienne y est encore

favorable, mais il lui manque le pouvoir de négociation pour convaincre les Israéliens ou les Américains.

Faisant face à cette réalité, l'UE a investi des millions d'euros pour promouvoir le dialogue au niveau local entre les Israéliens et les Palestiniens ordinaires, un projet connu depuis les Accords

d'Oslo sous le nom de « dialogue avec la société civile » ou dialogue P2P. La dernière mouture de ce projet, appelée Initiative de l'UE pour la consolidation de la paix (EUPI) a été lancée en 2016.

Comme pour les initiatives précédentes impliquant la société civile, l'EUPI se base sur le principe que le dialogue au-delà du conflit peut nourrir la compréhension mutuelle et le respect parmi les participants et générer par là le soutien d'une « solution à deux États » au niveau local, ce qui à son tour peut influencer les calculs de leurs dirigeants politiques. Cette logique se base sur un concept connu sous le nom d'« hypothèse de contact ».

Les problèmes de l'approche actuelle de l'EUPI

Cette hypothèse comporte deux problèmes. Premièrement, la rencontre de « l'autre » dans des activités de groupe mixte n'établit pas automatiquement la confiance mutuelle. Les relations entre les groupes dans de tels exercices peuvent reproduire et reproduisent fréquemment les inégalités dans les relations de pouvoir qui se jouent au niveau sociétal. Deuxièmement, même lorsque des relations plus positives se créent parmi les individus, un changement correspondant ne se produira pas dans les relations entre les communautés plus larges.

L'EUPI appelle les organisations locales et les ONG à soumettre des propositions de projets qui

« promouvoir les conditions d'un accord négocié du conflit par l'intermédiaire de l'engagement civil participatif et par une compréhension mutuelle accrue et la confiance » et/ou « contribueront à la consolidation de la paix par le biais d'un travail commun soutenant le développement socio-économique », et l'autonomisation des communautés les plus touchées par le conflit ».

Implicitement, cette initiative identifie l'obstacle à la paix comme étant un manque de compréhension mutuelle et elle considère la coopération au-delà du conflit par le développement socio-économique comme étant la solution. Comme compris et signalé par les Palestiniens, d'autres et moi-même avons toutefois examiné le problème de l'occupation comme étant à la source du conflit. Les Palestiniens souhaitent être délivrés du joug de l'occupation au quotidien, avec les confiscations de terres, les restrictions de voyage, les points de contrôle militaires et l'expansion de la colonisation. Les projets communs israélo-palestiniens sous l'occupation peuvent uniquement servir à alléger certains de ses effets néfastes plutôt que d'y mettre fin. En conséquence, de tels projets sont boycottés par les Palestiniens opposés à la « normalisation ».

L'élément le plus prometteur dans l'EUPI réside dans la référence à « l'autonomisation des communautés les plus touchées par le conflit », mais le corollaire est qu'un tel encouragement dérivera de

meilleures conditions socio-économiques plutôt que de l'autonomisation politique. Ce dont les Palestiniens ont besoin, c'est davantage de pouvoir de négociation avec les Israéliens pour mettre fin à l'occupation, que ce soit par le biais d'une « solution à deux États » ou par une autre formule, et pas de meilleures conditions sous l'occupation. En attendant le moment où l'UE pourra expliquer comment le dialogue entre la société civile pourra servir à réduire le déséquilibre dans les relations de pouvoir entre Israël et les Palestiniens, de telles activités resteront une approche marginale et potentiellement contreproductive à la résolution du conflit.

Déplacer le dialogue pour mettre l'accent sur l'occupation

C'est pourquoi ma suggestion est de reconfigurer les activités de la société civile pour mettre simultanément l'accent sur l'autonomisation des groupes de la société civile d'une part en Israël et d'autre part en Palestine en relation avec leurs propres dirigeants. Cela signifierait déplacer le sujet de discussion des deux côtés pour mettre l'accent sur l'occupation et ce qu'elle signifie pour eux deux.

Ni les autorités israéliennes ni les autorités palestiniennes ne verraient d'une manière positive un tel déplacement. En l'état, le gouvernement israélien rend les activités des défenseurs des droits de l'homme en Israël plus difficiles et l'Autorité palestinienne se montre de plus en

plus intolérante vis-à-vis des critiques à l'intérieur de la société palestinienne.

Par conséquent, si l'UE prend position pour soutenir les groupes de la société civile militant de manière non violente pour mettre fin à l'occupation des deux côtés, cela sera en parallèle repoussé, critiqué et catégorisé par les autorités des deux côtés comme constituant une ingérence. Cependant, au moins l'UE sera du côté de l'arrêt de l'occupation et ne contribuera pas à sa continuation.



> AUTEUR
Rosemary Hollis PhD, titulaire d'un doctorat, est professeure de politique internationale à la City, Université de Londres. Elle était auparavant directrice de recherche et directrice de la cellule Moyen-Orient à Chatham House. Elle dispose de nombreuses années d'expérience dans la facilitation du dialogue transconflit et en relation avec le Moyen-Orient.

ESSAI



I Palestiniens portant des drapeaux palestiniens.

LE LONG CHEMIN VERS LA RÉUNIFICATION PALESTINIENNE : QUE PEUT FAIRE L'EUROPE ?

par Hugh Lovatt

Le système politique palestinien se dirige vers un tournant majeur du fait de la lutte pour succéder au président Mahmoud Abbas et de la fragmentation du territoire palestinien. Avec peu d'espoir en vue de l'imminence d'une solution à deux États, la réhabilitation of Gaza est un domaine important où des améliorations significatives peuvent être réalisées.

Une sensibilisation croissante a lieu parmi les fonctionnaires européens et d'autres par rapport au fait que le système palestinien se dirige vers un tournant majeur fondé en grande partie sur la lutte pour succéder à Mahmoud Abbas en tant que président de l'Autorité palestinienne et la fragmentation

en cours de la représentation politique palestinienne et de son territoire. Un rare signe de progrès a cependant eu lieu ; les dernières semaines ont vu une tentative, néanmoins des étapes sérieuses pour combler le fossé entre Gaza et en Cisjordanie qui existe depuis les luttes intestines suite à la victoire du Hamas lors des élections législatives palestiniennes de 2006.

La réunification palestinienne et la réhabilitation de Gaza représentent la solution

Avec peu d'espoir en vue de l'imminence d'une solution à deux États mettant fin à l'occupation par Israël, la réunification palestinienne et la réhabilitation de Gaza

représentent des domaines importants où un degré d'amélioration significative peut et doit être réalisé. C'est pourquoi l'initiative actuelle représente une ouverture pour fournir au moins une aide partielle aux habitants de Gaza et pour stabiliser temporairement la scène politique palestinienne, deux des priorités les plus urgentes à court terme.

L'UE DEVRAIT EXPRIMER SA VOLONTÉ DE CONTINUER À FINANCER UN NOUVEAU GOUVERNEMENT PALESTINIEN DE CONSENSUS NATIONAL (MÊME UN GOUVERNEMENT INCLUANT DES PERSONNALITÉS DU HAMAS) AUSSI LONGTEMPS QU'ELLE MAINTIEN SON ENGAGEMENT À L'ÉGARD DE LA PLATEFORME DE L'ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE (OLP).

En tant que partie du plan en trois étapes sponsorisé par l'Égypte, le Hamas a annoncé à la mi-septembre son intention de dissoudre le comité administratif établi pour gouverner la bande de Gaza. L'établissement de ce comité a par le passé soulevé l'ire du président Abbas qui le considérait comme un gouvernement de l'ombre. Sa dissolution a créé au début de l'espace politique et un élan pour le retour cérémonial d'un gouvernement de l'Autorité palestinienne de la bande de Gaza, soutenu par le Premier ministre Rami Hamdallah pour la première fois depuis 2014. Il a aussi créé un espace politique pour une réunion de suivi entre le Hamas et le Fatah au Caire afin de commencer des discussions techniques pour faire progresser un accord de réconciliation entre ces deux factions politiques.

Compte tenu de toute l'agitation, les évolutions récentes ne sont pas sans précédent et elles ne signalent ni la fin imminente de la séparation entre Gaza et la Cisjordanie ni un retour vers un semblant de normalité pour les habitants de Gaza. En fait,

les dix dernières années ont déjà été témoins d'un nombre d'initiatives régionales et internationales pour promouvoir la réunification palestinienne, la plus réussie d'entre elles a permis la formation d'un gouvernement éphémère de consensus national en juin 2014, composé de personnalités technocrates ostensiblement indépendantes soutenues par les factions palestiniennes, y compris le Hamas et le Fatah.

Alors qu'il y a des signes montrant que nous pourrions à nouveau nous diriger vers un gouvernement de consensus national, il existe un nombre de dossiers techniques controversés qui devraient d'abord être résolus. Comme le montre l'échec des tentatives précédentes, rendre Gaza à la Palestine exigera aussi un accord difficile à atteindre sur l'agenda politique en vue d'un futur gouvernement de consensus national. Cela sera le sujet d'une troisième réunion au Caire, actuellement prévue pour le 21 novembre et qui réunira toutes les factions politiques palestiniennes.

L'Europe a un rôle important à jouer

Des facteurs externes ont leur mot à dire quant à la destinée du processus lui-même et ils peuvent jouer un grand rôle pour faciliter, ou au moins s'assurer qu'ils ne vont pas faire obstacle au processus. Sans un tel soutien externe et sans encouragement, il est assez probable que les progrès limités atteints jusque là vont s'estomper.

En tant que plus grand donateur de l'Autorité palestinienne du président Abbas et membre du Quatuor international (aux côtés de la Russie, des Nations unies et des États-Unis), l'UE a un rôle important à jouer. L'Europe doit soutenir et encourager l'initiative actuelle pour aider à traduire tout élan en changement significatif pour les habitants de Gaza, en commençant par un allègement des restrictions de l'Autorité palestinienne et d'Israël.

L'UE doit apporter au président Abbas une couverture (et un dynamisme) pour annuler ses mesures punitives contre l'électricité et le système de santé à Gaza qui ont augmenté la détresse humanitaire. Cette situation est d'autant plus critique avec l'approche de l'hiver. En parallèle, l'UE devrait accueillir le déploiement des forces de l'Autorité palestinienne à la frontière de Gaza comme une étape importante devant permettre un assouplissement des restrictions israéliennes et proposer de déployer sa propre mission d'assistance technique (EUBAM).

En perspective l'UE devrait exprimer sa volonté de continuer à financer un nouveau

gouvernement palestinien de consensus national (même un gouvernement incluant des personnalités du Hamas) aussi longtemps qu'elle maintient son engagement à l'égard de la plateforme de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Elle devrait aussi modifier (ou au moins clarifier) sa politique d'absence de contact afin de permettre l'engagement politique avec des personnalités modérées du Hamas et permettre aux organisations européennes d'aide humanitaire de fonctionner plus efficacement à Gaza.

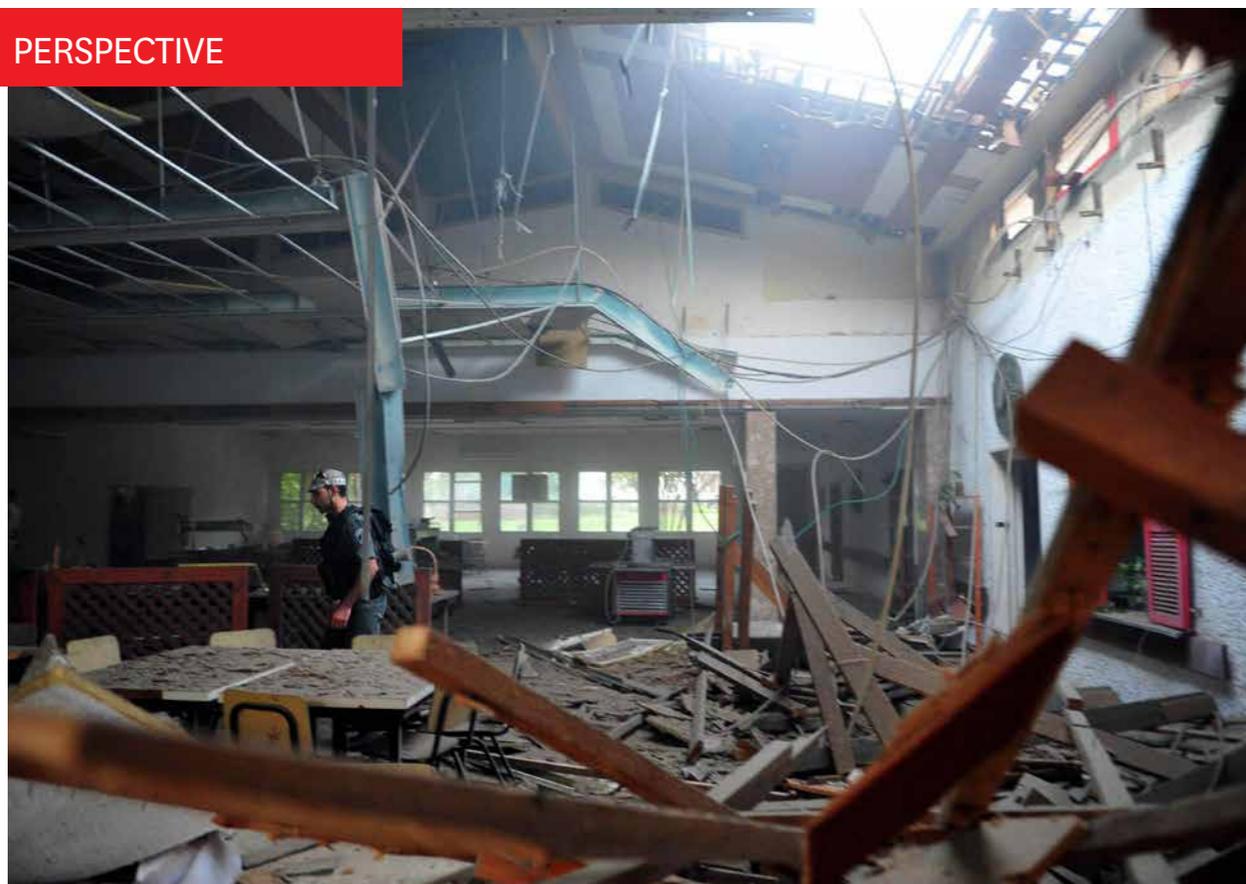
L'UE devrait en parallèle appuyer le renouveau et la reprise de la session du Conseil législatif palestinien, y compris en demandant la libération par Israël des 12 membres du Conseil législatif palestiniens actuellement en détention, en tant que première étape en vue de nouvelles élections législatives et pour légitimer à nouveau les structures dirigeantes palestiniennes.



> AUTEUR

Hugh Lovatt est conseiller politique au EFCR où il travaille depuis des années sur la position de l'UE vis-à-vis du conflit israélo-palestinien. Sa publication la plus récente s'intitule « Rethinking Oslo: How Europe can promote peace in Israel-Palestine ».

PERSPECTIVE



Les Palestiniens sont confrontés à une crise humanitaire majeure: deux millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire sur une population totale de 4,8 millions d'habitants.

COMMENT L'UE DOIT-ELLE S'OCCUPER DE GAZA ?

par Yasmeen J. El Khoudary

Il n'est pas exagéré de décrire la situation actuelle dans la bande de Gaza comme étant une catastrophe humanitaire grave. Un récent rapport de l'ONU affirmait que Gaza allait devenir invivable d'ici 2020. Plutôt que d'apporter des remèdes temporaires, le monde devrait traiter la cause profonde de la crise humanitaire à Gaza.

Cet été, l'ONU a déclaré qu'il se pourrait que Gaza soit déjà devenue invivable. Avec des problèmes allant de la baisse du PIB par

habitant aux crises dans les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'électricité, auxquelles j'ajouterais le désespoir et la frustration des gens, la situation est insupportable.

Le blocus israélien de Gaza

Cette grave situation à Gaza n'est pas le résultat d'une

catastrophe naturelle ou d'une famine, mais, malheureusement, de l'homme. En mettant en avant le prétexte de sa propre protection, en 2006, Israël a appliqué un blocus draconien

sur les frontières terrestres, maritimes et aériennes de Gaza. Soutenu par la plupart des gouvernements occidentaux, Israël a justifié son blocus de la population civile de Gaza comme une « punition du Hamas », qui avait remporté les élections législatives de 2006, lorsqu'en fait, le pays, et le monde, punissaient collectivement la population palestinienne de la bande de Gaza, dont 66 % a moins de 24 ans. Avec la fermeture des frontières de l'Égypte avec Gaza et la politique d'« absence de contact » des gouvernements occidentaux avec le gouvernement de facto, le siège qui se poursuit a inévitablement entraîné le désastre humanitaire actuel.

La politique officielle de l'UE dicte que le développement économique est subordonné aux progrès politiques réalisés entre Israël et la Palestine, ce qui, inutile de le préciser, a jusqu'à présent été un échec. Depuis la signature des Accords d'Oslo, l'UE a soutenu les Palestiniens en leur octroyant 6 milliards d'euros, principalement sous la forme de subventions et non d'investissements. L'achèvement de projets financés par les contribuables de l'UE n'a guère contribué à changer la réalité sur le terrain, et beaucoup de résultats ont été à court terme et sans durabilité. À Gaza, au cours de la dernière décennie, la politique de l'UE visant à boycotter le gouvernement de facto du Hamas, à moins qu'il ne respecte les principes de la communauté internationale et ne renonce à la violence, a davantage cantonné l'UE à n'être plus qu'un

fournisseur de secours et d'aide d'urgence à Gaza.

Le rapport du Conseil de l'Europe condamne Israël

En début d'année, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE) a adopté un rapport qui condamnait le siège de Gaza mené par Israël en tant que « punition collective » et qui accusait Israël de « tuer illégalement et systématiquement » les Palestiniens de Gaza. Guidée par ses valeurs fondamentales de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de respect des droits de l'homme, l'heure est venue pour l'UE d'agir en Palestine conformément à ses convictions. La solution ne passe pas par l'aide, et la crise humanitaire de Gaza n'est pas survenue du jour au lendemain. Nous devons traiter les racines du problème : l'occupation militaire illégale d'Israël. Les Palestiniens méritent leur liberté, leur sécurité et tous leurs autres droits fondamentaux. Une fin immédiate à l'occupation est la réponse à apporter et elle ne sera possible que si l'UE adopte une position audacieuse contre les politiques illégales d'Israël en Palestine. L'UE pourrait tirer parti de sa position de principal partenaire commercial d'Israël pour le pousser à respecter les mêmes « principes de la communauté internationale » et renoncement à la violence qui est attendu des Palestiniens.

L'UE peut jouer un rôle

Compte tenu des changements

de paradigme mondiaux actuels entre les alliances historiques, l'UE doit saisir l'opportunité de tirer parti de son rôle central pour mettre fin à l'occupation israélienne. Outre le renforcement de sa position sur les questions des crimes israéliens en Palestine, l'UE a de nombreuses opportunités économiques à offrir par le biais du commerce et de l'investissement, et peut ainsi encourager l'indépendance des Palestiniens et leur volonté d'un État. Par exemple, l'UE pourrait rétablir ses relations commerciales avec Gaza afin d'encourager l'auto-suffisance et la résilience économique. C'est ce qui se passait avant 2006, lorsque l'UE était un importateur majeur de produits à Gaza, comme les fraises et les fleurs. Investir en Palestine peut être une autre politique vitale. L'adoption de ce genre de stratégie ne soutiendrait pas seulement les entreprises palestiniennes et le secteur privé, elle augmenterait les enjeux face à une potentielle agression israélienne.

Il n'est pas trop tard pour sauver Gaza d'une catastrophe humanitaire causée par l'homme. Les Palestiniens ne sont pas avides d'aides et de dons. Nous luttons plutôt pour la liberté, la sécurité et la dignité. Si Israël, aux yeux du monde entier, n'avait pas contrôlé et fermé les frontières de Gaza au cours de la dernière décennie, nous n'en serions pas arrivés là aujourd'hui. Les Palestiniens sont éduqués, entreprenants et ambitieux. Toutefois, l'occupation militaire israélienne paralyse toute opportunité de développement. Si la

communauté internationale ne fait pas front contre les actions illégales d'Israël en Palestine, nous continuerons de dépendre de programmes d'aides futiles qui ne mènent à rien, et les crises humanitaires de Gaza se multiplieront dans tous les territoires. Mettons un terme à cette catastrophe humanitaire immorale, et donnons une chance aux hommes et aux femmes de créer de la prospérité.



> AUTEUR

Yasmeen J. El Khoudary est consultante indépendante en recherche à Londres et s'intéresse particulièrement à l'héritage archéologique et culturel de Gaza. Elle est en train d'écrire un livre sur l'histoire contemporaine de Gaza.

INTERVIEW



PARIS, FRANCE, 15 JANVIER 2017 - Conférence sur la paix au Moyen-Orient avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry, l'ancien président François Hollande et l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault, en qualité de ministre des Affaires étrangères.

UNE QUESTION DE JUSTICE

par Jean-Marc Ayrault

Ancien Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères de la France, Membre de la Fondation Jean Jaurès, Jean-Marc Ayrault est le dernier responsable politique international à avoir organisé une conférence sur la paix au Proche-Orient, le 15 janvier 2017. Alors qu'un rapprochement entre le Fatah et le Hamas semble esquisser l'espoir d'une unité palestinienne, condition selon lui à des pourparlers avec les Israéliens, Jean-Marc Ayrault se montre fort critique sur les colonisations et leur impact sur la solution à deux États.

Comment interprétez-vous le règlement de ce conflit ?

C'est une question de justice sur la promesse de deux États vivants en paix, côte à côte et en sécurité.

De quels règlements de conflits passés pourrions-nous nous inspirer ?

C'est compliqué de comparer des conflits de cette nature, comme ici, avec une spécificité historique très forte. Toutefois, beaucoup

de pays ont vécu la violence, notamment les Irlandais. Mon homologue irlandais a toujours soutenu nos initiatives car ils ont connu le prix du sang. Ils ont toujours été constructifs, contrairement à d'autres pays européens, moins coopératifs.

Justement, comment jugez-vous la position européenne ?

Il y avait jusqu'à présent une ligne européenne qui était d'aider l'Autorité palestinienne pour préfigurer un futur État palestinien, mais

l'UE pourrait être plus présente qu'elle ne l'est.

C'est ce qui vous a motivé à organiser cette conférence à Paris en janvier dernier ?

Une forme de découragement s'était installée, voire une espèce de démission de la communauté internationale démontrant un désintérêt progressif à l'égard de cette question pourtant essentielle pour la paix dans le monde.

Avez-vous pu compter sur le soutien des Européens ?

L'Allemagne était prête à s'engager derrière la France. Les pays Nordiques également. C'était moins vrai de certains pays d'Europe centrale et de l'Est. Certains nous disaient même d'attendre la prise de fonction de Trump (NDLR : la conférence a eu lieu le 15/01 et la cérémonie d'investiture le 20/01). Je leur ai rétorqué qu'il fallait tenir la conférence pour bien marquer un engagement international.

Quelles conclusions tirez-vous de cette conférence, dix mois plus tard ?

L'objectif était de réunir tout le monde, notamment les Américains. Même s'il ne s'agit pas de déléguer aux Américains le règlement de tous les problèmes, compte tenu de leur poids, il n'y aura jamais de solution sans leur contribution. Comme ministre, je n'ai donc eu de cesse d'associer mon homologue John Kerry.

Comment jugeait-il la situation ?

Il constatait, comme moi, que la colonisation autour de Jérusalem – et même parfois dans des enclaves, à l'intérieur de la Cisjordanie – réduisait peu à peu, l'espace disponible pour un État palestinien viable. Il fallait stopper ce processus délétère de colonisation illégale, condamné par les résolutions successives du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Les citoyens et encore plus les militants progressistes ont du mal à comprendre que cette question essentielle soit mise de côté. Comprenez-vous leur désarroi ?

Absolument. Car si on est choqué en Israël, quand on emploie le mot colonisation, de fait, c'est quand même une réalité.

Comment expliquez-vous la passivité américaine ?

Je n'ai pas été gêné d'indiquer à John Kerry pourquoi cette cause était juste et pourquoi il fallait la traiter. Certains la considèrent comme une cause secondaire, la lutte principale étant pour eux la lutte contre le terrorisme et contre Daesh. Moi, je pense qu'il y a une corrélation entre les deux.

Craignez-vous un nouvel embrasement ?

Je ne souhaite pas être un oiseau de mauvais augure mais je ne peux exclure qu'une partie de la

population palestinienne puisse être sensible aux sirènes de la propagande extrémiste. Jusqu'à présent, Daesh s'est peu intéressé à la cause palestinienne mais il est facile du jour au lendemain de s'en saisir et d'en faire une cause. Dans les pays arabes, mes interlocuteurs se sont tous montrés préoccupés par cette question mais il faut arriver à convaincre les uns et les autres.

Pensez-vous que cela pourrait avoir des conséquences en France par exemple où vivent de nombreux juifs et musulmans ?

La France a la plus grande communauté juive et arabe d'Europe. Nous sommes à l'écoute de leur préoccupation. Il faut, d'un côté montrer que défendre la cause de deux États ne peut se faire au détriment de la sécurité d'Israël, qui est un fondamental mais il ne faut pas abandonner l'objectif de deux États et, surtout, ne pas perdre de temps.

Concrètement, comment y parvenir ?

La reconnaissance d'Israël est un préalable. Ensuite réconcilier les Palestiniens divisés entre d'un côté le Hamas, à Gaza, et le Fatah avec le Président Mahmoud Abbas, à Ramallah. Parallèlement, convaincre les autorités israéliennes que leur intérêt à moyen et long terme, pour leur sécurité, se trouvera dans une solution politique.

Vous avez eu l'opportunité de rencontrer l'actuel Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Vos échanges avec lui vous ont-ils donné de l'espoir ?

Netanyahu m'a clairement dit qu'il n'y croyait pas.

Alors à quoi croit-il selon vous ?

Je ne connais pas sa solution. Je considère même qu'il n'en a pas et je trouve cette attitude excessivement dangereuse. Officiellement, il dit qu'il est pour mais en réalité, il ne fait rien pour. Attention danger. Plus le temps passe, plus la frustration est grande, plus la tentation de la violence existe.



> AUTEUR
Jean-Marc Ayrault est un ancien Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères de la France, Membre de la Fondation Jean Jaurès.

INTERVIEW



| ELIE BARNAVI : « Sur Israël, il y a une position vague qui est là depuis la déclaration de Venise de 1981 ».

CE TYPE DE GUERRE ASYMÉTRIQUE NE SE RÈGLE QUE PAR PRESSION INTERNATIONALE

par Elie Barnavi

Interview avec Elie Barnavi, historien, ancien Ambassadeur d'Israël en France, membre du conseil scientifique de la FEPS et un des initiateurs de « L'Islam c'est aussi notre histoire », une exposition qui s'est ouverte cet automne, à Bruxelles, et qui met en lumière l'héritage musulman en Europe.

Est-ce que l'Europe a une responsabilité un peu plus grande que les autres acteurs internationaux dans le règlement du conflit israélo-palestinien ?

En principe, elle devrait mais ce n'est pas comme cela que les choses se passent, sauf à la marge.

Pourquoi ?

Chacun des pays européens a une position et l'Allemagne a elle

la posture la plus simple. Etant donné son passé, elle reste très réticente à formuler une critique cohérente de la politique israélienne et à fortiori à prendre des mesures. Mais l'Europe en tant que telle n'a pas de politique étrangère commune, il faut le

dire franchement. Il y a des tentatives, une représentante, etc...

Il y a quand même un succès avec l'Iran ?

Lorsqu'il y a des intérêts clairement définis et que les principales puissances

LE DERNIER ÉCHEC DE JOHN KERRY VIENT DE L'ABSENCE D'UN PLAN CADRE ÉCRIT À PRENDRE OU À LAISSER.

européennes sont d'accord, alors oui on crédite l'Europe d'une avancée. Sur Israël, il y a une position vague qui est là depuis la déclaration de Venise de 1981 mais il n'y a pas de traduction politique car les Etats sont en désaccord.

Le moment est-il propice ?

Oui car il y a un vide avec l'absence des américains qui étaient jusqu'à présent la puissance directive et prospective au Proche-Orient.

Avancer sans les Américains, est-ce possible ?

Depuis les accords de Camp David, l'Amérique essaie mais échoue. Il y a un vide beaucoup plus évident qu'avant, je le répète, que l'Europe pourrait occuper mais elle ne le fait pas. Pourtant, l'Europe est beaucoup plus affectée par ce qui se passe au Proche-Orient que les Etats-Unis. Ce conflit est aux portes de

l'Europe et il a un impact aussi bien sur la stabilité de la région que sur les flux migratoires.

A vos yeux, l'Europe semble inerte ?

Il y a une impatience vis-à-vis de la poursuite des colonisations, le marquage des produits et quelques vagues menaces mais tout ceci ne fait une politique globale.

Qu'est-ce que l'Amérique aurait du faire ?

Poser un plan de paix sur la table avec un cadre de négociations et l'imposer aux deux parties. Le dernier échec de John Kerry vient de là : l'absence d'un plan cadre écrit à prendre ou à laisser.

Quels sont les moyens de pression possible sur le gouvernement israélien ?

Nous dépendons des Américains, militairement, de manière

totale. En clair, sans pièces de rechange américaine, Israël ne peut plus faire la guerre, c'est aussi stupide que cela. Je ne parle même pas de l'aspect financier. D'ailleurs, la seule fois où ils l'ont exercé – le Président Bush, avant les négociations de Madrid – cela a suffi à faire débloquer la situation.

Ce conflit est-il sans issue ?

Il faudrait qu'Européens et Américains, comprennent que le type de conflit que nous avons, pour exceptionnel qu'il y paraisse, ne l'est pas tant que cela. Ce type de guerre asymétrique ne se règle que par pression internationale. Exemple, en ex-Yougoslavie. Si nous avions attendu que les Serbes et Croates s'entendent, on y serait encore ! Il a fallu prendre de grands moyens, des bombardements pour que cela s'arrête. Les Accords de Dayton ont été des accords imposés.

Ce conflit semble installé...

Chaque jour qui passe rend la situation plus urgente. L'occupation pèse de plus en plus sur les esprits, l'éducation des jeunes, etc... Si on laisse faire, quand les quelques 400 000 colons seront plus d'un million, ce sera très compliqué. A l'instar de l'Algérie où il y avait 1 million d'Européens pour 9 millions d'algériens. Mais s'il y en avait eu 5 millions ? Il y a toujours un moment de basculement. Or ce qui menace Benjamin Netanyahu en ce moment, ce n'est pas la communauté internationale mais la justice de son pays !

Etes-vous devenu réaliste ou optimiste sur l'issue de ce conflit ?

Optimiste. On finira pas y arriver car il n'y a pas d'autres solutions. Abba Eban, l'ancien ministre des Affaires étrangères israélien, disait « Les nations finissent par adopter la solution idéale après avoir essayé toutes les autres solutions ».

Espérons qu'on les a presque toutes essayées...

Mais regarder l'Europe ? C'était presque cela.



> AUTEUR
Elie Barnavi est ancien Ambassadeur d'Israël en France, membre du conseil scientifique de la FEPS

AVEC L'EUROPE



© European External Action Service

Le 23 septembre 2016 - New York, États-Unis, il y a un an, la Commissaire européenne aux Affaires étrangères et à la Politique de sécurité, Federica Mogherini, participait à la réunion du Quartet pour le Moyen-Orient au siège de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov aux Nations Unies.

COMMENT L'EUROPE PEUT CONTRIBUER AU PROCESSUS DE PAIX ISRAËLO-PALESTINIEN ?

par Daniel Kurtzer

Cela fait plus de quatre décennies que l'Europe participe au processus de paix israélo-palestinien. L'UE est présente dans le Quartet avec les États-Unis, la Russie et les Nations Unies, lequel s'est efforcé de mettre en œuvre la Feuille de route pour la paix de 2003. Daniel Kurtzer, qui a occupé les fonctions d'ambassadeur des États-Unis en Israël et en Égypte, fait part de ses réflexions sur la manière dont l'Europe pourrait permettre de faire avancer le processus de paix.

Pendant plus de quatre décennies, l'Europe a tenu à jouer un rôle majeur dans les efforts internationaux visant à résoudre le conflit israélo-palestinien. L'UE a publié des

déclarations importantes à cet effet, notamment la Déclaration de Venise en 1980, et a participé à des initiatives comme le dialogue euro-arabe. Par ailleurs, des états européens ont nommé des envoyés

spéciaux, et l'UE a désigné son propre émissaire et pris part au Quartet international, en rejoignant les États-Unis, la Russie et les Nations Unies, afin de mettre en œuvre la Feuille de route pour la paix de 2003.

Les positions européennes sur les problèmes du processus de paix ont quelquefois divergé considérablement de celles des États-Unis. Il y a eu, par exemple, le souhait de l'UE d'inclure l'Organisation de libération

de la Palestine (OLP) dans le processus de paix, lorsque les États-Unis ont insisté pour que l'OLP reconnaisse Israël, renonce au terrorisme et accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU). Les positions politiques indépendantes de l'Europe ont envoyé un signal important aux partis du Moyen-Orient.

Cela dit, l'affirmation du souhait de l'Europe à jouer un rôle plus important n'a pas eu beaucoup de conséquences. L'Europe a rarement été capable de présenter une position commune, ce qui a permis aux partis d'avancer leurs préférences politiques particulières en montant les États membres de l'UE les uns contre les autres. Cela était évident dans la proposition portant sur l'étiquetage des produits provenant des Territoires occupés. Israël avait ici fait considérablement pression sur ses amis au sein de l'UE afin d'empêcher l'émergence d'une position commune de l'UE.

Des relations difficiles entre l'UE et Israël

Un deuxième problème a porté sur les relations parfois tendues entre les différents États membres de l'UE et Israël. Certains Israéliens soutiennent que l'Europe favorise les Palestiniens et ne peut donc pas aspirer à jouer le rôle d'intermédiaire intègre. En vérité, cet argument israélien reflète l'argument palestinien contre la médiation américaine, à savoir que le parti pris américain en faveur d'Israël devrait rendre les États-Unis inaptes à jouer un rôle

de tiers entre les parties. Mais le fait est que les Palestiniens continuent d'accepter les États-Unis en tant qu'intermédiaire, tandis qu'Israël n'accepte pas que l'Europe joue ce rôle.

Un troisième problème a porté sur le syndrome des « deep pockets » (poches profondes), c'est-à-dire la conviction de la part des Palestiniens, des Israéliens et même de certains américains que l'Europe doit se cantonner à payer les factures. Non seulement les Européens s'irritent à juste titre de la perspective de continuer à fournir de l'aide tout en étant tenus en dehors des négociations, mais ils se posent également la question des utilisations faites de certaines aides européennes. En ce qui concerne les projets financés par les pays européens, des tensions sont apparues entre certains donateurs et l'Autorité palestinienne quant aux décisions de cette dernière d'honorer les terroristes palestiniens. Il y a trois ans, par exemple, le Parlement néerlandais a voté pour mettre fin au soutien apporté à l'Autorité palestinienne concernant l'équivalent monétaire que l'Autorité palestinienne avait accordé aux familles des terroristes reconnus coupables. Une deuxième frustration provient de la destruction d'importants projets financés par l'Europe (et d'autres pays), causée par la violence récurrente entre Israël et le Hamas.

L'UE peut-elle former une politique unifiée ?

Le principal problème porte sur le fait de savoir si l'Union

européenne, hormis son fort intérêt à jouer un rôle dans la résolution du conflit israélo-palestinien, a plutôt la capacité de former une politique unifiée, la volonté de s'unir derrière cette politique et la détermination de voir cette politique aboutir, même lorsqu'elle va à l'encontre de la résistance inévitable de l'une ou des deux parties au Moyen-Orient. Les mêmes questions peuvent être posées à l'actuelle administration américaine ainsi qu'à ses prédécesseurs. J'ai déclaré être plutôt critique concernant la diplomatie américaine depuis la conférence de paix de Madrid en 1991, et par conséquent, j'aborde la question de la politique européenne avec beaucoup de prudence et d'humilité.

Trois idées sur ce que l'Europe pourrait faire

Qu'est-ce que l'Europe pourrait effectivement faire pour prouver sa capacité et sa volonté d'aider à faire avancer les perspectives de paix ? Je suggère au moins trois actions. Ma première recommandation est que l'Europe doit encourager et travailler avec les États-Unis à la formulation de paramètres solides qui serviront de cadre de référence aux négociations futures. Ces paramètres ne se substitueront pas à la responsabilité des parties de mener des négociations. Toutefois, sans paramètres ni cadre de référence, de futures négociations commenceront et se disperseront sans but.

Ma deuxième recommandation est d'accélérer la création d'institutions palestiniennes,

une tâche pour laquelle l'UE est particulièrement bien adaptée et expérimentée.

Et ma troisième recommandation est d'étudier comment rassembler les citoyens israéliens et palestiniens, par exemple dans des réunions sur des questions économiques d'intérêt commun ou dans des activités commerciales public-privé. À un certain moment, les gouvernements pourront en effet reprendre les négociations, et à ce moment-là, le soutien populaire, étayé par des contacts fréquents, sera important pour appuyer le processus de paix.



> AUTEUR
Daniel Kurtzer est professeur d'études politiques sur le Moyen-Orient à l'École Woodrow Wilson des Affaires Publiques et Internationales de l'Université de Princeton. Au cours de ses 29 années de carrière passées au Service extérieur des États-Unis, M. Kurtzer a occupé la fonction d'ambassadeur des États-Unis en Israël et en Égypte. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le processus de paix.

AVEC L'EUROPE



I La politique du président américain Trump en Israël-Palestine s'aligne sur les forces qui méprisent ouvertement le processus de paix, dit Lara Friedman.

LA POLITIQUE ISRAËLO-PALESTINIENNE DE L'EUROPE PENDANT L'ÈRE TRUMP

par Lara Friedman

Depuis les accords de Camp David signés en 1978 entre Israël et l'Égypte, le leadership américain s'est montré incontournable au rétablissement de la paix israélo-arabe. Ni le rôle central joué par l'Europe dans la Conférence de Madrid en 1991, ni l'absence manifeste de l'Amérique des discussions qui ont donné naissance aux Accords d'Oslo de 1993 n'ont modifié ce point de vue. En effet, une caractéristique déterminante de l'ère post-Oslo a été l'émergence de l'Amérique, non seulement en tant que leader des efforts de paix, mais également avec un monopole de facto sur eux.

Cinquante ans après le début de l'Occupation et vingt-quatre ans après Oslo, les données historiques suggèrent que ce leadership américain a été un

échec. Indépendamment des intentions, les efforts menés par les États-Unis ont fait plus pour permettre le retrait que pour y mettre fin. Après

neuf mois de présidence, Donald Trump ne s'est pas avéré être la bouffée d'air frais que beaucoup avaient espéré qu'il soit malgré sa confiance effrontée en sa capacité à parvenir à une « entente finale ».

Soutien à une vision élargie d'Israël

Trump n'a pas démenagé l'ambassade américaine à Jérusalem, mais la probabilité

qu'il le fasse reste importante. Son administration a exprimé quelques petites réserves sur les colonies, mais avec des clins d'œil et des hochements de tête, elle a donné le feu vert à leur expansion. Tout comme tout comme un sifflet de chien, politiquement, Trump envoie des messages clairs de soutien au droit d'Israël à une vision plus grande du pays: en mai, l'ambassadeur de Trump en Israël, David Friedman, qui soutient depuis longtemps les colonies, est devenu le premier ambassadeur à assister à un événement social (un mariage) dans une colonie; en juillet, des leaders colons ont été pour la première fois invités à la fête du Jour de l'Indépendance à l'ambassade; et au cours des deux derniers mois, l'ambassadeur Friedman a publiquement questionné l'existence de l'occupation et a déclaré que les colonies font partie d'Israël.

En pratique, la politique de Trump concernant la question israélo-palestinienne s'aligne sur des forces qui méprisent ouvertement le processus de paix et rejettent les principes et les objectifs sur lesquels il a été établi, en dépit du profond respect envers l'envoyé spécial de Trump, Jason Greenblatt. Les résultats parlent d'eux-mêmes, allant d'une colonisation d'une envergure jamais vue depuis des années (et ce y compris la première nouvelle colonie officielle de Cisjordanie en presque deux décennies, et les nouveaux déploiements qui changent la donne à Jérusalem-Est jusqu'aux attaques accrues contre la liberté d'expression et la société civile israélienne.

L'Europe ne peut compter sur le leadership des États-Unis

L'Europe doit se rendre à l'évidence que, en ce qui concerne un futur proche, elle ne peut pas compter sur Washington pour diriger de manière responsable, ou même être un acteur responsable de la question israélo-palestinienne. Les politiques américaines sont de plus en plus en contradiction avec le consensus et le droit international, comme en témoignent les efforts américains visant à en bloquer l'application et de même pour les résolutions des Nations Unies concernant les colonies. L'Europe doit également appréhender une réalité corollaire au « processus de paix » ne peut plus constituer le principal objectif d'une politique étrangère européenne crédible sur la question israélo-palestinienne. Compte tenu de la tournure des faits sur le terrain et des vents antilibéraux qui soufflent en Israël et aux États-Unis, se concentrer aujourd'hui sur le retour des parties autour de la table des négociations et ressusciter le processus diplomatique est totalement illusoire

L'Europe doit défendre ses principaux intérêts

Dans l'avenir, l'impératif est que l'Europe identifie ses intérêts concernant la question israélo-palestinienne et redouble d'effort pour les défendre. Cela inclut de respecter et de maintenir le droit international et européen ainsi que le rôle des

Nations unies; de préserver la viabilité d'une solution à deux états qui reste la seule possibilité réaliste pour mettre fin au conflit; et de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés individuelles. En défendant ses positions, l'Europe est pour l'heure la force la plus importante qui empêche la suppression de la ligne verte et la normalisation de l'occupation, et qui défend les valeurs communes qui ont historiquement été au centre des liens unissant l'Europe à Israël. Les politiques fondamentales déjà en place, et qui doivent être défendues, incluent la différenciation entre l'état d'Israël souverain et les Territoires palestiniens occupés, le refus de légitimer les « blocs de colonie » (qui sont aussi illégaux que d'autres colonies), le rejet de la délégitimation des acteurs israéliens et palestiniens de la société civile, le soutien aux communautés palestiniennes dans les 60 % de la Cisjordanie qui sont sous contrôle total israélien (« Zone C ») et la remise en question du blocus israélien de la bande de Gaza.

Comme le soulignent les défis actuels posés par l'extrémisme et les réfugiés, l'Europe est plus directement affectée par l'instabilité et l'insécurité au Moyen-Orient que les États-Unis. L'Europe ne cherche pas à affronter l'Amérique concernant les questions israélo-palestiniennes, mais, à l'instar du changement climatique et de la politique de non-prolifération des armes nucléaires, la question israélo-palestinienne représente une autre source de divergence croissante entre

l'Europe et les États-Unis. En défendant ses actions dans l'arène israélo-palestinienne, l'Europe, qui agit en tant qu'entité unique, nations dans des groupements ad hoc ou même en tant qu'états individuels, peut jouer un rôle plus conséquent et constructif que jamais dans la stabilisation de la situation sur le terrain et la préservation de l'espoir de paix.



> AUTEUR

Lara Friedman est présidente de la fondation pour la Paix au Moyen-Orient. Auparavant, elle était directrice chargée des relations politiques et gouvernementale pour «Americans for Peace Now», et avant cela, elle occupait des fonctions de diplomate américaine au Moyen-Orient.

POINT DE VUE



| MAHMOUD ABBAS, PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE est dépendant de la permission israélienne de voyager.

LES COLONIES ISRAÉLIENNES : ILLÉGALES, NÉFASTES POUR LA PAIX, NÉFASTES POUR L'ÉCONOMIE

par Zena Agha and Nadia Hijab

Les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés pèsent lourd dans le conflit israélo-palestinien. Non seulement elles représentent un obstacle majeur à l'assurance d'une paix durable, mais aussi une violation grave du droit international. Pour comprendre les conséquences des colonies sur l'aspiration palestinienne à l'autodétermination, il faut s'adresser à la fois aux conséquences économiques et politiques.

Dès le début, les colonies ont eu un impact profond sur l'économie et l'espace. Elles ont été créées en confisquant de vastes zones des terres palestiniennes les plus fertiles, la confiscation des ressources en eau et l'exploitation des carrières, des mines palestiniennes, des ressources de la mer Morte et

d'autres ressources naturelles non renouvelables. Par conséquent, les colonies israéliennes contrôlent à présent environ 42 % des terres de Cisjordanie, un nombre qui inclut des zones construites ainsi que les vastes territoires municipaux des colonies israéliennes. Ces zones ne sont pas accessibles aux Palestiniens sauf s'ils disposent de permis.

En outre, les colonies sont soutenues par un dispositif complexe de routes, points de contrôle, zones militaires ainsi que le « mur de séparation ». Celui-ci a rendu la contiguïté territoriale palestinienne presque impossible et créé des enclaves palestiniennes isolées dans le territoire occupé. La Cisjordanie est non seulement isolée de

Gaza, mais elle est également isolée de Jérusalem-Est qui était auparavant le moteur de son économie et de sa culture. De plus, les colonies ont également fragmenté l'économie de la Cisjordanie en marchés plus petits et déconnectés et ont affaibli la compétitivité des biens locaux et à l'exportation.

La construction de la colonisation israélienne nuit à l'économie palestinienne

Il convient de noter quelques exemples de l'effet profondément dommageable que la construction de la colonisation israélienne a eu sur l'économie palestinienne. Par exemple, le contrôle exercé par Israël sur l'eau et la terre a entraîné une diminution de la productivité du travail du secteur agricole palestinien et de la contribution du secteur au produit intérieur brut (PIB). Ses restrictions sur l'accès aux ressources de la mer Morte ont empêché les Palestiniens d'établir une variété d'industries basées sur l'extraction de minéraux tels que pour les cosmétiques. L'étendue de la perte pour les Palestiniens, leur incapacité à accéder à leurs propres terres et à leurs ressources peut être mesurée en tenant compte du fait que selon une estimation, Israël gagne 500 millions de NIS par an (environ 130 millions de dollars américains) grâce à son exploitation illégale de la vallée du Jourdain et de la mer Morte.

De plus, le système des barrages et des points de contrôles utilisés par Israël pour contrôler les territoires occupés augmente le coût et les risques pour les Palestiniens de faire des affaires, entrave le développement économique et augmente le chômage et la pauvreté. Les Palestiniens n'ont pas de liberté de mouvement et même le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas est dépendant de la permission de voyager octroyée par Israël. Globalement, il est estimé que le

coût direct et indirect de l'occupation en 2010 était de près de 7 milliards de dollars américains, environ 85 % du PIB palestinien. La base productive de l'économie palestinienne ne peut plus générer suffisamment d'emploi et d'investissements, augmentant sa dépendance vis-à-vis de l'économie israélienne et de l'aide étrangère (pour obtenir davantage d'informations à propos de l'impact des colonies israéliennes sur l'économie palestinienne, veuillez consulter How Israeli Settlements Stifle Palestine's Economy de Nur Arafah, Samia al-Botmeh, et Leila Farsakh).

Les dommages politiques infligés aux Palestiniens

La brève débat sur l'impact économique du projet de colonisation illégal évoque les dommages politiques qu'il a infligés aux Palestiniens. La fragmentation du territoire palestinien mentionnée ci-dessus a créé des barrières entre les Palestiniens eux-mêmes. Ils ne peuvent plus voyager librement à partir de et vers Jérusalem ou entre Gaza et la Cisjordanie, une situation qui affecte les relations familiales, amicales et les relations commerciales. En fait, la division et la fragmentation des Palestiniens ont commencé en 1948 – il y a près de 70 ans – lorsque des centaines de milliers de Palestiniens ont fui ou ont été forcés de fuir à cause d'Israël et n'ont jamais pu exercer leur droit au retour et vivent depuis comme des réfugiés et des exilés.

Cependant, les Palestiniens ont pu nourrir et maintenir leur projet national afin de pouvoir exercer

leur droit à l'autodétermination. En ce moment, le risque est encore plus élevé que jamais auparavant en raison de la fragmentation physique imposée par le projet de colonisation d'Israël. La déclaration faite par nul autre que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu que les colonies israéliennes vont « durer éternellement » est la plus grande menace à la résolution pacifique de ce conflit à travers une solution à deux États. Même s'il mine la perspective d'un État palestinien souverain, Israël cherche à « normaliser » son occupation entre autres au moyen d'attaques des organisations progressistes, y compris celles en Israël qui critiquent l'occupation ou œuvrent pour les droits humains.

L'UE doit tenir Israël responsable en vertu du droit international

Cet aperçu a tenté de définir les obstacles économiques et politiques majeurs créés par le projet de colonisation mené sans relâche par Israël ainsi que les problèmes réels auxquels font face les

défenseurs de la paix. Cependant, les aspirations à une paix juste se poursuivent. L'Union européenne doit jouer un rôle clé en tenant Israël responsable selon le droit international. La directive de l'UE sur l'étiquetage des produits de la colonisation a été une première étape positive. Cependant, elle a eu un impact « non existant » sur la politique de colonisation d'Israël. Ce qui est peut-être plus important est que même si les sommes impliquées sont petites, c'est la décision de huit pays européens de demander une compensation de la part d'Israël en raison de sa destruction des structures qu'ils ont aidé à construire dans les territoires palestiniens occupés. Cette mesure corrobore le fait que les conventions de Genève s'appliquent aux territoires occupés qu'Israël doit évacuer le plus tôt possible.

Le chemin menant à la paix est clair : démanteler les colonies, mettre fin à l'occupation et respecter les droits conformément au droit international. C'est une vision convaincante que tout le monde doit poursuivre.



> AUTEUR

Zena Agha and Nadia Hijab travaillent toutes les deux pour Al-Shabaka : The Palestinian Policy Network. Zena Agha est spécialiste de la politique américaine et Nadia Hijab est la directrice exécutive d'Al-Shabaka.

POINT DE VUE



MAALE ADUMIM, ISRAËL - la troisième plus grande colonie israélienne en Cisjordanie située contre le village arabe al-Eizariya.

LE FARDEAU ÉCONOMIQUE DES COLONIES DE LA CISJORDANIE

par Roby Nathanson

La perpétuelle impasse dans les négociations de paix israélo-palestiniennes, couplée à la situation tumultueuse de la région du Moyen-Orient, a eu et continuera d'avoir un fort impact sur le bien-être de la société israélienne. Les activités de colonisation englobent toutes sortes de coûts, directs et indirects, visibles et cachés.

Dans notre recherche, nous examinons quel soutien économique supplémentaire est reçu par un colon de Cisjordanie par rapport à un résident moyen d'Israël. Selon nos derniers résultats, le coût annuel total des dépenses supplémentaires sur les colonies en Cisjordanie se montait à 350 millions d'euros par an.

Le gouvernement d'Israël soutient toutes les autorités locales dans le pays, car certains des services gouvernementaux sont réalisés par leur intermédiaire, et par conséquent, leur donnent droit à un budget. Une grande partie des budgets nationaux alloués aux colonies en Cisjordanie passent par les budgets municipaux. Les autorités locales en Cisjordanie

comptent davantage sur le soutien du gouvernement en tant que source de revenu que dans le reste du pays. 44 % du revenu moyen des municipalités en Cisjordanie proviennent de fonds budgétaires, versus 30 % dans le reste du pays.

Les dépenses annuelles supplémentaires par habitant s'élèvent à 900 euros et à 4 300 euros par ménage. Les colonies situées à l'est de la barrière de sécurité bénéficient de dépenses supplémentaires considérablement plus élevées, atteignant 1 450 euros par habitant.

Il est à noter que le soutien par habitant des colonies de nature ultra-orthodoxe est inférieur au soutien apporté à certaines des colonies laïques, ou à ceux qui appartiennent au Sionisme

religieux, comme le conseil régional de Megilot (2 416 euros par habitant) et Ma'ale Efrayim (2 400 euros par habitant).

Par ailleurs, le gouvernement d'Israël subventionne entre 20 et 70 % les coûts de développement foncier pour les acheteurs de terrains situés dans les localités à « priorité nationale ».

La liste préférentielle des localités du ministère de la Construction et du Logement comprend 91 colonies en Cisjordanie sur un total de 127. Les subventions allouées à la construction en Cisjordanie se montaient à 15,3 millions d'euros par an en moyenne, entre 2003 et 2015.

Exemple de soutien gouvernemental annuel supplémentaire par habitant

- > Pour les municipalités de Cisjordanie : 302 euros par habitant soit 1431 euros par famille
- > Pour les municipalités situées à l'est de la barrière de séparation : 774 euros par habitant soit 3669 euros par famille

Par ailleurs, il y a deux ans, 30 colonies en Cisjordanie ont été pour la première fois intégrées sur la liste des localités dont les résidents ont droit à des avantages fiscaux, à savoir entre 7 à 10 % d'impôt sur le revenu, à un coût annuel de 45 millions de Nouveaux Shekels israéliens (NIS) par an.

Au cours des 22 dernières années, la construction publique en Cisjordanie, en termes de mètres carrés par habitant, était plus de trois fois supérieure à la moyenne nationale ;

0,60 comparé à 0,17 mètre carré par habitant. En 2016, 10,2 % de toute la construction publique était réalisée en Cisjordanie.

Au fil des ans, le Centre Macro pour les Politiques économiques a entrepris d'estimer avec précision le coût des colonies en Cisjordanie pour l'État d'Israël. La plupart des coûts analysés dans sa recherche sont des coûts gouvernementaux directs passant par des dépenses budgétaires. Une grande partie du public n'a pas conscience de leur ampleur. La recherche a aussi évalué la valeur à long terme de l'investissement tant privé que public en Cisjordanie à travers le stock de capital immobilier construit à cet endroit.

Au cours de la recherche, un large éventail de sources de données et de méthodes ont été utilisées, dont certaines sont innovantes et extrêmement précises. L'objectif était d'analyser avec précision les données et d'obtenir une estimation minutieuse des coûts, à

l'aide uniquement de sources de données officielles et validées, impliquant aussi peu de spéculation que possible.

Qu'il s'agisse des fortes dépenses militaires et civiles gouvernementales en Cisjordanie, des incitations et subventions du gouvernement, des structures et infrastructures physiques dans les colonies, d'une baisse des investissements ou de la menace de boycotts et de sanctions, l'opération de colonisation en cours est coûteuse pour l'économie et la société israéliennes.

Dans le discours israélien public et politique, les coûts de la colonisation concernent principalement les budgets gouvernementaux directs consacrés aux activités en Cisjordanie. Une grande partie du public n'a pas

conscience de l'ampleur totale du capital qui a été investi là-bas par le passé, des dépenses directes et indirectes payées à l'heure actuelle et de celles qu'il faudra payer à l'avenir.

Le principal défi pour les décideurs, surtout ceux qui sont actuellement dans les rangs de l'opposition en Israël, est de traduire les données qui indiquent des priorités claires au bénéfice des colonies en Cisjordanie, aux dépens des régions qui ont besoin d'aide dans le nord et le sud du pays, en un changement dans le comportement politique de la population. Malgré les informations largement publiées qui forment une partie considérable du discours public, il n'y a toujours pas de véritable changement à l'horizon.



> AUTEUR
Roby Nathanson est le directeur général du Centre Macro pour les Politiques économiques. Il a occupé le poste de directeur de l'Institut de recherche économique et sociale d'Histadrouth (Fédération générale des travailleurs de la Terre d'Israël) et a préparé activement des programmes destinés à la réforme structurelle socio-économique. En 1995, il a été choisi pour diriger l'administration israélienne du planning économique et social en temps de paix, au bureau du Premier ministre. Il est titulaire d'un master et d'un doctorat en Économie, avec une spécialisation dans le commerce et le développement international, obtenus à l'Université de Cologne Allemagne.

Evaluation du parc immobilier au cours des 40 dernières années

- 14,6 millions de mètres carrés d'édifices civils en Cisjordanie construits par les municipalités locales et les entreprises privées et le gouvernement israélien
- 31,5 milliards d'euros, dont 28,6 milliards destinés aux immeubles résidentiels c'est le total des coûts

- cumulés du parc immobilier de la Cisjordanie en 2016
- 24,9 milliards d'euros, versus les 6,6 milliards à l'est de la barrière c'est le cout total cumulé pour la plupart des constructions sont situées dans les grands blocs de colonies à l'ouest de la barrière de séparation

À VOIR

Pour en finir avec la guerre

Marc Silver - 2017

« Mettre fin à une guerre » est un documentaire sur la fin d'une guerre civile qui a duré 50 ans entre le gouvernement colombien et l'organisation de la guérilla marxiste connue sous le nom de FARC. Il observe comment au niveau stratégique et spirituel une nation de 50 millions de personnes passe de la haine au pardon, de la guerre à la paix. Il raconte les débuts d'une guerre, les hauts et les bas du processus de paix et capture les émotions vives de la population, leurs préoccupations, ainsi que les obstacles auxquels ont été confrontés les négociateurs de paix et les principales controverses.

Le film met en scène des discours majeurs et les points de vue des principaux acteurs, notamment le président actuel Juan Manuel Santos, l'ancien président Alvaro Uribe, le chef des FARC, Timochenko, les principaux négociateurs et Jorge Enrique Botero, un journaliste qui a interviewé de nombreux chefs des FARC au fil des ans.

Comme le président Santos l'a indiqué : « Il se peut que ce processus soit le seul à réussir parmi plus de 22 conflits en cours dans le monde. Cet exemple montre que les problèmes peuvent être réglés par le dialogue. » Ce film est très important et fascinant à voir pour comprendre le processus de paix extrêmement complexe en Colombie. Une partie essentielle de l'histoire en cours sera de savoir si les FARC réussiront à devenir ce qu'ils appellent une

« organisation politique révolutionnaire légale » et comment ils y parviendront.

Pour savoir comment regarder le film, contactez les producteurs à l'adresse suivante: <https://www.facebook.com/toendawar/>



La Tragédie électronique

Cosima Dannoritzer, Allemagne

La convention de Bâle, ratifiée par tous les pays du monde à l'exception des États-Unis et d'Haïti, interdit depuis 1989 l'exportation des déchets électroniques. En Europe, le prix de chaque appareil neuf inclut même une éco-participation qui couvre le coût de son recyclage. Pourtant, seuls 25 % des déchets électroniques de l'UE sont effectivement recyclés. Le reste est exporté illégalement et finit souvent dans des décharges clandestines en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud. Comment 3/4 des déchets électroniques européens échappent-ils au recyclage et finissent en toute illégalité dans des décharges africaines? Cette enquête menée par le journaliste ghanéen Mika Anane, le conduit en Europe, en Asie et aux États-Unis. Elle dévoile les mécanismes d'un trafic à grande échelle et pointe les responsables de cette tragédie. À l'occasion du festival Greenpeace, ce film sorti en 2014 est en compétition pour l'édition 2017.

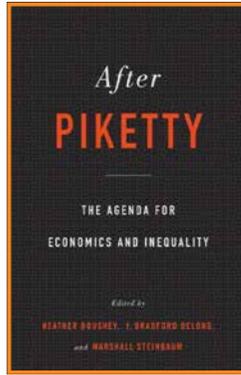
Les pieds sur terre

Batiste Combret et Bertrand Hagenmüller, France

Le village d'irréductible, Liminbout, un hameau d'une dizaine d'habitants, est un symbole de la lutte contre la construction de l'aéroport de Notre-Dames-des-landes. Au début des années 1970, la conception d'un projet d'aéroport sur les terres de cette commune de l'Ouest de la France devient un défi à relever pour les gouvernements successifs. En jeu : la disparition du bocage et la fin d'un écosystème. Au début des années 2000, le projet d'aéroport du Grand Ouest est relancé, amplifiant la contestation qui lui est liée. Les Zadistes, les militants anti-aéroport, s'organisent, créent des habitations dans la forêt. Notre-dames-des-landes devient un haut lieu de la contestation contre le modèle de société actuel. Loin des représentations habituelles de la ZAD, le film est une immersion dans le huis-clos de ce village de Liminbout. La vie au quotidien marquée par une actualité dense. Agriculteurs historiques, paysans syndicalistes, locataires sur-endettés venus chercher dans cette agglomération une autre vie ; squatteurs plus ou moins confirmés apprennent à y vivre et à lutter ensemble au jour le jour. Les réalisateurs ont posé leur caméra entre décembre 2012 et mai 2015. Près de trois ans de vivre ensemble dans un monde où les habitants se prennent à imaginer une autre société.

After Piketty ; the Agenda for Economics and Inequality, Cambridge, London, 2017

H. BOUSHEY, J. BRADFORD DELONG, M. STEINBAUM (ed)



Dans le choix par Thomas Piketty d'un titre pour son opus magnum, « le capital au XXI^{ème} siècle », publié en 2013, il était difficile de distinguer ce qui relevait du clin d'œil, de l'ambition ou de la déférence pour Karl Marx. Reste que l'entreprise est un succès planétaire illustré par la vente de plus de deux millions d'exemplaires. Peu de textes économiques ont réussi, depuis « Das Kapital », à susciter un tel engouement. Aussi n'est-ce guère étonnant que les éditions de l'université de Harvard aient rassemblé des économistes - tout aussi talentueux et parfois aussi célèbres comme Paul Krugman - pour questionner les thèses de Piketty, et, déjà, leur chercher des prolongements. « After Piketty » ne sera peut-être pas un best-seller, mais sa lecture est hautement recommandable.

Traduite en langage marxiste, la thèse principale de Piketty est que l'« accumulation » ne représente pas un « moment primitif » du capitalisme, mais une tendance longue de son développement. En d'autres termes, après une phase de redistribution des richesses au bénéfice du plus grand nombre à laquelle la crise des Welfare states met fin, l'époque contemporaine serait marquée par la régression à une structure de répartition typique de la société moderne ploutocratique dont les caractéristiques

étaient encore bien visibles avant le déclenchement du deuxième conflit mondial. Cette régression s'expliquerait par le retour à une situation dans laquelle les revenus du capital croissent plus vite que les revenus du travail et l'économie elle-même.

Le succès de Piketty doit à l'efficacité de sa démonstration et au contexte de la crise des partis traditionnels, confrontés à l'expression d'une indignation collective face au creusement des inégalités

La difficulté politique que l'entreprise de Piketty pose se situe moins dans la cohérence interne de l'argument que dans le caractère encore limité des propositions qu'elle a inspirées et qui prennent principalement la forme d'une taxation du capital au détriment d'une réflexion sur l'investissement. Les divergences de Thomas Piketty et de Philippe Aghion dans l'appréciation du programme d'Emmanuel Macron en sont une illustration. Que la théorie du ruissellement sur laquelle s'appuient les partisans d'un allègement de la fiscalité soit un leurre, nul ne le contestera à gauche. Par contre, l'urgence d'un traitement des nouvelles inégalités fait oublier à de trop nombreux socialistes que la dynamique économique oppose moins les blocs monolithiques du « capital » et du « travail » que les

rentiers du capitalisme financier à deux groupes de travailleurs : les employés et les entrepreneurs. Or, une fiscalité égalitariste ne parviendra pas à réconcilier ces deux formations sociales dont l'alliance est pourtant nécessaire pour reconstituer une majorité progressiste. Il importe de rappeler que le succès d'un « modèle » scandinave n'a pas reposé sur les seules politiques redistributives d'assurance sociale, mais aussi sur des formes de cogestion de la production industrielle

Utopies réalistes, Paris, Seuil, 2017

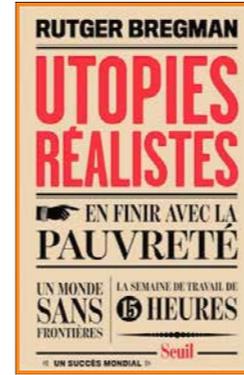
Rutger BREGMAN

Ce livre est porteur d'espoirs. Et son succès devrait inquiéter la social-démocratie européenne. Car sans qu'il s'adresse directement à celle-ci pas plus qu'aux nouvelles déclinaisons nationales des gauches radicales, il rappelle que les socialistes ne détiennent pas le monopole de la définition de politiques progressistes et de la poursuite d'utopies. Non pas parce que Karl Marx a été précédé par Thomas More ou Tommaso Campanella, mais parce que l'homme politique qui a été sur le point de garantir, avant qu'une partie de son cabinet ne l'en dissuade, un revenu de subsistance à l'ensemble de ses concitoyens s'appelle Richard Nixon.

Le rêve et l'innovation sont à la portée de tous, encore faut-il oser.

Essayiste dont les thèses s'appuient sur une vaste littérature académique, Rutger Bregman ne s'arrête pas à une justification par le précédent américain de la faisabilité de l'introduction d'une allocation universelle.

Cette partie du livre est toutefois la plus intéressante. D'abord parce qu'ont été oubliées les réussites d'une expérimentation à grande échelle, inspirée par la « guerre contre la pauvreté » décrétée par Lyndon B. Johnson en 1964, d'une distribution sans contrepartie d'argent public aux habitants de plusieurs villes



américaines. Ensuite, parce que ce mode de traitement de la pauvreté est l'antithèse de l'approche néolibérale contemporaine, caractérisée par une morale victorienne du travail et une expansion bureaucratique des fonctions de surveillance de l'Etat.

Cependant, dans un deuxième temps, Bregman élargit son propos en plaçant le droit inconditionnel au logement, la réduction du temps de travail, la taxation du capital et l'ouverture des frontières en tant qu'alternative à l'aide post-coloniale au développement. Même s'il est souvent trop bref, l'exposé de chacune de ces ambitions est iconoclaste car il sort le débat politique de ses termes habituels, devenus des éléments d'un rituel électoral auquel participe une part décroissante de l'électorat européen.

Ainsi, le droit au logement est-il justifié par le pragmatisme de politiques publiques de mise à disposition des SDF d'appartements gratuits. Pratiquées dans l'Utah, elles y ont allégé le budget de l'Etat, l'octroi d'un appartement et un coaching représentant 11 000 dollars par bénéficiaire, soit 5 000 dollars annuels de moins que le coût, par SDF, des interventions de la police et des services sociaux.

De même, la justification d'une réduction rapide du temps de travail est-elle trouvée dans l'œuvre de Keynes. Plutôt que de célébrer dans la figure du célèbre économiste britannique celui qui a rendu possible, avec Ford, une société de prospérité et de consommation, Bregman mobilise un texte qui, écrit au moment même où la crise de 1929 battait son plein, annonce l'inévitable avènement de la semaine de quinze heures.

En raison de sa construction, le livre de Bregman peut donner l'impression d'être l'inventaire des utopies qui auraient sa faveur. C'est évidemment le cas, mais ce catalogue est transcendé par une recherche qui renvoie à ce que devrait être l'objet du travail politique, c'est-à-dire le gouvernement de l'économie.

À RÉFLÉCHIR



Laboratoire progressiste pour le développement durable

Heikki Hiilamo
Kalevi Sorsa Foundations

Anthony B. Atkinson (1941-2017) a été un pionnier dans la recherche sur l'inégalité. Dans son ouvrage « Inequality - What can be done? » (Inégalité - Que peut-on faire ?) (2015), il présente un large choix de moyens d'intervention sur l'un des problèmes les plus cruciaux de notre époque : la propagation rapide de l'inégalité.

Heikki Hiilamo, professeur de Politique sociale, dans son rapport intitulé « 15 recipes for tapering income inequality » (15 recettes pour réduire l'inégalité des revenus), rédigé pour la Fondation Kalevi Sorsa Foundation, analyse les recommandations d'Atkinson et évalue leur utilité pour la politique concrète en vogue en Finlande.



Rapport de conférence "Relancer l'Europe de la base vers le sommet"

Prof. Dr. Gesine Schwan,
Carolina Höpfer
Governance-platform

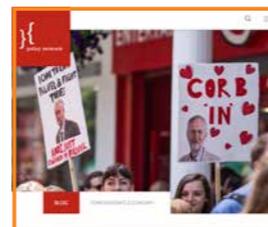
La conférence « Relaunching Europe Bottom Up » a permis de débattre sur une approche nouvelle et holistique du financement direct par l'UE des villes et municipalités concernant l'intégration et le développement urbain. Les avantages : 1.) renforcement de l'identification des citoyens à l'UE à travers une participation des citoyens de la base vers le sommet, 2.) initiative de croissance durable décentralisée au niveau local et 3.) coopération plus étroite entre les villes et les municipalités européennes.



Nouveau pacte pour l'Europe - Rapport national - ITALIE

Riccardo Alcaro, Eleonora Poli
IAI

Le rapport fait partie du projet Nouveau pacte pour l'Europe (NPE), qui a pour objectif de promouvoir un large débat européen sur l'« état de l'Union ». Inspiré par les discussions du Groupe de réflexion national italien et enrichi par les échanges avec les Groupes de réflexion nationaux provenant de la Pologne et de l'Allemagne, le rapport reflète le point de vue italien sur la façon de réformer l'Union européenne à la lumière des multiples défis auxquels l'Europe est actuellement confrontée.



Les travaillistes : le parti opposé à un Brexit dur dans la politique britannique ?

Patrick Diamond
Policy network

La principale actualité politique de la pause estivale a été la décision du Parti travailliste d'afficher un soutien explicite à un Brexit communément appelé « doux », au moins à titre de disposition transitoire avec ses partenaires européens. La manœuvre indique l'intention des travaillistes de s'opposer à l'approche du gouvernement sur les négociations du Brexit, plutôt que de se contenter simplement d'apporter un soutien tacite. Le Parti travailliste s'est donc imposé comme le seul grand parti à s'opposer à un Brexit « dur » dans la politique britannique. En pratique, un Brexit « doux » signifie l'accès continu au marché unique, une union douanière avec l'UE et, par conséquent, une acceptation limitée de la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).



Le discours de Theresa May prononcé à Florence va-t-il en finir avec l'impasse du Brexit ?

Roger Liddle
Policy network

Le Brexit se révèle une menace existentielle pour le Parti conservateur britannique. « Brexit means Brexit » (Le Brexit, c'est le Brexit) s'est avéré être l'une des formules les plus insensées inventées par les politiciens pour couvrir leur absence de stratégie cohérente pour l'avenir du Royaume-Uni. Le référendum du mois de juin 2016 a laissé l'électorat devant un choix binaire simple : rester ou partir. La réalité toutefois est que partir offre un éventail d'options à choix multiples, chacune ayant des attraits limités et une fois spécifiées, elles pourraient ne pas remporter le soutien de la majorité par rapport au statu quo.



Dynamique de la réforme dans la démocratie grecque d'aujourd'hui. Réforme de la règle de droit, média de masse et inclusion sociale

Dimitri A. Sotiropoulos
Fes Europe

Après le début de la crise économique, de nombreuses réformes ont été dictées par les Protocoles d'entente signés entre la Grèce et ses créanciers, mais il y a eu peu de directives de réforme concernant la règle de droit, les médias de masse et l'inclusion sociale. Des réformes incomplètes dans ces domaines ont eu des conséquences négatives sur la qualité de la démocratie. Les réformes à venir ne peuvent plus dépendre des pressions externes mais requièrent un consensus et une mobilisation d'ordre national afin de mettre en place une démocratie plus responsable, transparente et socialement inclusive.



La politique de l'UE sur les réfugiés traverse une crise. Blocus, décisions, solutions

Bendel, Petra
Fes Europe

Le nombre de personnes cherchant la protection de l'Union européenne (UE) a considérablement augmenté ces dernières années. Ce rapport donne un aperçu de l'état des lieux actuel des diverses initiatives visant à réformer la politique de l'UE relative aux réfugiés. Il se concentre sur trois domaines : la coopération de l'UE avec les pays d'origine et de transit ; les mesures visant à sécuriser les frontières externes ; et l'avenir du régime d'asile européen commun.



Les Européens et l'immigration : perception des flux et représentations en France

Jérôme Fourquet
Fondation Jean Jaurès

Alors que le gouvernement français a proposé une refonte de la politique d'intégration, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert Paris ont souhaité analyser les perceptions des Européens face aux flux migratoires avec une grande enquête d'opinion dans quatre pays (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Pologne). Celle-ci approfondit plus particulièrement le cas français en revenant sur les mesures à même de favoriser une meilleure intégration des migrants dans notre société.

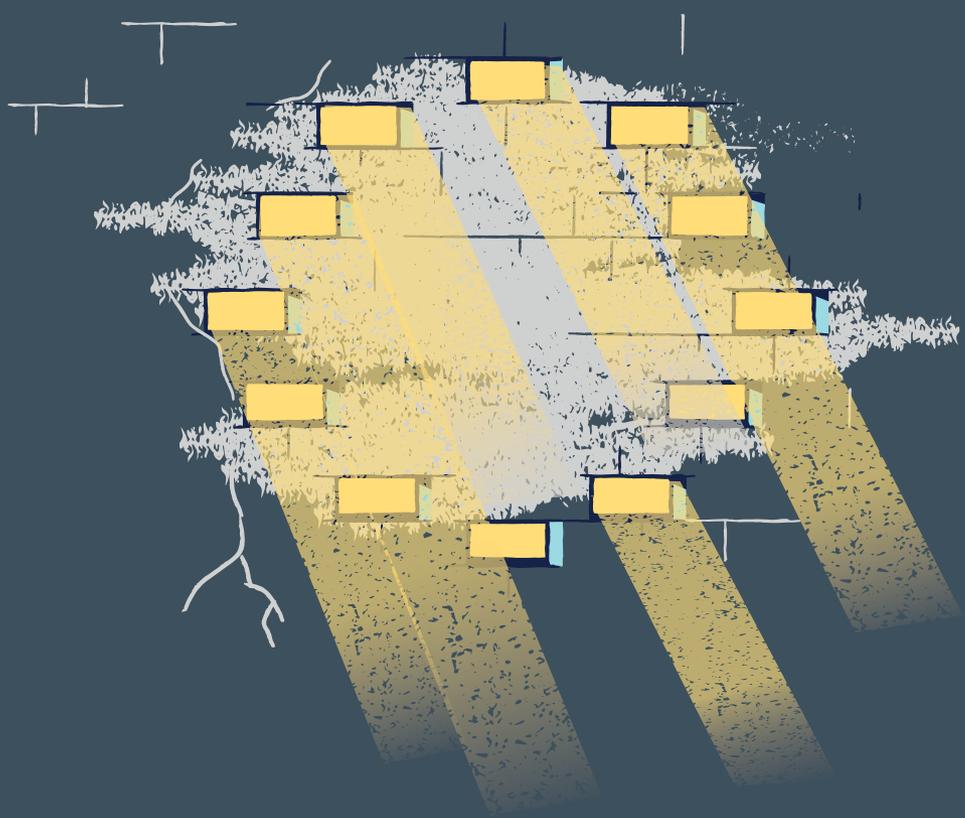
Abonnez-vous:

The Progressive Post



4 numéros par an pour seulement 10 €

www.progressivepost.eu/subscribe



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



FOUNDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

Rue Montoyer, 40
1000 Bruxelles - Belgique
+32 (0)2 234 69 00
info@feps-europe.eu

ISSN 2506-7664
3,00 €